



By Lodj **100%**

AOÛT
21 | 26

Spécial

spécial Fête de La jeunesse

Edito

**Une génération. Une vision.
Un rendez-vous avec l'Afrique de demain.**

L'Épopée d'une Génération Africaine

**« Nous n'attendons pas que l'Afrique change.
Nous formons celles et ceux qui vont la changer. »**

ET SI LA GEN Z PRENAIT LES COMMANDES

L'ODJ MÉDIA & EPIK LEADERS CONSACRENT UN NUMÉRO SPÉCIAL JEUNESSE



MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK ! VERSION NON-COMMERCIALE

SOMMAIRE

EDITO

Une génération.

Une vision. Un rendez-vous avec l'Afrique de demain.

EDITO

L'Épopée d'une Génération Africaine

La génération qui ne rêve plus d'Europe mais d'Afrique

Le Maroc, campus de l'Afrique

Les entrepreneurs de la génération Z inventent le commerce panafricain

Une génération née avec le smartphone

Intelligence artificielle : l'Afrique peut-elle sauter une révolution ?

Les nouveaux métiers qui n'existaient pas il y a cinq ans

Le français ne suffit plus
Les femmes de la génération Z changent déjà l'économie africaine

Sport, musique et gaming : le nouveau soft power africain

Climat, eau et agriculture : les jeunes innovateurs en première ligne

La génération Z peut-elle réinventer la politique ?

Quitter ou rester : le nouveau

choix de la jeunesse africaine
La diaspora peut-elle devenir le premier investisseur du continent ?

Les villes africaines seront-elles encore habitables en 2036 ?

La bataille mondiale des talents a déjà commencé

Le Maroc peut-il devenir le hub de la génération africaine ?

Dix décisions à prendre aujourd'hui pour préparer l'Afrique de 2036

EPIK 100 :
QUI SONT CES 100 LEADERS ?

Jeunesse africaine,
Agriculture &
Souveraineté

Think Tank :
Des amphithéâtres aux
cercles de pouvoir :

EPIK Her :
Les Femmes Prennent le
Lead

LE JOUR OÙ L'AFRIQUE
A DIT C'EST FINI À LA
CHARITÉ

COMMENT L'IA
REBOOSTE LES ASSOS
AFRICAINES

L'Afrique se Réinvente
à Agadir :

Pourquoi EPIK Leaders
ne marche pas seul

Génération Maghreb :
Quand la jeunesse
redessine
les frontières à Monastir

Soft power africain :
la nouvelle diplomatie des
jeunes

ENTRETIEN : avec Meryem
Kassou : de Merzouga aux
Instituts Jazari, le Maroc
prépare sa génération IA



By Lodj



Imprimerie Arrissala

21

AOÛT | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISI
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

CONTRIBUTEURS : LODJ MEDIA / EPIK LEADERS
WEBDESIGNER / COUVERTURE : IMAD BEN BOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lady

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

FÊTE DE LA JEUNESSE 2026

le Maroc célèbre son Roi et mise sur sa nouvelle génération

Le Maroc célèbre, le 21 août 2026, la Fête de la Jeunesse, qui coïncide avec le 63ème anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Plus qu'une célébration nationale, cette date incarne la confiance placée dans les jeunes Marocains, appelés à jouer un rôle central dans le développement du Royaume, la consolidation de ses acquis et la construction d'un avenir fondé sur l'innovation, la solidarité, la citoyenneté et l'attachement aux constantes nationales.

Une génération appelée à porter l'ambition du Royaume Chérifien

Plus qu'une simple célébration, la Fête de la Jeunesse rappelle la confiance placée dans les jeunes Marocaines et Marocains, considérés comme une force vive de la Nation et un moteur essentiel du Maroc de demain. Depuis Son accession au Trône, Sa Majesté le Roi Mohammed VI n'a cessé d'accorder une attention particulière à cette génération, appelée à contribuer activement à la modernisation du pays, à la consolidation de ses acquis et à la défense de ses constantes nationales.

En 2026, cette célébration intervient dans un contexte où le Maroc poursuit, sous la conduite éclairée du Souverain, ses grands chantiers de développement économique, social et territorial. Infrastructures, industrie, énergies renouvelables, digitalisation, protection sociale, sport, culture et développement des provinces du Sud sont autant de domaines dans lesquels la jeunesse est appelée à jouer un rôle de premier plan.

La jeunesse marocaine se distingue aujourd'hui par son dynamisme, sa créativité et son ouverture sur le monde. Dans les universités, les centres de formation, les entreprises, les start-up, les associations, les clubs sportifs et les espaces culturels, les jeunes démontrent leur capacité à innover, à entreprendre et à participer à l'essor national. Toutefois, cette fête rappelle aussi les défis auxquels ils font face, notamment l'emploi, la formation, l'égalité des chances, l'inclusion sociale et la participation citoyenne.

Célébrée au lendemain de l'anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, la Fête de la Jeunesse établit un pont entre mémoire et avenir. Le 20 août rappelle les sacrifices des générations qui ont lutté pour l'indépendance, tandis que le 21 août invite les nouvelles générations à préserver cet héritage et à bâtir un Maroc plus fort, plus juste, plus solidaire et plus innovant.

À cette heureuse occasion, la direction, la rédaction et l'ensemble des équipes de L'ODJ Média du Groupe Arrissala ont l'insigne honneur de présenter à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, leurs vœux les plus respectueux, les plus chaleureux et les plus dévoués de santé, de bonheur et de longue vie.



L'ODJ Média exprime également ses sentiments de fidélité et de loyalisme au Glorieux Trône Alaouite, priant le Très-Haut de préserver Sa Majesté le Roi et de L'accompagner dans la poursuite de ses grands chantiers au service du peuple marocain.

L'ODJ Média implore aussi le Tout-Puissant de combler Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan, Son Altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, ainsi que l'ensemble des membres de l'illustre Famille Royale, de santé, de bonheur et de protection divine.

En ce 21 août 2026, la Fête de la Jeunesse résonne ainsi comme un appel à l'action, à la responsabilité et à l'espoir. Sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la jeunesse marocaine demeure l'énergie du présent et la garantie de l'avenir d'un Maroc souverain, moderne et prospère.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

UNE GÉNÉRATION.

Une vision. Un rendez-vous avec l'Afrique de demain.

Le 12 août, le monde célèbre la Journée internationale de la jeunesse. Une date symbolique qui rappelle que la jeunesse n'est pas seulement une catégorie démographique. Elle est une force économique, une énergie sociale, une promesse politique et, surtout, une formidable capacité d'invention. Pour l'Afrique, cette journée revêt une signification particulière.

Notre continent possède aujourd'hui la population la plus jeune de la planète. Cette réalité est souvent présentée comme un défi. Nous avons choisi d'y voir une opportunité historique.

C'est précisément l'ambition de ce numéro spécial.

À travers le dossier « Afrique 2036 – La génération Z prend les commandes », L'ODJ Média a souhaité regarder l'Afrique autrement. Non pas à travers ses fragilités, mais à travers ses talents. Non pas à travers ce qui lui manque, mais à travers ce qu'elle possède déjà : une génération connectée, créative, ambitieuse et profondément convaincue que l'avenir du continent peut désormais s'écrire depuis l'Afrique.

Pendant dix-huit articles, nous avons exploré les grands défis et les immenses opportunités qui attendent cette génération : l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat, l'éducation, les nouveaux métiers, la mobilité,

les villes, la culture, le sport, le climat, l'investissement, la diaspora, le rôle stratégique du Maroc et la construction d'une véritable économie panafricaine des talents.

Un fil conducteur a accompagné chacune de ces réflexions :

« Afrique 2036 ne se construira pas avec une idée, mais avec une génération. Et cette génération est déjà au travail. »

Mais ce numéro marque également autre chose.

Il ouvre un nouveau chapitre.

Celui d'une collaboration éditoriale entre L'ODJ Média et EPIK Leaders.

Cette rencontre n'est pas le fruit du hasard.

Elle est née d'une convergence de convictions.

Depuis plusieurs années, L'ODJ Média défend une ligne éditoriale tournée vers l'innovation, l'entrepreneuriat, la transformation numérique, les coopérations Sud-Sud et l'émergence d'une Afrique qui raconte elle-même son histoire.

De son côté, EPIK Leaders construit un écosystème panafricain destiné à identifier, former, connecter et accompagner les jeunes leaders appelés à transformer le continent.

Les chemins étaient différents.

La destination était la même.



**Cette
collaboration
s'inscrit donc
dans une
logique de
complémentarité.**

Le média informe.
Le réseau rassemble.
Le média donne de la visibilité.
Le réseau crée des opportunités.
Le média raconte les transformations.
Le réseau contribue à les rendre possibles.
À partir de cette conviction commune, nous avons décidé d'aller plus loin.
Au cours des prochains mois, cette collaboration donnera naissance à de nombreuses initiatives éditoriales et événementielles : EPIK Magazine, émissions, podcasts, interviews, portraits de jeunes leaders, débats, conférences, contenus numériques, rencontres, publications et projets collaboratifs viendront progressivement enrichir cet écosystème.

L'objectif est clair.

Créer un espace où la jeunesse africaine pourra non seulement être racontée, mais aussi s'exprimer, débattre, apprendre, entreprendre, partager ses expériences et construire des projets communs.
Le fil conducteur qui guidera cette aventure est lui aussi parfaitement assumé :
« La première richesse stratégique de l'Afrique n'est ni son sous-sol ni sa géographie. C'est sa jeunesse. »
Cette phrase n'est pas un slogan.
Elle constitue une véritable ligne d'action.
Car aucun pays ne peut durablement se développer sans investir dans ses talents.
Aucun continent ne peut construire son avenir sans faire confiance à sa jeunesse.
Et aucun média ne peut prétendre accompagner les transformations du XXI^e siècle sans lui donner la parole.
L'Afrique change.
Ses jeunes changent.

Les médias doivent eux aussi évoluer.

Ils ne peuvent plus être de simples observateurs.
Ils doivent devenir des plateformes de dialogue, de transmission, de coopération et d'innovation.
C'est le sens de cette nouvelle aventure commune.
La volonté est là.
La convergence est désormais affirmée.
Il reste maintenant l'essentiel.
Le travail.

Nous donnons donc rendez-vous à toutes celles et tous ceux qui croient au potentiel de la jeunesse africaine au mois d'octobre, pour le lancement des premières grandes initiatives issues de cette collaboration entre L'ODJ Média et EPIK Leaders.

Parce que les idées n'ont de valeur que lorsqu'elles deviennent des projets.
Parce que les projets n'ont de sens que lorsqu'ils rassemblent des femmes et des hommes.
Et parce que l'Afrique de demain commence toujours par les décisions prises aujourd'hui.
Bienvenue dans ce nouveau chapitre.
Il appartient désormais à toute une génération de l'écrire.



L'ÉPOPÉE d'une Génération Africaine

« L'Afrique est riche de ses cultures, de ses talents et de sa créativité. Avec EPIK Leaders, nous voulons convertir cette richesse en une force d'influence capable de placer la jeunesse africaine au cœur des décisions. »

Ce numéro collector n'est pas un simple magazine. C'est un acte de transmission.

Quand L'ODJ, ce média multicanal marocain qui donne chaque jour la parole aux générations qui bousculent les codes, a accepté de co-signer ce premier numéro avec EPIK Leaders, nous avons compris que quelque chose de plus grand que nous se construisait. L'ODJ ne couvre pas la jeunesse : il l'incarne. Et c'est précisément cette même jeunesse qu'EPIK Leaders a choisi de ne pas former en observant, mais en faisant.

En dix-huit mois, ce que nous avons bâti ensemble dépasse les chiffres. Certes, 100 clubs ont émergé au Maroc, en Tunisie, au Mali et ailleurs en quarante-cinq jours seulement. Certes, 550 clubs sont aujourd'hui actifs sur le continent, rassemblant plus de 50 000 membres dans 34 pays. Mais derrière ces chiffres, il y a des histoires. Celles de Walid qui a traversé le Royaume pour planter un mouvement dans chaque campus. De Dhia qui, depuis Tunis, a tissé des ponts avec la Fondation Tunivisions pour ancrer l'entrepreneuriat chez les jeunes Tunisiens. De Baba, au Mali, qui coordonne l'écriture d'un manifeste continental depuis Dakhla. Ce sont eux, les sentinelles. Ce sont eux, l'épopée.

De Rabat à Bamako, de Casablanca à Monastir, nos clubs ne débattent pas du futur, ils l'inventent. Ils plantent des arbres, organisent des dons du sang, codent des solutions IA, écrivent des livres collectifs, parcourent deux mille kilomètres en caravane patriotique. Ils ne demandent pas la permission. Ils agissent.

Et c'est cette énergie brute, cette conviction que l'Afrique n'a pas besoin de sauveurs mais de leaders ancrés, que nous avons voulu capturer entre ces pages. Non pas pour célébrer ce qui a été fait, mais pour ouvrir le chemin à ce qui vient.

Dr Nizar Chaari
Fondateur d'EPIK Leaders

Car ce numéro sort le 30 juillet. Une date qui, au Maroc, célèbre la jeunesse. Une date qui, pour nous, marque un point de départ. D'ici et d'ailleurs, des jeunes de Côte d'Ivoire, du Nigeria, du Sénégal, de Guinée, du Gabon se préparent à rejoindre ce mouvement. Le Think Tank EPIK naît. La plateforme digitale des 550 clubs se déploie. La Summer Academy 2.0 ouvrira ses portes à Agadir avec deux cents jeunes de vingt pays.

L'heure n'est plus à l'observation. Elle est à l'engagement.

« Nous n'attendons pas que l'Afrique change. Nous formons celles et ceux qui vont la changer. »

Cette conviction, nous la partageons avec L'ODJ. Ce magazine est notre manifeste commun. Ouvrez-le. Puis refermez-le, et agissez.



BILAN SAISON 2025-2026

EPIK LEADERS

LE PRINTEMPS D'UNE GÉNÉRATION

MOUVEMENT PANAFRICAIN DE LEADERSHIP · FONDÉ EN JANVIER 2025 · MAROC

CHIFFRES CLES



GRANDS ÉVÉNEMENTS



CAMPAGNES CITOYENNES



LES 3 PILIERS DU MODÈLE EPIK



”

« Nous n'attendons pas que l'Afrique change. Nous formons celles et ceux qui vont la changer. »

Dr Nizar Chaari, Fondateur d'EPIK Leaders

WHO IS EPIK LEADERS ?

Le nouveau réseau panafricain qui veut révéler les leaders de demain

Former une génération. Connecter un continent. Construire l'Afrique de demain. ** Derrière cette ambition se trouve un nom encore jeune mais déjà porteur d'une vision continentale : ****EPIK Leaders****. Né au Maroc en 2025, ce réseau panafricain entend accompagner une nouvelle génération de jeunes Africains convaincus que le développement du continent passera d'abord par ses talents.

À l'heure où l'Afrique s'impose progressivement comme le continent le plus jeune du monde, la question n'est plus seulement démographique. Elle est stratégique. Comment transformer cette jeunesse en moteur de croissance, d'innovation et de stabilité ? Comment permettre à des millions de jeunes de devenir non seulement des diplômés, mais aussi des entrepreneurs, des innovateurs, des décideurs et des bâtisseurs de solutions ?

C'est précisément à cette interrogation qu'EPIK Leaders souhaite répondre.

L'organisation se définit comme un réseau panafricain dédié au leadership, à l'innovation sociale et au développement des compétences. Son ambition dépasse largement celle d'une simple association de jeunes. EPIK veut créer un véritable écosystème où universités, entreprises, institutions, chercheurs, entrepreneurs et organisations internationales collaborent autour d'un objectif commun : identifier, former, connecter et promouvoir les futurs leaders africains.

L'idée est simple mais puissante.

Le continent ne manque pas de talents. Il manque souvent de passerelles entre ces talents et les opportunités qui leur permettraient d'avoir un impact à grande échelle.

C'est pourquoi EPIK Leaders organise son action autour de cinq piliers complémentaires.

Le premier est naturellement le ****leadership****, avec le développement des compétences personnelles, managériales et citoyennes. Le deuxième concerne ****l'entrepreneuriat****, afin d'accompagner les jeunes porteurs de projets. Le troisième met l'accent sur ****l'innovation****, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la transformation numérique et des technologies émergentes. Le quatrième est consacré à ****l'impact social****, en encourageant les initiatives répondant aux grands défis du continent. Enfin, le cinquième pilier repose sur ****le réseautage****, afin de rapprocher durablement les jeunes talents, les universités, les entreprises et les décideurs.



Au-delà des principes, EPIK Leaders développe un véritable parcours d'accompagnement.

Le réseau s'appuie d'abord sur des ****Clubs EPIK****, implantés dans les universités et les grandes écoles partenaires. Ces clubs constituent les cellules de proximité de l'organisation et proposent conférences, formations, hackathons, compétitions étudiantes, actions citoyennes et rencontres avec des personnalités inspirantes.

À cela s'ajoute une dimension académique plus ambitieuse avec ****l'EPIK Summer Academy****, une université d'été panafricaine consacrée au leadership, à l'innovation, à l'entrepreneuriat, aux politiques publiques et à l'intelligence artificielle. L'objectif est de réunir chaque année plusieurs centaines de jeunes venus de différents pays africains afin de créer une véritable communauté de pratiques.

Le réseau entend également valoriser les parcours exemplaires grâce au programme ****EPIK 100****, qui distinguera chaque année cent jeunes leaders africains pour leur impact dans leurs domaines d'activité. Ces lauréats deviendront ensuite les ambassadeurs du réseau dans leurs pays respectifs.

L'ambition d'EPIK Leaders est également de créer des rendez-vous continentaux autour de grandes thématiques comme le leadership africain, l'intelligence artificielle, la coopération afro-arabe ou encore le financement des organisations à impact. Ces rencontres visent à rapprocher les jeunes talents des institutions publiques, des entreprises, des universités et des partenaires internationaux.

Pour réussir cette mission, l'organisation mise sur un écosystème ouvert. Universités, grandes écoles, technoparks, incubateurs, entreprises, banques, fondations et agences de développement sont appelés à rejoindre cette dynamique afin de construire des passerelles concrètes entre la formation et l'emploi, entre l'innovation et l'investissement, entre les idées et leur mise en œuvre.

Le numérique occupe également une place centrale dans cette stratégie. Plateforme web, réseaux sociaux, podcasts, webinaires, newsletters et communautés en ligne doivent permettre de maintenir un lien permanent avec les membres du réseau. Dans le cadre de son partenariat avec L'ODJ Média, EPIK Leaders envisage également le développement d'un véritable univers médiatique comprenant un magazine numérique, un podcast, une web TV, des émissions, une bibliothèque numérique et une plateforme recensant les talents africains.



Au fond, EPIK Leaders ne se présente pas comme une organisation supplémentaire dans le paysage associatif africain.

Son ambition est plus large : devenir une plateforme continentale où se rencontrent la formation, l'innovation, l'entrepreneuriat, les médias et la coopération internationale.

Dans une Afrique où près de la moitié de la population a moins de vingt-cinq ans, cette approche prend une résonance particulière. Le défi n'est plus seulement de former davantage de jeunes, mais de leur permettre de travailler ensemble au-delà des frontières, des langues et des cultures.

C'est cette vision qui résume sans doute le mieux l'identité d'EPIK Leaders : faire de la jeunesse non pas un sujet de débat, mais la principale force de transformation du continent.

Comme l'affirme sa conviction fondatrice, ****la première richesse stratégique de l'Afrique n'est ni son sous-sol ni sa géographie. C'est sa jeunesse.****

L'ODJ MÉDIA ET EPIK LEADERS :

une rencontre qui ouvre une nouvelle page pour la jeunesse africaine



Cette conviction n'est pas nouvelle.

Elle s'est progressivement traduite dans la ligne éditoriale du média, à travers des dossiers consacrés à l'intelligence artificielle, à l'innovation, à l'entrepreneuriat, aux startups, aux politiques publiques, aux nouvelles technologies, à la transition écologique ou encore aux coopérations Sud-Sud.

Le dossier *« Afrique 2036 – La génération Z prend les commandes »* en est probablement l'illustration la plus aboutie.

Mais raconter cette jeunesse ne suffit plus.

Il faut désormais lui donner la parole.

C'est précisément ce qui rend la rencontre avec EPIK Leaders particulièrement naturelle.

D'un côté, un média convaincu que les récits façonnent les sociétés.

Certaines collaborations naissent d'une opportunité. D'autres sont le fruit d'une vision partagée.

Le rapprochement entre **L'ODJ Média** et **EPIK Leaders** appartient clairement à cette seconde catégorie.

Depuis plusieurs années, L'ODJ Média poursuit une conviction simple : l'avenir de l'Afrique ne pourra plus être raconté uniquement à travers ses crises, ses conflits ou ses performances macroéconomiques. Il devra aussi être raconté à travers sa jeunesse, ses innovations, ses entrepreneurs, ses chercheurs, ses créateurs et tous ceux qui construisent déjà le continent de demain.

De l'autre, un réseau panafricain dont l'ambition est d'identifier, former, connecter et accompagner les leaders africains de demain.

Les deux structures poursuivent finalement le même objectif par des chemins complémentaires.

L'une informe.

L'autre mobilise.

L'une raconte les transformations.

L'autre contribue à les faire naître.

Cette convergence ouvre des perspectives nouvelles.

Le premier enjeu est de créer un véritable espace médiatique consacré à la jeunesse africaine.

Trop souvent, les jeunes apparaissent dans les médias uniquement lorsqu'ils protestent, réussissent de manière exceptionnelle ou deviennent les symboles d'une crise. Leur quotidien, leurs innovations, leurs recherches, leurs engagements associatifs ou leurs réussites locales restent largement invisibles.

Pourtant, partout sur le continent, des milliers de jeunes inventent des solutions dans l'agriculture, la santé, les technologies, l'environnement, la culture, les médias ou l'entrepreneuriat.

Ils méritent d'être connus.

Ils méritent surtout d'être reliés les uns aux autres.

C'est ici que la complémentarité entre L'ODJ Média et EPIK Leaders prend tout son sens.

L'objectif n'est pas simplement de produire davantage de contenus.

Il s'agit de construire un véritable écosystème éditorial et numérique au service des talents africains. Cette ambition pourrait s'articuler autour de plusieurs formats complémentaires.

****EPIK Magazine**** constituerait le rendez-vous éditorial de référence, avec des dossiers, des portraits, des enquêtes, des analyses et des reportages consacrés aux jeunes leaders du continent.

****EPIK TV**** proposerait des émissions, des débats, des entretiens et des documentaires mettant en lumière les initiatives les plus inspirantes.

****EPIK Podcast**** donnerait la parole aux entrepreneurs, chercheurs, artistes, responsables associatifs et innovateurs africains dans un format accessible à tous.

****EPIK Talks**** permettraient d'organiser régulièrement des conférences et des conversations avec des personnalités venues de tout le continent.

À ces formats pourraient s'ajouter des newsletters spécialisées, des webinaires, des contenus interactifs, des vidéos courtes adaptées aux réseaux sociaux, ainsi qu'une bibliothèque numérique recensant les meilleures ressources consacrées à la jeunesse africaine.

À terme, une plateforme des talents pourrait également mettre en relation étudiants, mentors, investisseurs, incubateurs, universités et entreprises.

L'ambition dépasse donc largement le cadre d'un partenariat média classique.

Elle consiste à créer un point de rencontre permanent entre les idées, les compétences et les opportunités. Cette démarche répond également à une évolution profonde de la manière dont la jeunesse s'informe. Les nouvelles générations ne veulent plus être de simples consommateurs d'information.



Elles souhaitent participer, commenter, partager, produire, collaborer et construire des communautés.

Le média de demain ne sera plus uniquement un diffuseur. Il deviendra un animateur d'écosystèmes.

C'est précisément cette vision qui rapproche aujourd'hui L'ODJ Média et EPIK Leaders.

Tous deux considèrent que l'Afrique ne manque ni d'intelligence, ni de créativité, ni d'ambition.

Elle manque parfois de visibilité, de connexions et de passerelles.

En réunissant un média engagé dans la transformation numérique et un réseau consacré au leadership panafricain, cette collaboration entend précisément combler ce manque.

Au fond, il ne s'agit pas simplement d'un partenariat.

Il s'agit d'une volonté commune de contribuer à faire émerger une nouvelle génération de leaders africains capables d'apprendre les uns des autres, de travailler ensemble et de construire des solutions à l'échelle du continent.

Parce que raconter l'Afrique de demain ne suffit plus.

Il faut désormais lui offrir un espace où elle puisse s'exprimer, débattre, apprendre, entreprendre et inspirer.

C'est cette ambition qui unit aujourd'hui ****L'ODJ Média**** et ****EPIK Leaders****.

Et c'est peut-être ainsi que commencent les grandes aventures éditoriales : par une rencontre, une vision commune... et la conviction que la jeunesse africaine mérite bien plus qu'une place dans l'actualité. Elle mérite un média à sa mesure.

AFRIQUE 2036 :

la génération qui ne rêve plus d'Europe, mais d'Afrique

Pendant longtemps, le rêve de nombreux jeunes Africains semblait s'écrire ailleurs. Paris, Londres, Montréal, Bruxelles ou New York incarnaient les étapes naturelles d'une réussite personnelle et professionnelle. Obtenir un visa, décrocher un diplôme à l'étranger, s'installer hors du continent : ce parcours constituait souvent l'horizon ultime de toute une génération.

Ce rêve n'a pas disparu. Mais il n'est plus le seul. Une autre ambition émerge progressivement, plus discrète mais profondément transformatrice : réussir en Afrique, avec l'Afrique et pour l'Afrique.

C'est sans doute l'une des mutations les plus importantes de ce début de XXI^e siècle.

La génération Z, née dans un monde connecté, ne raisonne plus uniquement en fonction des anciennes géographies héritées de la colonisation ou des grands flux migratoires. Elle évolue dans un espace numérique où les frontières s'estompent, où les collaborations naissent sur un simple échange en ligne et où les opportunités se trouvent parfois à quelques heures d'avion plutôt qu'à plusieurs milliers de kilomètres.

Pour cette jeunesse, Lagos, Casablanca, Kigali, Abidjan, Nairobi, Accra, Le Caire ou Johannesburg ne sont plus seulement des villes africaines. Elles deviennent des écosystèmes. Des lieux où l'on peut étudier, entreprendre, investir, créer ou développer une carrière sans nécessairement quitter le continent.

Ce changement de regard est encore peu mesuré. Pourtant, il est déjà perceptible dans les universités, les incubateurs, les espaces de coworking, les festivals culturels ou les grandes compétitions technologiques africaines. Les réseaux se densifient. Les partenariats se multiplient. Les jeunes circulent davantage entre pays africains pour apprendre, créer une entreprise ou rejoindre un projet innovant.

Cette évolution s'appuie sur plusieurs transformations profondes.

La première est démographique. L'Afrique est aujourd'hui le continent le plus jeune du monde. Dans moins de dix ans, cette jeunesse représentera une part considérable de la population active mondiale. Cette réalité ne constitue pas seulement un défi social ; elle représente aussi un potentiel économique exceptionnel si les politiques publiques parviennent à transformer cette dynamique démographique en moteur de développement.



La deuxième transformation est technologique. Contrairement aux générations précédentes, la génération Z n'a pas découvert Internet à l'âge adulte. Elle a grandi avec le smartphone, les réseaux sociaux, les plateformes collaboratives et, désormais, l'intelligence artificielle. Elle échange quotidiennement avec des interlocuteurs situés dans plusieurs pays africains sans percevoir les distances comme un obstacle majeur.

La troisième transformation est économique. Depuis une quinzaine d'années, plusieurs métropoles africaines se sont imposées comme de véritables pôles régionaux d'innovation. Des startups lèvent des fonds, des centres de recherche se développent, des incubateurs accompagnent les jeunes entreprises et des investisseurs africains commencent eux-mêmes à financer des projets portés par des entrepreneurs du continent. L'Afrique cesse progressivement d'être uniquement un marché ; elle devient aussi un espace de création.

Dans cette nouvelle géographie, le Maroc occupe une place singulière.

Grâce à sa stabilité, à la qualité de plusieurs de ses établissements d'enseignement supérieur, à son ouverture économique et à sa stratégie de coopération Sud-Sud, le Royaume est devenu un point de rencontre entre différentes régions du continent. Des milliers d'étudiants africains y poursuivent leurs études. Des entreprises marocaines sont implantées dans de nombreux pays africains. Des événements économiques, scientifiques et culturels y réunissent régulièrement des participants venus de tout le continent.

Cette position de carrefour offre une responsabilité particulière. Le Maroc peut contribuer à faire émerger une génération africaine davantage tournée vers la coopération que vers la concurrence, davantage portée sur la co-construction que sur l'assistance.

Mais il serait naïf de croire que cette dynamique est acquise.

Les obstacles restent nombreux : difficultés de circulation entre certains pays, reconnaissance encore limitée des diplômes, insuffisance des liaisons aériennes, faiblesse des financements pour les startups, chômage des diplômés ou encore fragmentation réglementaire. La Zone de libre-échange continentale africaine ouvre des perspectives considérables, mais sa réussite dépendra aussi de la capacité des États à faciliter la mobilité des femmes, des hommes, des idées et des capitaux.

La génération Z, elle, semble déjà avoir pris de l'avance sur les institutions. Elle travaille en réseau, crée des communautés transnationales, apprend en ligne, lance des projets collaboratifs et construit des partenariats sans attendre que les frontières administratives disparaissent totalement.

L'enjeu des dix prochaines années sera donc moins de convaincre cette génération de croire en l'Afrique que de lui donner les moyens de réaliser cette ambition.

Car la véritable rupture n'est peut-être pas économique. Elle est psychologique.

Pendant des décennies, la réussite se mesurait à la capacité de quitter le continent. Demain, elle pourrait se mesurer à la capacité d'y créer de la valeur, d'y développer des entreprises, d'y produire de la recherche, d'y inventer des technologies et d'y faire émerger des champions africains capables de rayonner à l'échelle mondiale.

Si cette évolution se confirme, alors l'Afrique de 2036 ne sera plus simplement le continent le plus jeune de la planète. Elle deviendra celui où sa jeunesse aura choisi de faire de son propre continent son premier horizon.



AFRIQUE 2036 :

le Maroc, campus de l'Afrique

Il y a vingt ans, un étudiant africain qui souhaitait poursuivre ses études supérieures regardait presque instinctivement vers Paris, Bruxelles, Montréal ou Londres. Aujourd'hui, une autre destination s'est imposée dans le paysage universitaire africain : le Maroc.

Ce changement dépasse largement les statistiques des inscriptions universitaires. Il révèle une transformation plus profonde : le Royaume est progressivement devenu un espace où se rencontrent les futurs cadres, ingénieurs, médecins, entrepreneurs, chercheurs et décideurs du continent.

Dans dix ans, lorsque l'on parlera de la génération qui dirigera une partie de l'Afrique, une proportion significative de ces responsables aura probablement partagé un amphithéâtre, une résidence universitaire ou un incubateur... au Maroc.

Cette réalité est souvent sous-estimée.

Depuis plus de deux décennies, le Royaume mène une politique volontaire d'ouverture vers l'Afrique subsaharienne. Les accords de coopération universitaire se sont multipliés. Les bourses d'études se sont développées. Les universités publiques et privées accueillent chaque année des milliers d'étudiants venus de dizaines de pays africains.

Pour beaucoup d'entre eux, le Maroc constitue une première expérience internationale. Mais surtout, il devient un lieu où se construisent des réseaux humains qui dureront parfois toute une carrière.

Car l'université ne transmet pas uniquement des connaissances.

Elle crée des amitiés, des habitudes de travail, des partenariats, des réflexes de coopération. Un étudiant ivoirien rencontre un camarade camerounais. Une future médecin malienne travaille sur un projet avec une chercheuse marocaine. Un ingénieur sénégalais fonde une startup avec un développeur congolais. Dix ans plus tard, ces relations deviennent des contrats, des investissements ou des coopérations institutionnelles.

Autrement dit, les campus d'aujourd'hui préparent déjà les économies africaines de demain.

Le Maroc dispose, sur ce terrain, d'un avantage stratégique rarement mis en avant. Peu de pays africains accueillent une telle diversité de nationalités dans leurs établissements d'enseignement supérieur. Cette mixité constitue un formidable laboratoire de l'intégration africaine.

Mais cette ambition ne peut pas se limiter à accueillir davantage d'étudiants. Le véritable défi consiste désormais à faire évoluer le modèle.

Le campus africain de demain ne sera plus uniquement un lieu de formation. Il devra devenir un écosystème complet.

Les universités devront renforcer les incubateurs de startups, favoriser les projets entrepreneuriaux transnationaux, développer les laboratoires communs, encourager les doubles diplômes africains et multiplier les programmes d'échanges entre établissements du continent.

L'intelligence artificielle offre d'ailleurs une opportunité historique. Grâce aux outils numériques, un professeur basé à Rabat pourra demain enseigner simultanément à des étudiants présents à Dakar, Libreville ou Kigali. Des équipes de recherche réparties sur plusieurs pays pourront travailler en temps réel sur les mêmes projets. Les frontières académiques deviendront progressivement moins importantes que les communautés de compétences.



Cette évolution est essentielle car les besoins de l'Afrique changent rapidement.

Le continent aura besoin de spécialistes de l'énergie, de l'eau, de la cybersécurité, de la robotique, des biotechnologies, de l'agriculture intelligente, de la santé numérique, de la finance ou encore de la gouvernance des données. Former ces compétences représente désormais un enjeu de souveraineté.

Le Maroc possède plusieurs atouts pour relever ce défi : des infrastructures universitaires reconnues, une stabilité institutionnelle, une position géographique privilégiée entre l'Europe et l'Afrique, ainsi qu'une expérience croissante des coopérations Sud-Sud.

Mais cette position ne sera durable que si elle continue d'évoluer.

Les attentes de la génération Z sont très différentes de celles de leurs aînés. Les étudiants recherchent des formations connectées au marché du travail, des expériences internationales, des laboratoires modernes, des passerelles avec les entreprises et des possibilités concrètes de créer leur propre activité. Ils veulent apprendre, mais aussi expérimenter, entreprendre et innover.

C'est pourquoi la compétition entre les grands pôles universitaires africains s'intensifie. Kigali investit massivement dans l'innovation. Le Caire renforce ses universités. Nairobi développe son écosystème technologique. Lagos attire les investisseurs dans le numérique. Chacun cherche à devenir une référence régionale.



Le Maroc ne doit donc pas considérer sa position comme acquise. Il doit l'approfondir.

L'objectif ne devrait plus être seulement de former des étudiants africains, mais de contribuer à faire émerger une véritable communauté des talents africains. Une génération capable de collaborer naturellement, quelles que soient les frontières, les langues ou les nationalités.

Car l'étudiant étranger d'aujourd'hui sera peut-être demain ministre, dirigeant d'entreprise, chercheur, ambassadeur ou fondateur d'une licorne africaine. Et les liens tissés pendant les années universitaires pèseront souvent davantage que les accords diplomatiques.

C'est peut-être là que se joue la véritable influence d'un pays au XXI^e siècle : moins dans la puissance militaire que dans sa capacité à former, inspirer et connecter les élites de demain.

À l'horizon 2036, le Maroc pourrait ainsi être bien davantage qu'un pays d'accueil. Il pourrait devenir le principal campus de l'Afrique, un lieu où se prépare, chaque année, une partie de l'avenir du continent.

Afrique 2036 :

la génération Z invente le commerce panafricain

Le commerce africain a longtemps été pensé depuis l'extérieur. Les matières premières quittaient le continent, les produits transformés y revenaient, et les grandes routes économiques reliaient davantage les capitales africaines à l'Europe, à l'Asie ou à l'Amérique qu'entre elles.

La génération Z pourrait bouleverser cette géographie.

Née avec le numérique, habituée aux paiements mobiles, aux plateformes de vente en ligne et aux échanges instantanés, elle regarde l'Afrique non plus comme une addition de marchés séparés, mais comme un espace économique encore fragmenté qu'il devient possible de connecter.

Pour un jeune entrepreneur africain, la question n'est plus seulement de savoir comment vendre dans sa ville ou dans son pays. Elle devient : comment toucher un client à Dakar, Abidjan, Casablanca, Lagos, Kigali ou Nairobi avec le même produit, la même plateforme et une logistique adaptée ?

Cette évolution est déjà perceptible dans plusieurs secteurs. La fintech facilite les transferts et les paiements. Le commerce électronique rapproche les producteurs des consommateurs. Les plateformes numériques connectent vendeurs, livreurs et acheteurs. Les réseaux sociaux servent à la fois de vitrines, de boutiques et de services après-vente. Une petite marque peut aujourd'hui tester un produit dans plusieurs pays sans disposer d'un réseau physique traditionnel.

La génération Z comprend intuitivement ce fonctionnement. Elle ne sépare pas aussi nettement que les générations précédentes le commerce, la communication et la technologie. Un compte Instagram peut devenir un canal de vente. Une communauté WhatsApp peut servir de fichier client. Une vidéo TikTok peut créer une demande transfrontalière. Un outil d'intelligence artificielle peut traduire une campagne, produire un catalogue ou répondre à des clients dans plusieurs langues.

Cette économie est encore fragile, parfois informelle, mais elle annonce un basculement.

Le grand enjeu des dix prochaines années sera de transformer ces initiatives dispersées en entreprises structurées, capables de grandir à l'échelle continentale. Car l'ambition panafricaine se heurte encore à des obstacles très concrets : coûts logistiques élevés, systèmes de paiement incompatibles, formalités douanières, différences réglementaires, faiblesse des infrastructures et accès limité au financement.

Il est souvent plus simple d'envoyer un colis vers l'Europe que vers un pays africain voisin. Il peut être plus facile de recevoir un paiement depuis Paris que depuis une autre capitale du continent. Cette contradiction résume toute la difficulté du commerce intra-africain : les marchés existent, la demande existe, les entrepreneurs existent, mais les connexions restent incomplètes.

C'est précisément sur cette faiblesse que la génération Z peut construire.

Les jeunes entrepreneurs africains ne partent pas nécessairement des grands modèles industriels du passé. Ils développent des solutions adaptées aux réalités locales : paiement par téléphone, livraison communautaire, microdistribution, commerce conversationnel, plateformes spécialisées, services par abonnement ou réseaux de vendeurs indépendants.

Ils innovent souvent par contrainte. L'absence d'infrastructure devient un moteur de créativité. Là où les systèmes bancaires sont peu accessibles, ils inventent d'autres moyens de paiement. Là où les réseaux de distribution sont insuffisants, ils construisent des circuits plus légers. Là où les langues fragmentent les marchés, ils utilisent l'intelligence artificielle et les contenus vidéo.



Le Maroc peut jouer un rôle important dans cette nouvelle architecture.

Grâce à ses banques, ses assurances, ses opérateurs télécoms, ses infrastructures logistiques et ses entreprises déjà présentes dans plusieurs pays du continent, le Royaume dispose d'une expérience précieuse. Il peut devenir une plateforme permettant à de jeunes entreprises marocaines et africaines de tester, financer et déployer des solutions à l'échelle régionale.

Casablanca pourrait jouer un rôle de centre financier et entrepreneurial. Tanger peut renforcer les connexions logistiques. Rabat peut accueillir des programmes de coopération, de recherche et d'innovation. Dakhla, de son côté, pourrait devenir à terme une porte économique supplémentaire vers l'Afrique de l'Ouest et l'Atlantique.

Mais cette ambition suppose un changement de méthode.

La coopération Sud-Sud ne peut plus reposer seulement sur les grandes entreprises, les banques ou les accords institutionnels. Elle doit aussi descendre au niveau des startups, des petites entreprises, des créateurs et des indépendants. Le commerce panafricain de demain ne sera pas uniquement construit par de grands groupes. Il le sera aussi par des milliers de petites structures capables de vendre, produire et collaborer au-delà de leurs frontières.

Il faudra donc faciliter les paiements, harmoniser certaines règles, ouvrir davantage les marchés publics, développer des fonds d'investissement régionaux et soutenir les solutions logistiques destinées aux petites entreprises.

L'enjeu est économique, mais aussi politique. Un continent qui échange davantage avec lui-même devient plus autonome, plus résilient et moins dépendant des chocs extérieurs. Chaque chaîne de valeur construite entre plusieurs pays africains renforce cette souveraineté.

En 2036, les champions du commerce africain ne seront peut-être pas seulement les héritiers de grands conglomérats. Ils pourraient être des entreprises créées aujourd'hui par des jeunes de vingt ou vingt-cinq ans, depuis un ordinateur portable, un téléphone mobile et une idée capable de circuler d'un pays à l'autre.



AFRIQUE 2036 :

une génération née avec le smartphone

Pour les générations précédentes, Internet a été une découverte. Pour la génération Z africaine, il est devenu un environnement naturel.

Elle n'a pas connu le monde sans téléphone mobile, sans réseaux sociaux, sans messageries instantanées ni vidéos à la demande. Elle ne distingue plus clairement le réel du numérique, car les deux se prolongent en permanence. On apprend sur YouTube, on vend sur Instagram, on recrute sur LinkedIn, on échange sur WhatsApp, on se divertit sur TikTok et l'on construit parfois une entreprise entière depuis un simple écran.

En Afrique, cette révolution a une portée particulière. Le smartphone n'a pas seulement modernisé les usages. Il a souvent permis de contourner des infrastructures insuffisantes, de raccourcir les distances et d'ouvrir des accès qui étaient jusque-là réservés à une minorité.

Là où les bibliothèques étaient rares, le téléphone a donné accès à des contenus éducatifs. Là où les agences bancaires étaient absentes, le paiement mobile a créé de nouveaux services. Là où les médias traditionnels couvraient peu certains territoires, les plateformes ont donné la parole à de nouveaux acteurs.

Le smartphone est ainsi devenu beaucoup plus qu'un objet technologique. Il est à la fois une école, une banque, un studio, un commerce, un média et parfois même un bureau.

Cette transformation explique en partie pourquoi la génération Z africaine développe un rapport au continent différent de celui de ses aînés. Elle voit quotidiennement ce qui se passe à Dakar, Lagos, Casablanca, Nairobi, Abidjan ou Johannesburg. Elle suit les mêmes artistes, les mêmes tendances, les mêmes débats et parfois les mêmes influenceurs.

Une culture africaine transnationale est en train d'émerger.

Elle n'efface pas les langues, les identités ou les traditions nationales. Elle crée plutôt un espace de circulation inédit. Un morceau produit au Nigeria devient populaire au Maroc. Une série sud-africaine trouve son public au Sénégal. Une créatrice ivoirienne inspire des internautes au Kenya. Un débat lancé à Casablanca est repris à Kinshasa.

Cette circulation rapide modifie profondément les rapports de force culturels. Les jeunes Africains ne dépendent plus uniquement des médias occidentaux pour se voir, se raconter ou se faire connaître. Ils produisent leurs propres récits, imposent leurs codes et créent leurs propres célébrités.

Mais cette puissance nouvelle s'accompagne aussi de fragilités.

La génération du smartphone est probablement la plus exposée de l'histoire à la désinformation, aux manipulations algorithmiques, à la publicité ciblée et aux contenus fabriqués. Elle dispose d'un accès immense à l'information, mais pas toujours des outils nécessaires pour en évaluer la fiabilité.

Le risque est d'autant plus important que les plateformes sont devenues des espaces politiques. Elles peuvent mobiliser, sensibiliser et rendre visibles des injustices. Mais elles peuvent aussi polariser les opinions, amplifier les rumeurs et transformer les frustrations en colère collective.

À l'horizon 2036, la question ne sera donc plus seulement celle de l'accès au numérique. Elle sera celle de la maîtrise.

Une génération connectée n'est pas automatiquement une génération autonome. Elle peut utiliser les outils numériques sans contrôler les plateformes, les données, les infrastructures ou les modèles économiques qui les structurent.

C'est là que se joue une partie essentielle de la souveraineté africaine.

Le continent peut-il se contenter d'être un immense marché pour les grandes plateformes mondiales ? Ou peut-il développer ses propres services, ses propres technologies, ses propres espaces numériques et ses propres règles de gouvernance ?



La réponse dépendra largement de la capacité des États, des entreprises et des universités à former des créateurs plutôt que de simples utilisateurs. Il faudra produire des développeurs, des ingénieurs, des designers, des entrepreneurs et des spécialistes de la cybersécurité capables de concevoir des solutions adaptées aux réalités africaines.

Le Maroc dispose, là encore, d'une carte à jouer.

Grâce à ses infrastructures télécoms, à ses écoles d'ingénieurs, à ses startups et à ses liens avec l'Afrique de l'Ouest, il peut contribuer à structurer un espace numérique africain plus intégré. Cela suppose de développer des projets communs dans le cloud, la cybersécurité, les paiements, les contenus et l'intelligence artificielle.

Le défi sera aussi éducatif. L'école devra apprendre à lire, écrire et compter, mais également à vérifier une source, protéger ses données, comprendre un algorithme et utiliser l'intelligence artificielle avec discernement.

Car le smartphone, à lui seul, ne réduit pas les inégalités. Il peut même les renforcer. Ceux qui savent l'utiliser comme un outil de création prennent de l'avance. Ceux qui le consomment uniquement comme un espace de distraction risquent de rester enfermés dans une dépendance nouvelle.

La génération Z africaine est donc à un tournant.

Elle possède dans sa main l'outil le plus puissant jamais mis à la disposition d'une jeunesse. Mais cet outil peut servir à apprendre, entreprendre et coopérer autant qu'à distraire, manipuler ou enfermer.



En 2036, la différence entre les sociétés africaines ne se mesurera probablement plus seulement au nombre de personnes connectées, mais à leur capacité à transformer cette connexion en savoir, en innovation et en pouvoir économique.

Afrique 2036 :

l'intelligence artificielle peut-elle faire sauter une étape au continent ?

L'Afrique a déjà connu plusieurs révolutions technologiques sans toujours en maîtriser les fondements. Elle a importé les machines, les logiciels, les plateformes et les infrastructures conçues ailleurs, souvent avec retard, parfois à un coût élevé. Mais l'intelligence artificielle pourrait modifier ce scénario.

Pour la première fois, une technologie émergente devient accessible presque simultanément dans toutes les régions du monde. Un étudiant à Rabat, un entrepreneur à Dakar, une développeuse à Nairobi ou un médecin à Abidjan peuvent utiliser les mêmes outils que leurs homologues européens, américains ou asiatiques.

Cette simultanéité crée une opportunité rare : celle de ne pas arriver après la révolution, mais d'y entrer pendant qu'elle se construit.

La question est donc simple : l'Afrique peut-elle utiliser l'intelligence artificielle pour sauter plusieurs étapes de développement, comme elle l'a déjà fait avec le téléphone mobile et le paiement numérique ?

La réponse est oui, mais à certaines conditions.

L'IA peut d'abord compenser une partie du manque de compétences dans plusieurs secteurs. Dans la santé, elle peut assister les professionnels dans l'analyse d'images, le suivi des patients ou l'orientation des urgences. Dans l'éducation, elle peut personnaliser l'apprentissage, traduire les contenus et accompagner les élèves là où les enseignants sont trop peu nombreux.

Dans l'agriculture, elle peut aider à prévoir les rendements, détecter les maladies, optimiser l'irrigation ou améliorer la gestion des récoltes. Dans l'administration, elle peut accélérer le traitement des dossiers, simplifier les démarches et réduire certains coûts. Dans les entreprises, elle permet déjà de produire, analyser, traduire, programmer ou communiquer plus rapidement.

Pour la génération Z africaine, cette technologie n'est pas seulement un outil supplémentaire. Elle peut devenir un multiplicateur de capacités.

Un jeune entrepreneur sans grande équipe peut lancer une activité avec quelques agents numériques. Un étudiant peut accéder à un tuteur disponible en permanence. Un créateur peut produire des contenus dans plusieurs langues. Une petite entreprise peut automatiser des tâches autrefois réservées aux grands groupes.

L'intelligence artificielle réduit ainsi certaines barrières d'entrée. Elle permet de commencer plus vite, avec moins de moyens, et d'accéder immédiatement à des compétences qui étaient auparavant difficiles ou coûteuses à mobiliser.

Mais cette promesse ne doit pas masquer le risque principal : utiliser l'intelligence artificielle sans la maîtriser.

Si l'Afrique se contente d'importer les modèles, les plateformes, les centres de données et les logiciels développés ailleurs, elle remplacera une dépendance technologique par une autre. Le continent deviendra un immense marché d'utilisateurs, mais pas un espace de création.

Or la vraie valeur de l'IA ne réside pas seulement dans son utilisation. Elle réside dans les données, les infrastructures de calcul, les compétences, les modèles linguistiques et la capacité à adapter les systèmes aux réalités locales.

Une intelligence artificielle conçue à partir de données étrangères comprend-elle réellement les langues africaines, les administrations locales, les pratiques agricoles, les systèmes juridiques ou les comportements économiques du continent ? Pas toujours.



C'est pourquoi la souveraineté numérique doit devenir un enjeu central.

L'Afrique devra produire ses propres bases de données, développer des modèles capables de comprendre ses langues, protéger ses informations stratégiques et former des ingénieurs capables d'adapter les outils aux besoins du continent. Elle devra aussi réfléchir à la localisation des centres de calcul, à l'accès à l'énergie et à la sécurité des infrastructures.

Le Maroc peut jouer un rôle structurant dans cette ambition.

Grâce à ses universités, à ses écoles d'ingénieurs, à ses infrastructures numériques et à ses relations avec de nombreux pays africains, il peut devenir un espace de coopération en matière d'IA. Il pourrait accueillir des laboratoires communs, des programmes de formation panafricains, des plateformes de données régionales ou des projets consacrés aux langues du continent.

Le Royaume pourrait notamment se positionner comme une passerelle entre les chercheurs, les startups, les institutions publiques et les entreprises africaines. Mais cela suppose de dépasser les conférences et les déclarations d'intention. Il faut construire des capacités réelles : centres de recherche, infrastructures de calcul, financements, accès aux données et programmes de formation à grande échelle.

La génération Z devra également apprendre à ne pas confondre assistance et remplacement.

L'IA peut améliorer la productivité, mais elle peut aussi rendre certaines compétences obsolètes. Les emplois répétitifs, administratifs ou peu qualifiés seront progressivement transformés. Le risque serait de créer une nouvelle fracture entre ceux qui savent travailler avec l'intelligence artificielle et ceux qui la subissent.

L'éducation devient donc décisive.

Il ne suffira plus d'apprendre à utiliser un ordinateur. Il faudra apprendre à dialoguer avec des modèles, vérifier leurs réponses, comprendre leurs limites, protéger ses données et conserver un jugement humain. La compétence la plus importante ne sera peut-être pas de savoir produire rapidement, mais de savoir contrôler ce qui est produit.

L'IA ne supprimera pas automatiquement les retards structurels du continent. Elle ne remplacera ni l'école, ni l'électricité, ni les infrastructures, ni les politiques publiques. Mais elle peut accélérer les progrès si elle est intégrée à une stratégie cohérente.

En 2036, certains pays africains auront peut-être transformé l'intelligence artificielle en levier de souveraineté, de productivité et d'inclusion. D'autres risquent d'être devenus dépendants d'outils qu'ils ne comprennent pas et de plateformes qu'ils ne contrôlent pas.

La vraie question n'est donc pas de savoir si l'Afrique adoptera l'intelligence artificielle. Elle l'a déjà adoptée.

La question est de savoir si elle saura en devenir l'un des acteurs.



AFRIQUE 2036 :

les métiers qui n'existaient pas il y a cinq ans

Il y a encore quelques années, personne ou presque ne parlait d'ingénieur de prompts, de créateur UGC, de spécialiste en cybersécurité comportementale, de pilote de drones agricoles, de designer d'expériences immersives ou de gestionnaire d'agents d'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, ces métiers existent. Demain, certains deviendront courants.

La génération Z africaine entre donc sur le marché du travail dans un contexte radicalement différent de celui qu'ont connu ses parents. Elle ne se prépare plus seulement à exercer un métier stable pendant trente ans. Elle devra apprendre à évoluer dans un monde où les fonctions se transforment, où les compétences se périment plus vite et où de nouveaux besoins apparaissent en permanence.

Cette mutation est souvent décrite comme une menace. Elle peut aussi être une chance.

L'Afrique souffre encore d'un décalage entre les formations proposées, les besoins des entreprises et les aspirations des jeunes. Beaucoup de diplômés sortent de l'université avec des connaissances théoriques mais sans expérience pratique suffisante. Dans le même temps, les entreprises peinent à recruter dans les domaines du numérique, de la donnée, de l'automatisation, de l'énergie, de la santé connectée ou de la maintenance industrielle.

Les nouveaux métiers peuvent contribuer à réduire ce décalage, à condition que les systèmes éducatifs les identifient assez tôt.

Le premier grand changement concerne l'intelligence artificielle. Elle ne créera pas uniquement des postes d'ingénieurs spécialisés. Elle fera apparaître une multitude de fonctions hybrides : contrôleur de qualité des contenus générés, formateur de modèles, concepteur de scénarios conversationnels, auditeur d'algorithmes, responsable de la gouvernance des données ou coordinateur d'équipes humaines et numériques.

Dans de nombreuses entreprises, le salarié de demain ne travaillera plus seulement avec des collègues. Il travaillera aussi avec des agents logiciels capables d'analyser, rédiger, traduire, classer ou exécuter des tâches. Savoir organiser ce travail deviendra une compétence à part entière.

Le deuxième changement concerne l'économie des créateurs.

La publicité, le commerce et les médias sont déjà bouleversés par des jeunes capables de produire des vidéos, d'animer des communautés, de promouvoir des produits ou de développer une audience sans passer par les circuits traditionnels. Le créateur de contenus devient parfois journaliste, vendeur, réalisateur et entrepreneur à la fois.

Cette économie reste instable et souvent mal structurée. Mais elle représente déjà une source de revenus pour une partie de la jeunesse urbaine africaine. D'ici 2036, elle pourrait se professionnaliser autour de métiers mieux définis : stratège de communautés, producteur de contenus assistés par l'IA, analyste d'audience, modérateur culturel, traducteur multimédia ou spécialiste du commerce social.



Le troisième changement vient de la transition écologique.

Le continent aura besoin de techniciens solaires, d'experts en efficacité énergétique, de spécialistes du recyclage, de gestionnaires de l'eau, de pilotes de systèmes d'irrigation intelligents et de professionnels de la mobilité électrique. Beaucoup de ces métiers seront techniques, concrets et ancrés dans les territoires.

Ils ne nécessiteront pas toujours de longues études universitaires. Des formations professionnelles courtes, bien conçues et proches des besoins locaux pourront ouvrir des débouchés rapides à des milliers de jeunes.

Le quatrième changement concerne l'industrie.

L'automobile, l'aéronautique, la logistique, l'agroalimentaire et la construction utilisent déjà davantage de capteurs, de logiciels, de robots et de systèmes automatisés. Les usines auront besoin de techniciens capables de maintenir des cobots, de surveiller des chaînes intelligentes, d'analyser des données de production ou de sécuriser les réseaux industriels.

Le Maroc est particulièrement concerné. Son ambition industrielle suppose une montée en compétences continue. Le Royaume peut devenir une plateforme africaine de formation aux nouveaux métiers de l'industrie, notamment grâce à ses écosystèmes automobile, aéronautique, électronique et logistique.

Mais pour cela, les formations devront évoluer beaucoup plus vite.

Le problème n'est plus seulement de savoir combien de diplômés sortent chaque année. Il faut savoir ce qu'ils savent réellement faire. Peuvent-ils résoudre un problème ? Travailler en équipe ? Utiliser des outils numériques avancés ? Communiquer dans plusieurs langues ? S'adapter à un environnement nouveau ?



Dans un marché du travail mouvant, les compétences transversales deviennent aussi importantes que les diplômes.

La génération Z l'a déjà compris. Elle se forme sur les plateformes en ligne, suit des tutoriels, obtient des certifications privées et construit parfois son expérience en dehors des institutions. Cette souplesse constitue une force, mais elle comporte aussi un risque : celui d'un marché de la formation fragmenté, inégal et difficile à évaluer.

Les États devront donc trouver un équilibre entre la souplesse des apprentissages numériques et la nécessité de garantir la qualité.

Il faudra aussi éviter une illusion : tous les jeunes ne deviendront pas développeurs, créateurs ou spécialistes de l'IA. Une économie ne fonctionne pas uniquement avec des métiers numériques. Elle a besoin de techniciens, d'artisans, d'enseignants, de soignants, d'agriculteurs, de logisticiens et de travailleurs qualifiés.

Le véritable enjeu n'est donc pas de remplacer les anciens métiers par les nouveaux. Il est de moderniser l'ensemble du travail.

Un agriculteur utilisant des données satellites exerce déjà un métier différent. Un enseignant travaillant avec un tuteur d'intelligence artificielle voit sa fonction évoluer. Un mécanicien intervenant sur un véhicule électrique doit acquérir de nouvelles compétences. Même les professions traditionnelles seront transformées.

En 2036, la réussite ne dépendra peut-être plus uniquement du métier choisi à vingt ans, mais de la capacité à en apprendre plusieurs au cours d'une même vie.

La génération Z africaine ne doit donc pas être préparée à occuper les emplois d'hier. Elle doit être formée à comprendre les transformations, à apprendre rapidement et à créer elle-même les métiers dont le continent aura besoin.

Afrique 2036 : le français ne suffit plus

Pendant longtemps, la langue française a constitué l'un des principaux outils de circulation des idées, des savoirs et des élites dans une grande partie de l'Afrique. Elle a relié des administrations, des universités, des médias, des entreprises et des diplomaties. Elle continue d'occuper une place importante au Maroc, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans de nombreux espaces institutionnels du continent.

Mais à l'horizon 2036, le français ne suffira plus.

Non parce qu'il serait appelé à disparaître, ni parce qu'il aurait perdu toute utilité. Au contraire, il restera une langue de travail, de formation et de coopération dans plusieurs pays. Mais la génération Z africaine évolue déjà dans un environnement beaucoup plus large, plus mobile et plus compétitif. Pour étudier, entreprendre, créer, coder, négocier ou travailler à l'échelle continentale, elle devra maîtriser plusieurs langues et plusieurs univers culturels.

C'est une rupture majeure.

Les générations précédentes ont souvent été formées dans des systèmes où la langue dominante de l'école, de l'administration et de la réussite sociale semblait suffisante. La nouvelle génération ne peut plus se permettre cette limitation. Elle navigue quotidiennement entre langues nationales, langues internationales, expressions numériques et contenus audiovisuels.

Un jeune Marocain peut parler darija à la maison, étudier en arabe, travailler en français, suivre une formation en anglais et collaborer avec un partenaire nigérian ou kényan. Un étudiant sénégalais peut vivre une réalité comparable avec le wolof, le français et l'anglais. Une entrepreneure rwandaise peut évoluer entre le kinyarwanda, l'anglais, le français et le swahili.

Cette pluralité n'est plus une exception. Elle devient une compétence économique.

L'anglais occupe évidemment une place centrale. Il domine les secteurs technologiques, la recherche scientifique, le financement international, les plateformes numériques et une grande partie des contenus de formation. Dans l'intelligence artificielle, le cloud, la programmation, la cybersécurité ou les startups, il est souvent la langue d'accès aux dernières connaissances.

Pour une génération qui veut participer pleinement à l'économie mondiale, ne pas maîtriser l'anglais revient donc à accepter un retard permanent.

Mais réduire la question linguistique à un duel entre le français et l'anglais serait une erreur.

L'Afrique ne se construira pas uniquement avec les langues héritées de la colonisation. Les langues africaines gagneront en importance à mesure que les marchés intérieurs se développeront, que les contenus numériques se multiplieront et que les technologies de traduction progresseront.

Le swahili, déjà largement utilisé en Afrique de l'Est, pourrait renforcer son rôle dans les échanges régionaux. Le haoussa, le yoruba, le wolof, l'amharique, le zoulou, le lingala, l'arabe et de nombreuses autres langues continueront de structurer les marchés, les identités et la communication quotidienne.

Une entreprise qui souhaite vendre à grande échelle en Afrique devra donc savoir parler aux consommateurs dans leur langue réelle, et pas seulement dans celle des rapports officiels.

C'est ici que l'intelligence artificielle peut bouleverser la donne.



La traduction automatique, la synthèse vocale et les assistants conversationnels permettront de produire rapidement des contenus dans plusieurs langues. Ils faciliteront les échanges commerciaux, l'éducation à distance, les services publics et la communication entre citoyens de régions différentes.

Mais là encore, le risque de dépendance est évident. Si les modèles d'intelligence artificielle comprennent mal les langues africaines, les accents, les expressions locales ou les références culturelles, une partie de la population restera mal représentée dans le monde numérique.

Le défi linguistique devient donc aussi un défi technologique.

Il faudra produire des corpus de qualité, numériser les langues peu présentes en ligne, développer des outils de reconnaissance vocale et soutenir des modèles capables de comprendre les réalités africaines. Sans cela, les langues les moins dotées risquent d'être encore davantage marginalisées.

Le Maroc se trouve au cœur de cette question.

Le Royaume dispose d'une richesse linguistique importante : arabe, amazigh, darija, français, anglais et espagnol selon les territoires et les usages. Cette diversité peut être un atout stratégique, à condition de ne pas devenir une source de fragmentation scolaire ou sociale.

L'enjeu n'est pas de remplacer une langue par une autre, mais de construire une véritable compétence multilingue.

Le système éducatif marocain devra donc mieux articuler les langues au lieu de les opposer. Les élèves doivent pouvoir maîtriser solidement les langues nationales, accéder aux savoirs scientifiques en anglais, conserver une capacité professionnelle en français et comprendre la valeur des langues africaines dans une perspective Sud-Sud.

Cette approche est essentielle pour le rôle de passerelle que le Maroc veut jouer sur le continent.

Un hub africain ne peut pas être seulement géographique ou financier. Il doit aussi être linguistique et culturel. Il doit être capable de faire dialoguer l'Afrique francophone, anglophone, arabophone et lusophone.

D'ici 2036, les profils les plus recherchés seront probablement ceux capables de travailler dans plusieurs langues, de comprendre plusieurs marchés et de traduire non seulement des mots, mais aussi des contextes.

Car la langue n'est jamais un simple outil technique. Elle transporte une manière de voir le monde, de négocier, de convaincre et de créer de la confiance.

La génération Z africaine devra donc apprendre à parler plusieurs Afrique à la fois.

Le français restera utile. L'anglais sera incontournable. Les langues africaines deviendront stratégiques. Et les outils d'intelligence artificielle serviront de pont entre elles.

Mais aucune technologie ne remplacera totalement la compréhension humaine.

À l'horizon 2036, la puissance d'un jeune Africain ne se mesurera peut-être plus seulement à ce qu'il sait, mais à sa capacité à faire circuler ce savoir entre plusieurs langues, plusieurs cultures et plusieurs territoires.



AFRIQUE 2036 :

les femmes de la génération Z changent déjà l'économie africaine

Pendant longtemps, le développement économique africain a été raconté principalement au masculin. Les dirigeants d'entreprise, les responsables politiques, les investisseurs, les ingénieurs ou les décideurs apparaissaient presque toujours comme des hommes. Les femmes, elles, étaient souvent renvoyées à l'économie informelle, au commerce de proximité ou à des activités considérées comme secondaires.

Cette lecture est aujourd'hui dépassée.

Partout sur le continent, une nouvelle génération de femmes entre dans les universités, les incubateurs, les laboratoires, les entreprises technologiques, les médias, la finance et l'industrie. Elles ne se contentent plus d'occuper des espaces existants. Elles en créent de nouveaux.

La génération Z féminine africaine avance avec une double conscience. Elle sait qu'elle appartient à la génération la plus connectée, la plus instruite et la plus mobile de l'histoire du continent. Mais elle sait aussi que les inégalités restent profondes : accès au financement, poids des normes sociales, sous-représentation dans les filières scientifiques, précarité de l'emploi et difficulté à concilier ambitions professionnelles et responsabilités familiales.

C'est précisément cette tension qui rend son rôle décisif.

Dans de nombreux pays africains, les femmes sont déjà très présentes dans le commerce, l'agriculture, les services et l'entrepreneuriat informel. Mais la nouveauté tient à leur montée en puissance dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Des ingénieures conçoivent des solutions énergétiques. Des chercheuses travaillent sur la santé, l'agriculture ou l'intelligence artificielle. Des créatrices développent des marques capables de toucher plusieurs marchés africains. Des entrepreneures bâtissent des plateformes de paiement, de logistique ou de formation. Des journalistes et productrices imposent de nouveaux récits sur le continent.

Cette évolution ne relève pas seulement de l'égalité. Elle touche directement à la performance économique.

Aucune économie ne peut espérer réussir en laissant de côté la moitié de ses talents. Dans des sociétés jeunes, soumises à une forte pression démographique et à un besoin massif de création d'emplois, l'exclusion

des femmes du marché du travail représente un gaspillage considérable de compétences, d'innovation et de pouvoir d'achat.

La génération Z comprend mieux que ses aînées que l'indépendance économique constitue aussi une forme de protection. Gagner un revenu, maîtriser un métier, créer une entreprise ou accéder à la propriété permettent de négocier autrement sa place dans la société.

Le numérique accélère cette transformation.

Un smartphone, une plateforme de paiement et une communauté en ligne peuvent permettre de vendre, de se former ou de lancer une activité sans passer immédiatement par les circuits traditionnels. Pour certaines jeunes femmes, ces outils ouvrent des espaces d'autonomie qui n'existaient pas auparavant.

Mais cette promesse reste inégale.

La fracture numérique touche aussi les femmes. Dans certains territoires, elles ont moins accès aux équipements, à Internet, aux formations techniques ou aux réseaux professionnels. Elles sont également davantage exposées au harcèlement en ligne, à la violence numérique et aux campagnes de dénigrement.



L'enjeu n'est donc pas seulement de connecter davantage de femmes. Il faut leur permettre de maîtriser les outils, d'accéder au financement, de sécuriser leurs activités et de construire des réseaux de soutien.

Le Maroc peut jouer un rôle important dans cette dynamique.

Le Royaume dispose d'un tissu universitaire, entrepreneurial et associatif capable d'accueillir, de former et de connecter de jeunes femmes venues de plusieurs pays africains. Des programmes communs pourraient être développés dans les domaines de la technologie, de la finance, de l'énergie, de l'agriculture ou des industries culturelles.

Mais il faut aller au-delà des discours.

L'accès au crédit reste difficile pour de nombreuses entrepreneures. Les fonds d'investissement demeurent souvent concentrés sur des équipes masculines. Les filières scientifiques attirent encore trop peu de jeunes filles. Les responsabilités dirigeantes évoluent, mais lentement.

La prochaine étape devra donc être structurelle.

Il faudra faciliter l'accès aux financements, encourager la présence des femmes dans les conseils d'administration, renforcer les formations scientifiques, développer le mentorat et mieux mesurer leur contribution réelle à l'économie.

Il faudra également éviter une erreur fréquente : présenter toutes les femmes entrepreneures comme des héroïnes exceptionnelles. Leur réussite ne devrait pas être admirable parce qu'elle est rare. Elle devrait devenir normale parce que les systèmes auront enfin cessé de leur compliquer inutilement la tâche.

À l'horizon 2036, la question ne sera plus de savoir si les femmes africaines ont leur place dans l'économie. Elles l'occupent déjà.

La vraie question sera de savoir si les institutions auront su suivre leur rythme.

Car les jeunes femmes qui étudient aujourd'hui l'ingénierie, la médecine, la data, le droit ou le management seront demain à la tête d'entreprises, de laboratoires, d'administrations et de fonds d'investissement.

Elles ne seront pas un chapitre à part de la transformation africaine.

Elles en seront l'un des principaux moteurs.



ENTRETIEN

avec Meryem Kassou : de Merzouga aux Instituts Jazari, le Maroc prépare sa génération IA

Meryem Kassou : Chargée de Mission auprès de Mme la Ministre de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration.

RallyIA Future Lab : mille jeunes pour inventer l'intelligence artificielle marocaine

Première question : La première édition du RallyIA Future Lab a mobilisé près d'un millier de jeunes venus de toutes les régions du Royaume à Merzouga. Quelle est la genèse et l'objectif de cette initiative ?

Le RallyIA Future Lab est né d'une conviction forte : le développement de l'intelligence artificielle ne peut être uniquement technologique, il doit avant tout être humain. Notre ambition était de créer un espace où les jeunes Marocains deviennent non seulement utilisateurs de l'IA, mais également ses concepteurs, ses bâtisseurs et ses futurs leaders.

Porté dans le cadre de la dynamique « AI Made in Morocco », le RallyIA Future Lab constitue une nouvelle génération de laboratoire d'innovation, où les jeunes ne sont plus de simples utilisateurs des technologies, mais deviennent leurs créateurs. Pendant plusieurs jours, étudiants, chercheurs, entrepreneurs, mentors, experts et institutions ont travaillé ensemble sur des défis réels, avec un objectif commun : développer des solutions répondant aux enjeux du Royaume.

Au-delà d'un hackathon, RallyIA Future Lab est avant tout un mouvement national visant à détecter les talents, accélérer l'innovation, rapprocher le monde académique, les entreprises et les institutions publiques, et faire émerger une nouvelle génération de leaders capables de construire une intelligence artificielle pensée par le Maroc, pour le Maroc, et ouverte sur le monde.

2. Pourquoi avoir choisi Merzouga pour penser le numérique de demain ?

Le choix de Merzouga n'est ni symbolique ni anecdotique ; il traduit une vision politique forte. Nous avons voulu démontrer que l'innovation ne devait pas être l'apanage des grandes métropoles ou des pôles technologiques traditionnels. Là où certains voient un désert, nous avons choisi de voir un immense espace de créativité, de réflexion et d'expérimentation.

Organiser le plus grand laboratoire d'intelligence artificielle du Royaume au cœur du Sahara marocain envoie un message fort : l'innovation appartient à tous les territoires et tous les talents, où qu'ils se trouvent.

Ce choix s'inscrit également dans une logique de développement territorial. Le numérique peut devenir un formidable levier de valorisation des régions, de création d'opportunités économiques et d'attractivité. En faisant de Merzouga le théâtre de cette première édition, nous avons souhaité montrer que les territoires peuvent devenir de véritables laboratoires de l'innovation marocaine.

3. Quelle a été la moisson de ce laboratoire vivant ? Quels ont été les projets primés ?

La première richesse produite par le RallyIA Future Lab est humaine. Pendant plusieurs jours, près d'un millier de jeunes ont appris à travailler ensemble, à confronter leurs idées, à expérimenter, à prototyper et à construire des solutions concrètes répondant à des problématiques nationales.

Les projets développés couvrent des secteurs stratégiques tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, la gestion de l'eau, la mobilité, l'environnement, la E-gov, le tourisme ou encore la cybersécurité... Tous avaient un point commun : mettre l'intelligence artificielle au service de l'intérêt général.



Les équipes lauréates seront désormais accompagnées afin de poursuivre le développement de leurs solutions, avec l'ambition de transformer ces prototypes en projets concrets susceptibles d'être expérimentés, incubés et déployés à plus grande échelle.

Mais au-delà des prix remis, la véritable réussite réside dans la création d'une communauté nationale de talents, de mentors et de partenaires qui continuera à collaborer bien après la clôture de l'événement.

4. Un mot sur la convention signée avec le Conseil régional de Drâa-Tafilalet concernant la création d'un centre dédié à l'intelligence artificielle à Errachidia ?

Cette convention constitue une étape importante dans notre ambition de rapprocher les opportunités de formation des jeunes, quel que soit leur territoire. À travers ce partenariat avec le Conseil régional de Drâa-Tafilalet, nous souhaitons accompagner la création d'une école YouCode à Errachidia, afin d'offrir aux jeunes de la région un accès à une formation d'excellence dans les métiers du numérique, du développement logiciel, de la data et de l'intelligence artificielle. Cette initiative s'inscrit dans notre volonté de démocratiser l'accès aux compétences numériques et de réduire les disparités territoriales. Elle permettra aux talents locaux de bénéficier d'un parcours de formation innovant, orienté vers la pratique, les projets et les besoins du marché, tout en renforçant l'attractivité de la région en matière d'innovation et d'entrepreneuriat.

Cette convention traduit également notre conviction que la transformation numérique ne peut être durable que si elle s'appuie sur des compétences développées dans toutes les régions du Royaume. Former les talents là où ils vivent, leur offrir des perspectives d'avenir et créer des écosystèmes locaux d'innovation constituent des leviers essentiels pour construire un développement plus inclusif et plus équilibré.



À travers cette future école YouCode, nous souhaitons faire émerger une nouvelle génération de développeurs, d'ingénieurs et d'entrepreneurs capables de contribuer activement à la dynamique « AI Made in Morocco » et d'accompagner les grandes transformations numériques que connaît notre pays.

5. Quels liens peut-on établir entre cette dynamique et la création des Instituts Jazari ? Où en est ce projet ?

Le RallyIA Future Lab constitue une démonstration concrète de la vision portée par les Instituts Jazari.

Ces instituts ont vocation à devenir des plateformes nationales de référence dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la donnée, de la cybersécurité, des technologies émergentes et de la transformation numérique. Ils réuniront formation, recherche appliquée, expérimentation, incubation et développement de projets dans une logique de coopération entre le secteur public, le monde académique, les entreprises et les partenaires internationaux.

Le RallyIA Future Lab a permis d'expérimenter cette approche collaborative à grande échelle. Les enseignements tirés de cette première édition alimenteront directement la structuration progressive des Instituts Jazari, qui constitueront l'un des piliers du développement de l'écosystème national de l'intelligence artificielle.

6. Merzouga n'était qu'une première édition. Qu'en est-il de la suite ? Comment maintenir cette dynamique ?

Le RallyIA Future Lab n'a jamais été conçu comme un événement ponctuel. Il s'agit du point de départ d'une dynamique appelée à s'inscrire dans la durée.

Notre ambition est de déployer, tout au long de l'année, de nouvelles cohortes, des laboratoires d'innovation spécialisés, des programmes dédiés à la donnée, à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité ou encore à la robotique, tout en poursuivant l'accompagnement des projets les plus prometteurs issus de cette première édition.

Nous souhaitons également renforcer les liens entre les jeunes talents, les universités, les entreprises, les centres de recherche et les institutions publiques afin de créer une véritable communauté nationale de l'innovation. Notre objectif est clair : faire du Maroc un acteur reconnu de l'intelligence artificielle en Afrique et à l'international, en s'appuyant sur ce qui constitue sa plus grande richesse : sa jeunesse, son talent et sa capacité à innover.

Extraits du discours de Mme la Ministre :

1. La vision de RallyIA

« Merzouga est devenue bien davantage qu'un lieu d'accueil. Elle est devenue un laboratoire vivant, un espace de réflexion, d'expérimentation et d'intelligence collective, où des jeunes venus de toutes les régions du Royaume ont imaginé ensemble le Maroc de demain. »

2. La philosophie du projet

« RallyIA est né d'une conviction simple : partout au Maroc existent des talents capables d'innover, de créer et de contribuer aux grandes transformations de notre temps. »

3. Une vision inclusive de l'IA

« L'intelligence artificielle ne saurait demeurer l'apanage de quelques experts ou de quelques territoires privilégiés ; elle constitue une opportunité partagée, un levier d'émancipation, de développement et de création de valeur au bénéfice de toutes et de tous. »

4. La force des jeunes

« Vous avez uni vos compétences, confronté vos idées et transformé des défis concrets en propositions utiles. Cette énergie collective constitue la plus belle réussite de cette initiative. »

5. L'impact de la première édition

« Cette dynamique exceptionnelle s'est traduite par la mobilisation de près de 1 000 participantes et participants et par l'émergence de 138 projets autour de 10 thématiques, autant de témoignages concrets de la vitalité des talents, de la richesse des idées et de la capacité d'innovation qui irriguent l'ensemble de notre Royaume. »

6. Une phrase très forte sur l'avenir

« RallyIA nous a offert un aperçu concret de ce que peut devenir le Maroc numérique. »

7. La projection vers les Instituts Jazari

« Si, en quelques jours seulement, cette initiative a permis de révéler des talents prometteurs et de mobiliser l'intelligence collective autour de défis stratégiques, imaginons ce que nous pourrions accomplir avec douze Instituts Jazari répartis à travers l'ensemble du Royaume. »

8. Sans doute la phrase la plus puissante du discours

« C'est ainsi que se construit la souveraineté numérique : par les femmes et les hommes qui conçoivent, maîtrisent et mettent la technologie au service du développement. »

9. Une vision claire du modèle marocain

« Notre objectif consiste à bâtir une trajectoire propre, fondée sur la souveraineté des données et des infrastructures, sur une frugalité technologique adaptée aux réalités nationales et africaines, et sur une coopération internationale conçue comme un levier de puissance plutôt que de dépendance. »

10. La "troisième voie" marocaine

« Telle est la "troisième voie" : une intelligence artificielle utile, accessible, maîtrisée et gouvernée, au service de services publics plus efficaces, d'une inclusion territoriale renforcée, d'une économie plus compétitive et de compétences durablement consolidées. »

11. Le message adressé à la jeunesse

« Le Maroc a besoin de cette audace, de cette exigence et de ce mouvement que vous avez su enclencher ici, à Merzouga. »



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,

mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**



L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

Afrique 2036 :

sport, musique et gaming, le nouveau soft power africain

Pendant longtemps, la langue française a constitué l'un des principaux outils de circulation des idées, des savoirs et des élites dans une grande partie de l'Afrique. Elle a relié des administrations, des universités, des médias, des entreprises et des diplomaties. Elle continue d'occuper une place importante au Maroc, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans de nombreux espaces institutionnels du continent.

L'Afrique a longtemps été racontée par les autres. Ses crises occupaient les écrans, ses réussites beaucoup moins. Ses artistes devaient souvent passer par Paris, Londres ou New York pour être reconnus. Ses sportifs devenaient des stars dans des clubs étrangers. Ses créateurs produisaient pour des plateformes conçues ailleurs. Pendant des décennies, le continent exportait ses talents sans toujours contrôler le récit, les revenus ou l'influence qui en découlaient.

La génération Z commence à changer cette équation.

Pour elle, la culture n'est plus seulement un moyen d'expression. Elle devient un outil de puissance. Le sport, la musique, le cinéma, les réseaux sociaux et le gaming participent désormais à la construction d'une image africaine plus moderne, plus confiante et surtout produite depuis le continent.

Cette évolution est déjà visible dans la musique.

Les sons venus du Nigeria, d'Afrique du Sud, du Ghana ou de Côte d'Ivoire circulent à une vitesse exceptionnelle. L'Afrobeats, l'amapiano, le rap francophone africain ou les fusions entre musiques locales et sonorités électroniques ne sont plus des marchés de niche. Ils influencent les tendances mondiales, attirent les grandes plateformes et façonnent l'imaginaire d'une jeunesse qui se reconnaît dans des codes africains assumés.

Le changement essentiel tient au fait que ces artistes ne cherchent plus forcément à gommer leur identité pour accéder à l'international. Ils exportent au contraire leurs langues, leurs rythmes, leurs vêtements, leurs danses et leurs références culturelles. Ils montrent qu'un produit africain peut devenir mondial sans cesser d'être profondément local.

Le sport suit la même logique.

Le football reste le principal langage commun du continent. Mais il ne s'agit plus seulement de former des joueurs pour les championnats européens. Les sélections nationales, les académies, les clubs, les compétitions continentales et les grands événements sportifs participent aussi à la construction d'une puissance d'image.

Les performances du Maroc, du Sénégal, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique du Sud ou d'autres nations montrent que le sport peut modifier en quelques semaines la perception internationale d'un pays. Une victoire crée de la fierté, attire les médias, stimule le tourisme et renforce la confiance collective.

Le Maroc l'a particulièrement compris. Ses investissements dans les infrastructures, la formation et l'organisation de compétitions renforcent sa visibilité continentale et internationale. À l'horizon 2036, le Royaume pourrait devenir non seulement une grande plateforme sportive, mais aussi un centre africain de production audiovisuelle, de marketing sportif, d'événementiel et de formation.



Le gaming constitue le troisième pilier de ce nouveau soft power.

Longtemps considéré comme un simple loisir, il devient une industrie culturelle à part entière. La génération Z joue, regarde des compétitions, produit des contenus, crée des communautés et développe progressivement ses propres studios. L'e-sport attire des publics jeunes, connectés et très engagés. Il crée aussi de nouveaux métiers : développeur, designer, commentateur, organisateur de tournois, streamer, analyste ou producteur.

Mais l'enjeu dépasse le divertissement.

Les jeux vidéo sont aussi des machines à fabriquer des imaginaires. Ils racontent des civilisations, construisent des héros, diffusent des symboles et influencent la manière dont des millions de jeunes perçoivent le monde. Si l'Afrique ne produit pas ses propres jeux, ses histoires continueront d'être racontées à travers les visions des autres.

Le continent possède pourtant une matière culturelle immense : mythologies, royaumes anciens, villes futuristes, langues, paysages, traditions, récits de résistance et univers graphiques. Cette richesse peut alimenter des productions originales capables de toucher des publics africains et internationaux.

Le numérique accélère toutes ces mutations.

Un artiste peut publier directement sa musique. Un joueur peut diffuser ses parties en direct. Une marque sportive peut être créée sur les réseaux sociaux. Une série courte peut toucher des millions de personnes sans passer par une chaîne traditionnelle. Cette désintermédiation donne davantage de pouvoir aux créateurs, mais elle les place aussi sous la dépendance des plateformes.

C'est là toute l'ambiguïté.

L'Afrique produit de plus en plus de contenus, mais une grande partie de leur monétisation, de leur distribution et de leurs données reste contrôlée par des entreprises étrangères. Le risque est de devenir une formidable source de créativité sans construire les infrastructures économiques capables d'en conserver la valeur.

Pour transformer cette influence culturelle en puissance durable, il faudra structurer les industries.

Cela suppose des fonds d'investissement spécialisés, des studios, des écoles, des droits d'auteur mieux protégés, des plateformes de distribution, des salles, des événements et une fiscalité adaptée. Il faudra aussi professionnaliser les métiers de la culture et du sport, souvent encore perçus comme des vocations incertaines plutôt que comme de véritables secteurs économiques.

Le Maroc peut servir de passerelle dans cette dynamique.

Grâce à ses festivals, ses infrastructures sportives, ses studios, ses écoles et sa proximité avec plusieurs marchés, il peut accueillir des collaborations panafricaines. Casablanca, Rabat, Marrakech, Tanger ou Dakhla pourraient devenir des lieux de production, de rencontre et de diffusion pour les jeunes talents du continent.

Mais le véritable défi sera de ne pas réduire le soft power à une opération d'image.

La puissance culturelle ne se décrète pas. Elle se construit en laissant de la liberté aux artistes, en protégeant les créateurs, en soutenant l'expérimentation et en acceptant des récits parfois critiques, inattendus ou dérangeants.

À l'horizon 2036, l'Afrique pourrait imposer bien davantage que ses matières premières ou ses performances sportives. Elle pourrait imposer ses histoires, ses héros, ses sons, ses jeux et ses esthétiques.

La génération Z ne veut plus seulement consommer la culture mondiale. Elle veut y inscrire sa propre signature.



AFRIQUE 2036 :

climat, eau et agriculture, les jeunes innovateurs en première ligne

Pour la génération Z africaine, le changement climatique n'est pas une menace lointaine. Ce n'est pas un scénario projeté à la fin du siècle ni un débat réservé aux conférences internationales. Il est déjà là, dans les sécheresses prolongées, les récoltes fragilisées, les pénuries d'eau, les inondations soudaines, la dégradation des sols et la hausse du prix des aliments.

Cette génération devra vivre avec les conséquences de décisions qu'elle n'a pas prises.

Mais elle refuse de rester spectatrice.

Partout sur le continent, de jeunes ingénieurs, agriculteurs, chercheurs, entrepreneurs et techniciens développent des solutions pour économiser l'eau, mieux prévoir les récoltes, valoriser les déchets, produire de l'énergie propre et adapter les territoires aux nouvelles contraintes climatiques.

Leur force ne tient pas seulement à la technologie. Elle réside dans leur capacité à combiner des savoirs locaux, des outils numériques et une compréhension concrète des besoins du terrain.

L'agriculture constitue le premier grand chantier.

Elle reste essentielle à l'emploi, à l'alimentation et à l'équilibre de nombreux territoires africains. Pourtant, elle demeure particulièrement exposée aux variations climatiques. Une saison des pluies plus courte, une vague de chaleur ou une maladie végétale peut fragiliser des milliers de familles.

La génération Z apporte une nouvelle manière de penser ce secteur.

Pour elle, l'agriculture n'est pas nécessairement synonyme de travail pénible, de faible revenu ou d'activité traditionnelle. Elle peut devenir un domaine de haute technologie, de données, de robotique, de biologie et de services numériques.

Des drones peuvent surveiller les parcelles. Des capteurs peuvent mesurer l'humidité des sols. Des applications peuvent informer les agriculteurs sur la météo, les prix ou les maladies. L'intelligence artificielle peut contribuer à détecter des anomalies, prévoir des rendements et optimiser l'usage de l'eau.

Ces outils ne remplaceront pas l'expérience des agriculteurs. Ils peuvent toutefois leur permettre de décider plus vite et de réduire certaines pertes.

L'eau constitue le deuxième défi.

Dans plusieurs régions du continent, elle devient une ressource stratégique aussi importante que l'énergie. La croissance démographique, l'urbanisation, l'agriculture intensive et la baisse des précipitations augmentent la pression sur les réserves disponibles.

La réponse ne pourra pas reposer sur une seule solution.

Il faudra mieux gérer les barrages, moderniser les réseaux, réduire les fuites, réutiliser les eaux usées, développer le dessalement là où il est pertinent et adapter les cultures aux réalités hydriques. Il faudra surtout cesser de considérer l'eau comme une ressource illimitée.

Les jeunes innovateurs peuvent intervenir à tous les niveaux.

Ils peuvent concevoir des systèmes d'irrigation plus précis, des plateformes de suivi de consommation, des solutions de détection des fuites ou des outils de cartographie des nappes. Ils peuvent également développer des modèles économiques permettant aux petites exploitations d'accéder à des technologies jusqu'ici trop coûteuses.

Le Maroc se trouve au cœur de cette transformation.

Le Royaume connaît déjà une forte pression hydrique et a engagé plusieurs programmes dans le dessalement, l'irrigation, les barrages et la réutilisation des eaux usées.



Cette expérience peut devenir un laboratoire africain, à condition qu'elle soit partagée, évaluée et enrichie par l'innovation.

Le Maroc pourrait accueillir davantage de startups africaines spécialisées dans l'eau, l'agriculture intelligente et les technologies climatiques. Il pourrait aussi développer des formations communes pour les techniciens, les ingénieurs et les gestionnaires publics du continent.

Dakhla, par exemple, pourrait devenir un terrain d'expérimentation autour du dessalement, de l'énergie renouvelable, de l'agriculture adaptée aux milieux arides et de la logistique alimentaire. D'autres régions marocaines peuvent servir de plateformes d'essai pour la gestion de l'eau, les cultures résistantes et la valorisation des déchets agricoles.

Mais la technologie ne suffira pas.

L'un des principaux risques serait de créer une agriculture à deux vitesses : d'un côté, des exploitations connectées, financées et performantes ; de l'autre, une majorité de petits agriculteurs laissés à l'écart.

Pour éviter cette fracture, l'innovation devra être accessible.

Une solution brillante mais trop chère ne transforme pas un territoire. Une application inutilisable sans connexion stable ne résout pas le problème d'un village isolé. Un capteur importé, impossible à réparer localement, peut rapidement devenir inutile.

La génération Z devra donc inventer une innovation frugale, robuste et adaptée aux réalités africaines.

Elle devra aussi repenser la relation entre villes et campagnes.

Pendant longtemps, la réussite a été associée au départ vers les grandes villes. Mais les nouveaux outils peuvent créer des activités dans les territoires ruraux : services agricoles, transformation alimentaire, maintenance, logistique, énergie solaire, tourisme durable ou commerce numérique.

L'enjeu ne consiste pas seulement à produire davantage. Il faut mieux transformer, conserver et distribuer.

Une part importante de la valeur agricole est encore perdue faute de stockage, de chaîne du froid, de transport ou de transformation locale. Les jeunes entrepreneurs peuvent intervenir dans ces maillons souvent négligés : emballage, conservation, livraison, traçabilité, plateformes de marché et valorisation des sous-produits.

Le climat devient ainsi un défi économique autant qu'environnemental.

Les pays qui sauront adapter leur agriculture, sécuriser leur eau et développer des technologies locales gagneront en souveraineté. Ceux qui tarderont risquent de dépendre davantage des importations, de subir une hausse des prix et de voir certaines populations quitter leurs territoires.

La génération Z africaine devra donc accomplir une tâche difficile : produire plus avec moins d'eau, protéger les ressources sans bloquer le développement et transformer la contrainte climatique en moteur d'innovation.

Elle n'aura pas le luxe d'opposer écologie et économie.

Elle devra les réconcilier.

À l'horizon 2036, les véritables champions africains ne seront peut-être pas seulement les créateurs d'applications ou les fondateurs de startups financières. Ils seront aussi ceux qui auront trouvé comment nourrir les villes, préserver les sols, économiser l'eau et rendre les territoires plus résistants.

****Afrique 2036 ne se construira pas avec une idée, mais avec une génération. Et cette génération est déjà au travail.****



Afrique 2036 : la génération Z peut-elle réinventer la politique ?

La génération Z africaine regarde la politique avec méfiance.

Elle a grandi au milieu des promesses, des campagnes électorales, des slogans sur le changement et des discours sur la jeunesse. Elle a vu les gouvernements annoncer des réformes, les institutions multiplier les consultations et les responsables politiques répéter que les jeunes représentent l'avenir.

Mais elle a aussi constaté que cet avenir était souvent remis à plus tard.

Pour une grande partie de cette génération, la politique apparaît encore comme un univers fermé, lent, hiérarchisé et éloigné de la vie quotidienne. Elle semble parler un langage que les jeunes ne comprennent plus, utiliser des codes qu'ils ne partagent pas et défendre des structures qui leur accordent peu de place réelle.

Le désintérêt apparent ne signifie pourtant pas une absence d'engagement.

La génération Z ne se détourne pas nécessairement de la politique. Elle se détourne surtout de certaines manières de la pratiquer.

Elle signe des pétitions, organise des campagnes en ligne, soutient des causes locales, produit des vidéos, interpelle des institutions et participe à des mobilisations. Elle agit sur l'environnement, les droits, l'éducation, l'emploi, la corruption, les transports ou la vie urbaine.

Son engagement est souvent plus direct, plus ponctuel et moins lié aux structures traditionnelles.

C'est une transformation profonde.

Les partis politiques, les syndicats et les associations classiques reposaient sur l'adhésion durable, la discipline collective et la progression interne. La génération Z préfère souvent les réseaux souples, les communautés numériques et les engagements ciblés.

Elle peut se mobiliser fortement sur une question pendant quelques semaines, puis passer à une autre. Elle se méfie des fidélités automatiques. Elle veut comprendre à quoi sert son engagement, quels résultats il produit et si sa voix influence réellement les décisions.



Cette impatience peut être critiquée. Elle peut aussi obliger les institutions à se remettre en question.

Pendant trop longtemps, la participation des jeunes a été réduite à leur présence sur des affiches, dans des forums ou dans des conseils sans pouvoir réel. On les invite à parler, mais rarement à décider. On leur demande d'apporter de l'énergie, mais pas toujours de contester les méthodes existantes.

Or la génération Z ne veut plus seulement être consultée.

Elle veut accéder aux lieux où se prennent les décisions.

En 2036, une partie de ces jeunes sera à la tête d'entreprises, d'associations, de médias, de collectivités territoriales et d'administrations. Certains deviendront députés, maires, ministres ou responsables de partis. La question n'est donc pas de savoir s'ils entreront en politique, mais dans quel type de système ils entreront.

S'ils ne trouvent que des structures rigides, opaques et incapables de se renouveler, ils risquent soit de les contourner, soit de reproduire leurs défauts.

Le premier chantier concerne la transparence.

La génération Z a l'habitude d'accéder rapidement à l'information. Elle supporte mal les décisions expliquées tardivement, les chiffres introuvables, les responsabilités diluées ou les promesses impossibles à vérifier.

Elle demandera davantage de données publiques, de comptes rendus, de bilans et d'évaluation.

Une promesse politique ne pourra plus rester un simple slogan. Elle devra être suivie, mesurée et comparée aux résultats. Les outils numériques permettront de surveiller les budgets, les projets locaux, les votes et les engagements des élus.

Cette transparence peut améliorer la démocratie. Elle peut aussi encourager le populisme de l'instant, où chaque décision complexe est jugée en quelques secondes, sans contexte.

Le deuxième chantier concerne la communication.

Les responsables politiques ne pourront plus se contenter de discours longs, de formules générales ou de passages ponctuels dans les médias. Ils devront expliquer leurs décisions de manière simple, régulière et crédible.

Mais communiquer ne signifie pas seulement produire des vidéos courtes ou maîtriser les réseaux sociaux.

La génération Z repère rapidement les contenus artificiels, les mises en scène forcées et les tentatives de récupération. Elle peut accepter une erreur, mais beaucoup moins facilement le sentiment d'être manipulée.

La confiance deviendra donc une ressource politique plus rare et plus précieuse.**Le troisième chantier concerne la représentation.**

Les institutions africaines restent encore largement dominées par des générations plus âgées. L'expérience est nécessaire, mais elle ne doit pas devenir un argument permanent pour bloquer le renouvellement.

Donner une place aux jeunes ne signifie pas remplacer automatiquement tous les responsables expérimentés. Cela signifie créer une circulation entre les générations, transmettre les compétences et ouvrir les responsabilités plus tôt.

Un système politique qui attend qu'un citoyen ait cinquante ans pour lui confier une mission importante risque de perdre les plus dynamiques bien avant.

Le Maroc n'échappe pas à ce défi.

La jeunesse représente une part essentielle de la société, mais son poids dans les structures partisans, les institutions élues et les espaces de décision reste limité. Les partis parlent régulièrement de renouvellement, sans toujours transformer profondément leurs pratiques internes.

Les jeunes militants doivent souvent gravir des parcours longs, accepter des équilibres anciens et attendre que des places se libèrent. Cette logique peut décourager ceux qui souhaitent agir plus rapidement.

Le renouvellement ne pourra donc pas se limiter à modifier les visages.

Il faudra aussi changer les méthodes de sélection, ouvrir les candidatures, renforcer la démocratie interne, publier les critères de responsabilité et permettre l'émergence de compétences venues de la société civile, des universités, de l'entrepreneuriat ou des territoires.

La politique locale pourrait devenir le premier laboratoire de cette transformation.

Dans une commune, les résultats sont visibles. Les citoyens peuvent juger la propreté, les transports, les équipements, l'éclairage, l'eau, les espaces verts ou les services administratifs. Les jeunes élus y disposent d'un terrain concret pour prouver leur capacité.

Le numérique peut aussi faciliter la participation locale : consultations, signalement de problèmes, suivi des projets et accès aux documents publics.

Mais la technologie ne suffira pas à réinventer la politique.

Une application ne remplace pas une institution. Une campagne virale ne construit pas un programme. Une indignation légitime ne produit pas automatiquement une solution réaliste.

La génération Z devra apprendre que la politique reste l'art du compromis, du temps long et de la responsabilité.

Elle devra accepter que gouverner signifie choisir entre plusieurs priorités, gérer des contraintes, négocier et parfois prendre des décisions impopulaires.

En contrepartie, les institutions devront cesser d'utiliser la complexité comme excuse pour ne rien changer.

Le risque le plus sérieux serait de voir cette génération perdre totalement confiance dans la démocratie et chercher des réponses dans l'autoritarisme, le complotisme ou les discours extrêmes.

Quand les voies de participation paraissent inutiles, la colère cherche d'autres chemins.

Réinventer la politique signifie donc restaurer une promesse simple : la possibilité réelle d'influencer le cours des choses.

À l'horizon 2036, l'Afrique aura besoin de responsables capables de comprendre l'intelligence artificielle, le climat, les nouvelles économies, les attentes sociales et les transformations culturelles. Elle aura besoin d'élus qui parlent aux jeunes sans les infantiliser et d'institutions capables de répondre plus vite sans renoncer à la réflexion.

La génération Z peut réinventer la politique.

Mais elle ne le fera pas uniquement depuis les réseaux sociaux. Elle devra entrer dans les institutions, les transformer et accepter d'en porter les responsabilités.

****Afrique 2036 ne se construira pas avec une idée, mais avec une génération. Et cette génération est déjà au travail.***



AFRIQUE 2036 :

quitter ou rester, le nouveau choix de la jeunesse africaine

Pendant longtemps, partir a été présenté comme une réussite.

Quitter son pays, traverser la Méditerranée, obtenir un visa, intégrer une université étrangère ou décrocher un emploi en Europe constituait, pour de nombreuses familles africaines, l'aboutissement d'un projet long et difficile. Le départ représentait une promotion sociale, une sécurité, parfois même une forme de délivrance.

Rester, à l'inverse, pouvait être interprété comme un échec, une absence d'opportunités ou le résultat d'un horizon trop étroit.

La génération Z commence à remettre en cause cette opposition.

Elle continue de rêver de mobilité, d'études internationales et d'expériences à l'étranger. Mais elle ne considère plus systématiquement le départ définitif comme l'unique voie possible. Une partie d'entre elle veut voyager, apprendre, se former, puis revenir. Une autre préfère construire sa carrière entre plusieurs pays. Une troisième cherche directement des opportunités sur le continent. Le véritable choix n'est donc plus seulement entre partir et rester. Il est entre subir son territoire ou pouvoir y construire quelque chose.

Cette nuance change tout.

Les jeunes Africains ne sont pas attachés à leur pays par principe. Ils y restent lorsqu'ils peuvent y étudier, travailler, entreprendre, se loger, se déplacer et se projeter. Ils partent lorsque l'écart entre leurs ambitions et les possibilités réelles devient trop grand.

La migration n'est donc pas uniquement une affaire de pauvreté.

Elle touche aussi les diplômés, les ingénieurs, les médecins, les chercheurs, les développeurs et les cadres. Beaucoup ne quittent pas leur pays parce qu'ils n'y ont aucune compétence, mais précisément parce que leurs compétences y sont insuffisamment reconnues, rémunérées ou utilisées.

C'est l'un des paradoxes africains.

Le continent investit dans la formation de jeunes talents, puis les voit partir vers des économies capables de mieux les accueillir. Les pays d'origine supportent le coût de l'éducation, tandis que d'autres récupèrent une partie de la valeur créée.

Cette fuite des compétences n'est pourtant pas irréversible.

La génération Z vit dans un monde où la mobilité n'exige plus nécessairement une rupture définitive. Le travail à distance, les plateformes numériques, les réseaux professionnels et les déplacements plus fréquents permettent de maintenir des liens économiques avec le pays d'origine.

Un ingénieur vivant à Montréal peut travailler avec une startup marocaine. Une chercheuse installée à Paris peut encadrer des étudiants à Dakar. Un entrepreneur basé à Londres peut investir dans une entreprise à Lagos. Un créateur de contenus peut produire depuis Casablanca pour un public panafricain.

La diaspora ne doit donc plus être pensée uniquement comme une perte. Elle peut devenir un réseau de compétences, de capitaux, d'influence et de transfert de savoirs.

Mais cela suppose une véritable politique.

Trop souvent, les États africains se contentent de célébrer leurs ressortissants lorsqu'ils réussissent à l'étranger. Ils les présentent comme des exemples nationaux, tout en leur offrant peu de mécanismes concrets pour revenir, investir, enseigner ou créer une entreprise.

Le retour reste souvent difficile : procédures administratives, manque de visibilité, reconnaissance imparfaite des diplômes, lourdeur fiscale, accès limité au financement ou difficulté d'intégration professionnelle.

La génération Z acceptera de revenir si le retour ne signifie pas recommencer à zéro.

Le Maroc est directement concerné.

Le Royaume dispose d'une diaspora importante, jeune, qualifiée et présente dans de nombreux secteurs stratégiques. Elle constitue une ressource considérable pour la recherche, l'entrepreneuriat,



la santé, l'industrie, la culture et les technologies.

Mais mobiliser cette diaspora exige davantage que des appels patriotiques.

Il faut créer des passerelles professionnelles, des programmes de retour temporaire, des plateformes de mentorat, des fonds d'investissement dédiés et des procédures simplifiées pour les porteurs de projets.

Un jeune Marocain installé à l'étranger ne doit pas être sommé de choisir entre l'attachement à son pays et sa réussite personnelle. Il doit pouvoir appartenir à plusieurs espaces à la fois.

Cette logique vaut pour l'ensemble du continent.

L'Afrique de 2036 sera probablement marquée par une mobilité accrue entre ses propres pays. Les jeunes ne regarderont plus uniquement vers l'Europe, l'Amérique du Nord ou le Golfe. Ils pourront étudier au Maroc, travailler au Rwanda, créer une entreprise au Sénégal, investir en Côte d'Ivoire ou rejoindre un projet au Kenya.

Cette mobilité intra-africaine peut devenir une force immense.

Elle permettra de mieux répartir les compétences, de rapprocher les marchés et de construire une véritable culture professionnelle continentale. Mais elle suppose de faciliter les visas, la reconnaissance des diplômes, l'ouverture des marchés du travail et la circulation des entrepreneurs.

Une Afrique qui demande à sa jeunesse de croire au continent tout en lui compliquant chaque déplacement entre pays africains envoie un message contradictoire.

Le choix de rester dépendra aussi de la qualité de vie.

La génération Z ne se contente pas d'un emploi. Elle regarde le coût du logement, la qualité des transports, l'environnement, les libertés individuelles, l'accès aux soins, la sécurité, la culture et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

Les pays qui attireront les talents ne seront donc pas seulement ceux qui proposent les meilleurs salaires. Ils seront ceux qui offriront une vie possible, digne et prévisible.

Cette exigence oblige les gouvernements à revoir leur manière de penser l'attractivité.

Construire une technopole ne suffit pas si les transports sont défaillants. Ouvrir une université ne suffit pas si les diplômés ne trouvent aucun débouché. Lancer un programme pour startups ne suffit pas si l'entrepreneur passe son temps à gérer des obstacles administratifs.

Retenir les jeunes ne signifie pas les empêcher de partir.

Cela signifie leur donner une raison crédible de revenir.

Il faut également éviter de culpabiliser ceux qui choisissent l'émigration. Partir peut être une décision rationnelle, courageuse et légitime. Chaque individu a le droit de chercher ailleurs une vie meilleure.

Le véritable échec ne réside pas dans le départ.

Il réside dans l'incapacité d'un pays à maintenir un lien avec ceux qui sont partis et à offrir des perspectives à ceux qui souhaitent rester.

À l'horizon 2036, la notion même de territoire aura changé. Une génération pourra vivre ici, travailler ailleurs, investir dans un troisième pays et collaborer chaque jour avec plusieurs continents.

L'appartenance ne sera plus uniquement géographique.

Elle sera économique, culturelle, numérique et affective.

L'Afrique devra donc apprendre à transformer la circulation de sa jeunesse en puissance collective. Elle ne retiendra pas tous ses talents, et ce ne serait d'ailleurs pas souhaitable. Mais elle peut faire en sorte que partir ne signifie plus disparaître.

La génération Z ne demande pas qu'on lui ferme les frontières.

Elle demande qu'on lui ouvre des possibilités des deux côtés.



Afrique 2036 :

la diaspora peut-elle devenir le premier investisseur du continent ?

Chaque année, des millions d'Africains vivant à l'étranger envoient de l'argent à leurs familles. Ces transferts financent les dépenses quotidiennes, les études, les soins, les logements, les mariages, les petits commerces et parfois la survie de communautés entières.

Dans de nombreux pays, la diaspora constitue déjà l'un des principaux soutiens de l'économie réelle.

Mais cet argent reste encore largement orienté vers la consommation immédiate. Il soulage les familles, compense les insuffisances des systèmes sociaux et maintient une forme de solidarité transnationale. Il produit cependant moins d'investissements durables qu'il ne le pourrait.

La question pour l'Afrique de 2036 est donc la suivante : la diaspora peut-elle passer du rôle de soutien familial à celui de grand investisseur du continent ?

La réponse est probablement oui.

Mais cette transformation ne se produira pas automatiquement.

La diaspora africaine dispose de plusieurs atouts considérables. Elle connaît les marchés internationaux, maîtrise des compétences techniques, évolue dans des systèmes financiers plus structurés et entretient souvent un lien affectif fort avec son pays d'origine.

Elle possède aussi une caractéristique précieuse : elle peut comprendre à la fois les attentes des investisseurs étrangers et les réalités locales africaines.

Un entrepreneur installé à Bruxelles, Montréal, Londres, Paris, Dubaï ou New York sait comment fonctionne un marché développé. Il connaît les normes, les contraintes, les méthodes de financement et les exigences de qualité. Mais il comprend aussi les habitudes de consommation, les réseaux familiaux, les langues et les opportunités de son pays d'origine.

Cette double compétence peut devenir un avantage économique majeur.

Pourtant, beaucoup de membres de la diaspora hésitent encore à investir en Afrique.

La méfiance reste forte.

Ils craignent les lourdeurs administratives, l'instabilité des règles, le manque de transparence, la difficulté à récupérer leur capital ou les conflits avec des partenaires locaux. Certains ont déjà connu des expériences malheureuses : terrain mal sécurisé, entreprise mal gérée, promesses non tenues, procédures interminables ou confiance familiale mal placée.

Le lien affectif ne suffit pas à garantir un investissement rationnel.

C'est même parfois l'inverse. Beaucoup de projets échouent parce qu'ils reposent uniquement sur la confiance personnelle, sans gouvernance claire, sans contrat précis et sans suivi professionnel.

Pour que la diaspora devienne un investisseur structurant, il faut donc sortir du registre émotionnel.

Il faut des instruments financiers crédibles.

Cela peut passer par des fonds d'investissement dédiés, des obligations destinées à la diaspora, des plateformes de co-investissement, des garanties publiques, des mécanismes de financement participatif ou des véhicules spécialisés dans les PME.

Un jeune cadre africain installé à l'étranger n'a pas toujours les moyens ou le temps de créer directement une entreprise dans son pays d'origine. En revanche, il peut investir une partie de son épargne dans un fonds transparent finançant des projets clairement identifiés.

Cette évolution permettrait de transformer une multitude de petites contributions en puissance d'investissement collective.

La diaspora pourrait ainsi participer au financement de logements, d'écoles, de cliniques, de startups, d'entreprises industrielles, de projets agricoles, d'énergies renouvelables ou d'infrastructures locales.

Elle pourrait également soutenir les secteurs que les investisseurs traditionnels jugent trop risqués ou insuffisamment rentables à court terme.

Le financement n'est cependant qu'une partie du sujet.

La diaspora peut aussi investir du temps, des compétences et des réseaux.



Un chercheur peut accompagner un laboratoire. Un médecin peut former une équipe à distance. Un ingénieur peut participer à un projet industriel. Un dirigeant peut ouvrir des marchés à une entreprise africaine. Un professeur peut contribuer à un programme universitaire. Un spécialiste du numérique peut encadrer une startup. Cette circulation des compétences est parfois plus importante encore que les transferts d'argent.

Le continent n'a pas seulement besoin de capitaux.

Il a besoin de méthodes, de normes, d'accès aux marchés et de capacités de gestion.

La diaspora peut jouer un rôle essentiel dans cette transmission.

Pour le Maroc, l'enjeu est considérable.

Les Marocains du monde constituent depuis longtemps un pilier économique, social et humain. Leur contribution dépasse largement les transferts financiers. Ils participent à l'image du Royaume, à ses réseaux internationaux, à son commerce, à ses investissements et à son influence.

Mais leur potentiel demeure encore sous-exploité.

Trop souvent, leur relation économique avec le pays reste concentrée sur l'immobilier, les dépôts bancaires ou les dépenses estivales. Ces apports sont importants, mais ils ne suffisent pas à construire une véritable stratégie d'investissement productif.

Le Maroc pourrait aller plus loin en proposant des véhicules simples, sécurisés et lisibles.

Des fonds sectoriels pourraient permettre à la diaspora d'investir dans l'industrie, les technologies, la santé, l'agriculture ou les régions d'origine. Des plateformes numériques pourraient présenter les projets, publier les risques, suivre les résultats et garantir la traçabilité des capitaux.

Les régions pourraient aussi jouer un rôle plus actif.

Un Marocain originaire de l'Oriental, du Souss, du Rif, de Fès, de Dakhla ou de Béni Mellal n'a pas toujours envie d'investir dans une entreprise abstraite à l'échelle nationale. Il peut en revanche être intéressé par un projet concret dans son territoire d'origine : unité de transformation agricole, école privée, centre médical, plateforme logistique ou projet touristique.

L'attachement local peut devenir un moteur d'investissement, à condition d'être encadré par des mécanismes professionnels.

À l'échelle africaine, la diaspora pourrait également devenir un acteur du commerce panafricain.

Un entrepreneur sénégalais installé en France peut investir dans une entreprise ivoirienne. Un ingénieur nigérian vivant au Canada peut rejoindre un fonds finançant des startups au Kenya. Une entrepreneure marocaine basée à Londres peut soutenir un projet énergétique en Afrique de l'Ouest.

La diaspora ne doit donc pas être pensée uniquement dans une logique nationale.

Elle peut devenir une diaspora continentale.

Cette évolution renforcerait les liens économiques entre les pays africains et réduirait la dépendance vis-à-vis des capitaux extérieurs. Elle permettrait aussi de financer des projets mieux compris par ceux qui connaissent les réalités du terrain.

Mais il faut rester lucide.

La diaspora ne remplacera ni l'État, ni les banques, ni les investisseurs institutionnels. Elle ne peut pas financer seule le développement du continent. Elle ne doit pas non plus être considérée comme une caisse permanente appelée à compenser toutes les insuffisances.

L'erreur serait de lui demander toujours davantage sans lui offrir de garanties, de droits ou de représentation.

Un investisseur de la diaspora doit être traité comme un véritable partenaire.

Il doit disposer d'une information claire, d'un accès équitable aux opportunités, de mécanismes de recours et d'une protection juridique réelle.

La confiance ne se décrète pas.

Elle se construit avec des règles stables, une justice efficace, des institutions crédibles et une gestion transparente.

La génération Z de la diaspora sera probablement plus exigeante que les précédentes. Elle sera moins disposée à investir uniquement par devoir familial ou patriotique. Elle demandera des résultats, des données, une gouvernance et un impact mesurable.

Cette exigence est une bonne nouvelle.

Elle peut pousser les économies africaines à professionnaliser leur relation avec leurs ressortissants à l'étranger.

À l'horizon 2036, le premier investisseur du continent ne sera peut-être ni une grande puissance, ni un fonds souverain étranger, ni une multinationale.

Il pourrait être cette multitude d'Africains dispersés dans le monde, reliés par des plateformes, des réseaux et une volonté commune de participer autrement au développement du continent.

À condition que l'Afrique sache transformer l'attachement en confiance, la confiance en investissement, et l'investissement en création de valeur durable.



AFRIQUE 2036 :

les villes africaines seront-elles encore habitables ?

En 2036, la majorité des jeunes Africains vivront en ville.

Cette évolution est déjà en marche. Chaque jour, des milliers de personnes quittent les campagnes pour rejoindre les métropoles à la recherche d'un emploi, d'une formation, de services de santé ou simplement d'un avenir qu'elles estiment plus accessible. L'urbanisation africaine est l'une des plus rapides au monde, et rien n'indique qu'elle ralentira au cours de la prochaine décennie.

Cette dynamique représente une formidable opportunité.

Mais elle constitue également l'un des plus grands défis auxquels la génération Z devra faire face.

Car une ville ne se résume pas à une accumulation d'immeubles, de routes ou de quartiers. Une ville est un écosystème. Elle doit permettre de se loger, de travailler, de se déplacer, de respirer, de se soigner, de se divertir et de vivre ensemble.

Or, dans de nombreuses métropoles africaines, cet équilibre devient de plus en plus fragile.

La circulation sature. Les logements deviennent inaccessibles pour une partie de la population. Les réseaux d'eau et d'assainissement peinent à suivre la croissance démographique. Les déchets s'accumulent. Les espaces verts disparaissent. Les temps de transport explosent. Les inégalités territoriales se creusent.

La ville peut alors devenir un facteur d'exclusion plutôt qu'un moteur de développement.

Pourtant, la génération Z ne voit pas uniquement ces difficultés.

Elle voit aussi les possibilités.

Jamais une génération n'a disposé d'autant d'outils pour repenser la manière dont une ville fonctionne. Les données, les capteurs, l'intelligence artificielle, les plateformes numériques, les applications de mobilité, les réseaux électriques intelligents ou les systèmes de gestion de l'eau ouvrent des perspectives inédites.

La ville de demain ne sera pas seulement plus grande.

Elle devra être plus intelligente.

Mais attention : une ville intelligente n'est pas une ville où chaque lampadaire est connecté à Internet.

C'est une ville qui utilise la technologie pour améliorer concrètement la vie de ses habitants.

Un feu de circulation qui fluidifie le trafic.

Une application qui indique en temps réel les transports disponibles.

Un système qui détecte rapidement les fuites d'eau.

Une gestion intelligente des déchets.

Des bâtiments moins énergivores.

Des démarches administratives entièrement dématérialisées.

Autrement dit, la technologie n'est pas une finalité.

Elle est un moyen de rendre la ville plus simple, plus efficace et plus humaine.

Le Maroc possède plusieurs atouts dans cette transformation.

Casablanca concentre une grande partie de l'activité économique nationale. Rabat développe progressivement une administration plus numérique. Tanger illustre l'intégration entre industrie, logistique et infrastructures. Marrakech s'affirme comme une vitrine internationale du tourisme et de l'événementiel. Dakhla expérimente un nouveau modèle de développement articulé autour de la mer, des énergies renouvelables et de l'ouverture vers l'Afrique.

Ces villes n'ont pas les mêmes fonctions.

C'est précisément leur complémentarité qui peut constituer une force.

L'enjeu n'est pas de construire une mégapole unique capable de rivaliser avec Lagos ou Le Caire.

Il est de développer un réseau de villes spécialisées, connectées entre elles et capables d'offrir des opportunités complémentaires.

Cette logique pourrait inspirer d'autres pays africains.

L'Afrique n'a pas forcément besoin de reproduire les modèles urbains européens ou asiatiques.

Elle peut inventer les siens.

Des villes plus compactes.

Des quartiers mixtes où l'on peut habiter, travailler et accéder aux services sans traverser toute l'agglomération.

Des transports collectifs efficaces.



Des infrastructures conçues pour résister aux vagues de chaleur.

Des bâtiments économes en énergie.

Une meilleure intégration entre espaces urbains et agricoles.

La jeunesse jouera un rôle essentiel dans cette transformation.

Les startups africaines développent déjà des solutions pour le stationnement, la mobilité, la cartographie, la livraison, la sécurité, la consommation d'énergie ou les services administratifs.

Les jeunes architectes réfléchissent à des logements mieux adaptés au climat.

Les urbanistes travaillent sur des espaces publics plus inclusifs.

Les ingénieurs développent des systèmes de surveillance environnementale.

Les entrepreneurs créent des plateformes permettant aux citoyens de signaler un problème ou de participer à la gestion locale.

Cette intelligence collective représente peut-être la véritable richesse des villes africaines.

Mais elle ne pourra produire ses effets que si les autorités locales deviennent elles aussi plus agiles.

Pendant longtemps, l'urbanisme a été pensé principalement par les administrations.

La ville de 2036 devra être co-construite.

Les habitants devront participer davantage aux décisions concernant leur quartier.

Les données publiques devront être ouvertes.

Les projets devront être évalués en permanence.

Les jeunes devront être associés à la conception des espaces qu'ils utiliseront demain.

Cette gouvernance participative deviendra probablement aussi importante que les investissements eux-mêmes.

Le défi climatique rend cette évolution encore plus urgente.

Les villes africaines devront gérer des épisodes de chaleur plus fréquents, des risques d'inondation, une pression croissante sur les ressources en eau et une demande énergétique en forte hausse.

L'adaptation ne sera plus un luxe.

Elle deviendra une condition de fonctionnement.

Les espaces verts, les matériaux de construction, la récupération des eaux pluviales, la végétalisation des quartiers, la mobilité propre et l'efficacité énergétique devront progressivement devenir des composantes normales de la planification urbaine.

Les villes seront également en concurrence.

Non seulement pour attirer des entreprises, mais surtout pour attirer des talents.

La génération Z choisira de plus en plus son lieu de vie en fonction de critères multiples : qualité des transports, accès au logement, connectivité numérique, sécurité, culture, environnement, espaces publics, possibilités professionnelles et qualité de vie.

Les villes qui offriront cet équilibre attireront les entrepreneurs, les chercheurs, les étudiants, les investisseurs et les créateurs.

Les autres risqueront de perdre progressivement leurs forces vives.

En 2036, la réussite d'une ville africaine ne se mesurera plus seulement à son nombre d'habitants ou à la hauteur de ses immeubles.

Elle se mesurera à sa capacité à offrir un avenir.

Un avenir où l'on peut étudier, créer, travailler, respirer, se déplacer facilement et construire une famille.

Car une ville n'est pas faite pour impressionner.

Elle est faite pour permettre à ses habitants de vivre mieux.

Et c'est précisément cette ambition que la génération Z africaine est en train de replacer au cœur du débat.



Afrique 2036 :

la bataille mondiale des talents a déjà commencé

Pendant longtemps, l'Afrique a été observée comme un continent de matières premières, de marchés à conquérir et de main-d'œuvre disponible.

Cette lecture est en train de changer.

À l'horizon 2036, la ressource la plus recherchée ne sera peut-être ni le pétrole, ni le cobalt, ni les terres agricoles. Ce seront les talents. Ingénieurs, développeurs, médecins, chercheurs, techniciens, créateurs, designers, entrepreneurs, spécialistes de la finance ou de l'intelligence artificielle : le monde entier cherchera à recruter une partie de la jeunesse africaine.

La bataille a déjà commencé.

Les pays européens font face au vieillissement de leur population et à des pénuries dans plusieurs secteurs. Les États du Golfe accélèrent leur diversification économique et attirent des profils qualifiés. Le Canada, les États-Unis, l'Australie et plusieurs pays asiatiques multiplient les dispositifs pour capter les compétences internationales. Les entreprises technologiques, quant à elles, recrutent désormais à distance, sans exiger systématiquement une installation physique.

La génération Z africaine entre donc sur un marché du travail mondial.

Un jeune diplômé à Casablanca peut travailler pour une entreprise installée à Paris, Dubaï ou Montréal. Une développeuse à Nairobi peut participer à un projet américain. Un ingénieur sénégalais peut être recruté par une entreprise allemande. Un créateur à Lagos peut produire pour des marques présentes sur plusieurs continents.

Cette ouverture représente une formidable opportunité individuelle.

Elle constitue aussi un risque collectif.

Si les économies africaines ne parviennent pas à offrir des perspectives suffisantes, elles formeront des talents qui iront créer de la valeur ailleurs. Le départ ne concernera plus uniquement les élites universitaires. Il touchera aussi les techniciens, les soignants, les spécialistes du numérique, les artisans qualifiés et les managers intermédiaires.

La fuite des cerveaux pourrait devenir une fuite générale des compétences.

Le phénomène est d'autant plus préoccupant que les pays africains auront eux-mêmes besoin de ces profils pour réussir leur transformation. Ils devront construire des infrastructures, moderniser leurs administrations, développer leurs industries, renforcer leurs systèmes de santé, sécuriser leurs réseaux numériques et adapter leur économie au changement climatique.

Former des milliers d'ingénieurs n'aura que peu d'effet si la majorité d'entre eux part travailler ailleurs faute de projets, de reconnaissance ou de perspectives.

La bataille des talents ne se gagnera donc pas seulement dans les écoles.

Elle se gagnera dans les entreprises, les villes, les administrations et les institutions.

Un jeune professionnel ne choisit pas uniquement un salaire. Il regarde aussi la qualité du management, les possibilités d'évolution, la stabilité des règles, la reconnaissance du mérite, la qualité de vie, l'accès au logement et la liberté de construire un projet personnel.

Les pays qui veulent retenir leurs compétences devront agir sur l'ensemble de cet environnement.

Le Maroc dispose de plusieurs atouts.

Le Royaume forme des ingénieurs, des médecins, des cadres, des chercheurs et des techniciens reconnus. Il bénéficie d'une proximité avec l'Europe,



d'une ouverture vers l'Afrique, d'infrastructures solides et d'un tissu industriel en développement. Mais il fait face au même défi que de nombreux pays du continent : une partie de ses talents considère encore que les meilleures opportunités se trouvent ailleurs.

Le problème ne réside pas uniquement dans les niveaux de rémunération.

Il tient aussi à la lenteur des carrières, au manque de confiance accordée aux jeunes, aux recrutements parfois opaques, à la faiblesse de certains environnements de recherche et à la difficulté de transformer une idée en entreprise durable.

Pour attirer et retenir les talents, le Maroc devra donc aller au-delà de la formation.

Il devra créer des projets suffisamment ambitieux pour donner envie de rester.

Un ingénieur veut participer à la conception d'une industrie, pas seulement exécuter des tâches. Un chercheur veut disposer de moyens, de données, d'équipes et de liberté scientifique. Un entrepreneur veut pouvoir expérimenter, échouer, recommencer et accéder à des marchés. Un médecin veut exercer dans un environnement digne, bien équipé et correctement organisé.

La fidélité à un pays ne peut pas reposer uniquement sur l'attachement affectif.

Elle doit aussi reposer sur une promesse professionnelle crédible.

La compétition sera d'autant plus intense que le travail à distance bouleverse les frontières traditionnelles.

Une entreprise étrangère peut désormais recruter un talent africain sans le faire quitter son pays. Cela peut limiter la migration physique, mais pas nécessairement la perte économique. Le professionnel reste sur le territoire, mais son travail, sa valeur ajoutée et parfois sa fiscalité profitent principalement à une entreprise extérieure.

Cette situation crée un nouveau défi : comment faire en sorte que le travail à distance contribue aussi aux économies locales ?

Il faudra développer des cadres adaptés, encourager l'entrepreneuriat, faciliter la création d'entreprises exportatrices de services et permettre aux talents de travailler pour le monde tout en construisant des équipes et des actifs sur le continent.

L'Afrique ne doit pas seulement devenir un immense réservoir de freelances bon marché.

Elle doit bâtir ses propres entreprises capables de vendre des services, des technologies et des contenus à l'international.

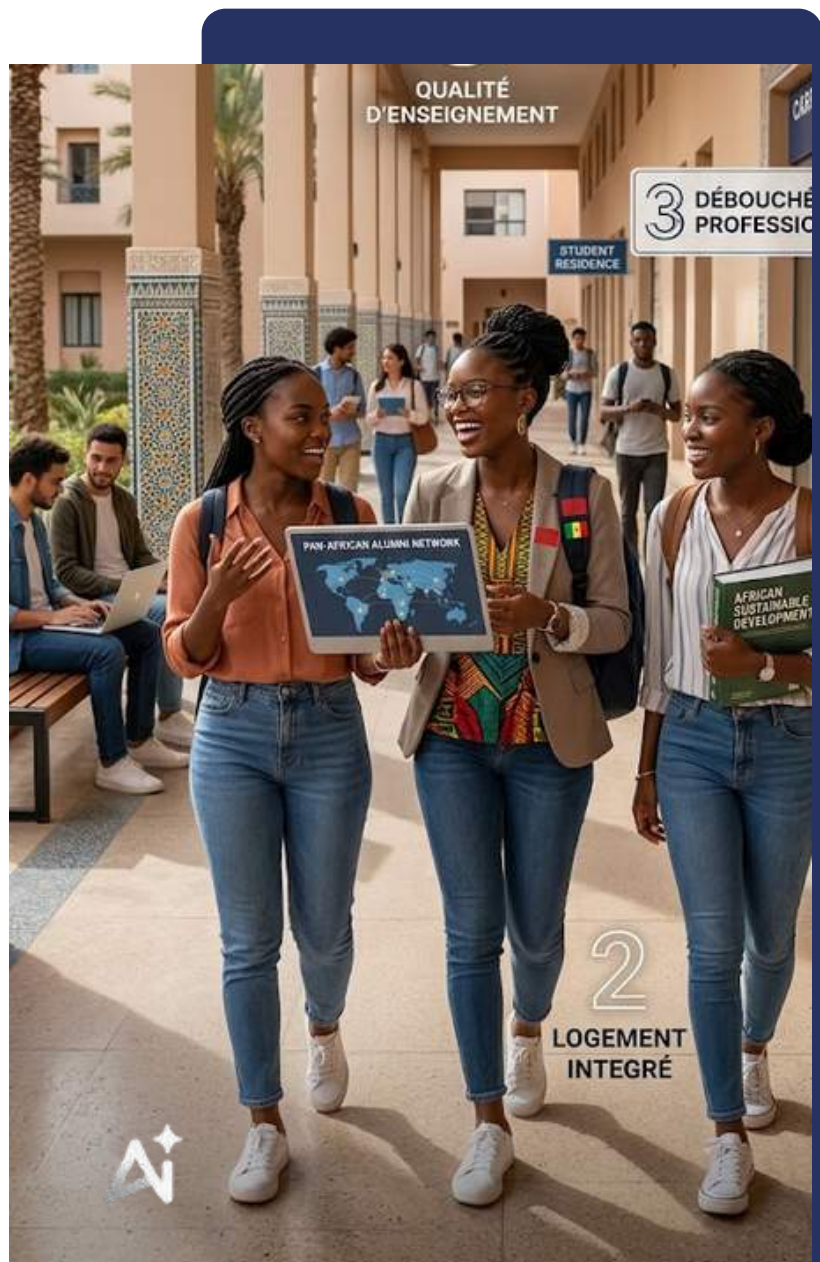
La bataille des talents se jouera également dans les universités.

Les établissements africains devront attirer des enseignants, des chercheurs et des étudiants venus du continent et de la diaspora. Ils devront nouer des partenariats internationaux sans devenir de simples relais de programmes conçus ailleurs.

Une université compétitive ne se mesure pas uniquement au nombre de ses diplômés. Elle se mesure à sa capacité à produire de la recherche, à résoudre des problèmes locaux, à créer des entreprises et à attirer des compétences.

Le Maroc pourrait devenir une plateforme universitaire panafricaine majeure.

Mais cela suppose d'offrir une expérience complète : qualité de l'enseignement, logement, intégration, débouchés professionnels, mobilité et réseaux d'anciens élèves. Former un étudiant africain pendant plusieurs années sans lui permettre de construire ensuite un projet avec le continent serait une occasion manquée.



Les entreprises ont elles aussi une responsabilité.

Beaucoup se plaignent de ne pas trouver les compétences dont elles ont besoin, tout en investissant trop peu dans la formation, l'apprentissage et la progression interne. Elles recherchent des profils immédiatement opérationnels sans toujours contribuer à leur construction.

La génération Z acceptera de travailler dur, mais elle exigera davantage de sens, d'autonomie et de reconnaissance. Les organisations qui resteront enfermées dans des hiérarchies rigides auront du mal à retenir les meilleurs éléments. Celles qui offriront de la confiance, des responsabilités et des possibilités d'apprentissage attireront plus facilement les talents.

La bataille sera également culturelle.

Pendant longtemps, la réussite individuelle a été associée au départ. Le talent reconnu était souvent celui qui obtenait un poste à l'étranger. Il faudra désormais valoriser aussi ceux qui réussissent sur le continent, créent des entreprises, forment des équipes et développent des solutions locales.

Il ne s'agit pas d'opposer ceux qui partent à ceux qui restent.

Il s'agit de créer des circulations.

Un talent peut se former à l'étranger, revenir, repartir, investir, transmettre ou travailler entre plusieurs pays. L'enjeu n'est pas de l'enfermer dans un territoire, mais de maintenir un lien productif avec le continent.

À l'horizon 2036, certains pays africains deviendront des pôles d'attraction régionaux. Ils recruteront des compétences venues d'autres pays africains et de la diaspora. Des villes comme Casablanca, Kigali, Nairobi, Lagos, Le Cap, Dakar ou Abidjan pourraient se spécialiser dans différents secteurs.

La concurrence ne sera donc pas seulement entre l'Afrique et le reste du monde.

Elle sera aussi entre les pays africains eux-mêmes.

Cette compétition peut être positive si elle améliore les universités, les entreprises, les administrations et les conditions de vie. Elle deviendra dangereuse si elle se transforme en fermeture, en protectionnisme ou en course désordonnée aux avantages fiscaux.

La vraie victoire ne consistera pas à empêcher les jeunes de partir.

Elle consistera à faire de l'Afrique un continent où ils auront aussi envie de venir.

Venir pour étudier.

Venir pour entreprendre.

Venir pour travailler.

Venir pour investir.

Et parfois, venir pour revenir.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN TRIBUNAL, mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

AFRIQUE 2036 :

Le Maroc peut-il devenir le hub de la génération africaine ?

Depuis plusieurs années, le Maroc affirme sa vocation africaine.

Cette orientation se traduit dans la diplomatie, les investissements, les banques, les télécommunications, les infrastructures, la formation, l'agriculture, l'industrie et les échanges commerciaux. Le Royaume ne se présente plus seulement comme un pays du nord du continent tourné vers l'Europe. Il cherche à devenir une plateforme reliant plusieurs espaces : l'Afrique, l'Europe, l'Atlantique, la Méditerranée et le monde arabe.

Mais à l'horizon 2036, cette ambition devra franchir une nouvelle étape.

Le véritable enjeu ne sera plus seulement de devenir un hub pour les marchandises, les capitaux ou les entreprises. Il faudra devenir un hub pour une génération.

Une plateforme où les jeunes Africains pourront étudier, entreprendre, travailler, créer, financer des projets, développer des technologies et construire des réseaux à l'échelle du continent.

La différence est essentielle.

Un hub logistique se mesure par ses ports, ses routes et ses flux. Un hub financier se mesure par ses banques, ses fonds et ses transactions. Un hub générationnel se mesure à sa capacité à attirer des talents, à leur offrir des perspectives et à les relier entre eux.

Le Maroc possède déjà une partie des fondations nécessaires.

Il dispose d'infrastructures modernes, d'un secteur bancaire présent dans plusieurs pays africains, d'écosystèmes industriels structurés, d'universités, d'écoles d'ingénieurs, de plateformes logistiques, de villes connectées et d'une expérience croissante dans l'accueil d'étudiants étrangers.

Il bénéficie aussi d'un positionnement géographique avantageux.

Casablanca peut relier les marchés financiers et les entreprises. Tanger peut incarner la puissance industrielle et logistique. Rabat peut accueillir les institutions, la recherche et la diplomatie. Marrakech peut jouer un rôle dans les industries créatives, les événements et le tourisme. Dakhla peut devenir une porte vers l'Afrique atlantique et un laboratoire pour l'énergie, l'eau, la pêche, la logistique et les technologies adaptées aux régions arides.

Aucun autre pays africain ne réunit exactement cette combinaison.

Mais disposer d'atouts ne suffit pas.

Pour devenir le hub de la génération africaine, le Maroc devra penser comme une plateforme ouverte et non comme un simple centre d'attraction nationale.

Cela signifie d'abord faciliter la circulation.

Un jeune entrepreneur africain doit pouvoir venir au Maroc pour quelques semaines, participer à un programme, rencontrer des investisseurs, créer une société, tester un produit ou rejoindre une équipe sans se heurter à des obstacles disproportionnés.

La mobilité étudiante, professionnelle et entrepreneuriale devra devenir plus simple.

Les procédures de visa, de résidence, de reconnaissance des diplômes et de création d'entreprise devront être adaptées à cette ambition. Une plateforme continentale ne peut pas fonctionner si les talents qu'elle veut attirer passent leur temps à résoudre des problèmes administratifs.

Le deuxième chantier concerne l'éducation.

Le Maroc accueille déjà des étudiants africains, mais il peut aller beaucoup plus loin.

Il pourrait développer des campus panafricains dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'agriculture, de l'eau, de la santé, de l'énergie, de la finance, de l'industrie et des médias. Ces campus ne devraient pas être de simples lieux d'enseignement. Ils devraient réunir universités, entreprises, laboratoires, investisseurs et administrations.

L'objectif ne serait pas seulement de délivrer des diplômes.

Il serait de créer des projets.

Un étudiant venu du Sénégal, du Congo, du Nigeria ou du Kenya devrait pouvoir rencontrer au Maroc un ingénieur, un industriel, un chercheur, un banquier et un entrepreneur susceptibles de l'aider à transformer une idée en activité.



Cette mise en réseau est au cœur de la logique de hub.

Le troisième chantier est financier.

Les jeunes entreprises africaines ont besoin de capitaux adaptés à leur stade de développement. Or le financement reste souvent trop bancaire, trop prudent ou trop éloigné des réalités des startups et des PME innovantes.

Le Maroc pourrait devenir une place de référence pour les fonds panafricains.

es véhicules d'investissement spécialisés pourraient être développés dans la climate tech, la fintech, l'agritech, la santé, l'éducation, les industries culturelles et l'intelligence artificielle. Casablanca pourrait accueillir davantage d'investisseurs, de fonds de capital-risque et de plateformes de financement destinées aux projets africains.

Mais il faudra également éviter une concentration excessive.

Le financement ne doit pas bénéficier uniquement aux projets les plus visibles, les plus urbains ou les plus proches des réseaux institutionnels. Il devra aussi soutenir des entreprises installées dans des villes secondaires, des territoires ruraux et des marchés moins médiatisés.

Le quatrième chantier concerne l'industrie.

Le Maroc peut devenir un lieu où les jeunes entrepreneurs africains ne se contentent pas de concevoir des applications, mais fabriquent aussi des produits.

L'expérience du Royaume dans l'automobile, l'aéronautique, le textile, l'agroalimentaire, l'électronique et les énergies renouvelables peut servir de base à des partenariats industriels panafricains.

Des startups venues du continent pourraient utiliser des unités pilotes, des laboratoires, des chaînes de prototypage et des plateformes logistiques marocaines pour développer leurs produits.

Cette dimension est essentielle.

L'Afrique ne doit pas devenir uniquement un continent de services numériques. Elle doit aussi construire, transformer et produire.

Le cinquième chantier concerne la culture et les médias.

Un hub générationnel ne se limite pas à l'économie.

Il crée un imaginaire commun.

Le Maroc pourrait accueillir davantage de studios, de festivals, de compétitions de gaming, de laboratoires créatifs, de médias panafricains et de plateformes de production audiovisuelle. Il peut devenir un lieu où les artistes, journalistes, designers, musiciens et créateurs africains collaborent.

Le soft power marocain gagnerait à ne pas être uniquement institutionnel.

Il devrait aussi être culturel, populaire et générationnel.

Une chanson produite à Casablanca avec des artistes de plusieurs pays, une série tournée entre Dakar, Rabat et Abidjan, ou un jeu vidéo développé par une équipe panafricaine peut parfois créer davantage de proximité que de nombreux discours officiels.



Le sixième chantier concerne le numérique.

Le Maroc peut devenir une plateforme africaine du cloud, de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et des services numériques. Mais cela exige des infrastructures de calcul, des centres de données, des capacités de recherche et une politique claire sur la souveraineté des données.

Le Royaume devra aussi soutenir le développement de technologies adaptées aux langues et aux réalités africaines.

Un hub numérique africain ne peut pas se contenter de distribuer des solutions étrangères.

Il doit produire les siennes.

Le septième chantier concerne la qualité de vie.

Les talents ne choisissent pas uniquement une économie. Ils choisissent une ville, un cadre de vie, un environnement social et une expérience humaine.

Le coût du logement, la mobilité, l'accès aux soins, la sécurité, la culture, les espaces publics et la simplicité administrative compteront autant que les opportunités professionnelles.

Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech et Dakhla devront donc devenir plus accueillantes, plus accessibles et plus internationales.

Un étudiant ou un entrepreneur venu d'un autre pays africain doit pouvoir s'y sentir respecté, intégré et pleinement légitime.

C'est ici qu'apparaît l'un des défis les plus sensibles.

Le projet africain du Maroc ne peut pas être uniquement économique ou diplomatique. Il doit aussi se traduire dans les comportements quotidiens, dans l'accueil, dans la lutte contre les discriminations et dans la capacité à construire une véritable communauté.

Un hub ne se décrète pas par un sommet.

Il se construit dans les universités, les entreprises, les quartiers, les cafés, les laboratoires, les studios et les réseaux professionnels.

Le Maroc devra également accepter la concurrence.

Nairobi possède un écosystème technologique puissant. Kigali a construit une image d'efficacité et d'innovation. Lagos concentre une énergie entrepreneuriale exceptionnelle. Dakar et Abidjan renforcent leur rôle régional. Le Cap attire des talents créatifs et technologiques.

Le Royaume ne deviendra pas le seul hub du continent.

Il peut en revanche devenir l'un des nœuds les plus importants d'un réseau africain de villes complémentaires.

Cette logique est plus réaliste et probablement plus féconde.

Le Maroc peut connecter l'Afrique francophone, anglophone, arabophone et lusophone. Il peut relier le nord, l'ouest et l'Atlantique. Il peut servir de passerelle vers l'Europe sans réduire son ambition africaine à ce rôle d'intermédiaire.

La vraie réussite sera atteinte lorsque les jeunes Africains ne viendront plus seulement au Maroc pour obtenir un diplôme ou assister à une conférence.

Ils y viendront pour lancer une entreprise, rejoindre un laboratoire, produire un film, trouver des partenaires, lever des fonds ou construire une carrière panafricaine.

En 2036, le hub le plus influent ne sera pas forcément celui qui possède le plus grand aéroport ou la plus haute tour.

Ce sera celui où les idées circulent le plus vite, où les talents se rencontrent le plus facilement et où les projets trouvent les moyens de grandir.

Le Maroc a une carte à jouer.

Mais cette carte ne se jouera pas uniquement avec des infrastructures.

Elle se jouera avec l'ouverture, la confiance et la capacité à donner une place réelle à une génération africaine qui ne demande plus seulement à être accueillie.

Elle demande à pouvoir construire.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UNE ASSURANCE,



Mais elle
vous protège
des **fake news.**

CHAQUE JOUR, NOUS PRÉSERVONS VOS IDÉES
ET VOTRE ESPRIT DES MANIPULATIONS.

W W W . L O D J . M A

Afrique 2036 :

dix décisions à prendre aujourd'hui pour préparer la génération qui construira le continent

Toutes les générations rêvent de changer le monde.

Très peu disposent d'une occasion historique de le faire.

La génération Z africaine est peut-être la première, depuis les indépendances, à pouvoir transformer simultanément l'économie, les technologies, les échanges commerciaux, les industries culturelles et les relations entre les pays du continent.

Mais aucune génération ne réussit par le seul effet de sa volonté.

Les talents ont besoin d'un environnement favorable. Les idées ont besoin d'institutions. Les entrepreneurs ont besoin de financement. Les chercheurs ont besoin de laboratoires. Les étudiants ont besoin d'universités performantes. Les citoyens ont besoin d'États capables d'anticiper plutôt que de subir.

L'Afrique de 2036 dépendra donc moins des promesses que des décisions prises au cours des dix prochaines années.

Voici dix priorités qui pourraient faire la différence.

1. Faire de l'éducation la première infrastructure stratégique

Pendant longtemps, les infrastructures ont été associées aux routes, aux ports, aux barrages ou aux réseaux électriques.

Elles restent indispensables.

Mais la première infrastructure du XXI^e siècle est désormais le capital humain.

Les systèmes éducatifs devront évoluer beaucoup plus rapidement. Ils devront enseigner les fondamentaux, mais aussi l'intelligence artificielle, les sciences, les langues, la programmation, l'esprit critique, l'entrepreneuriat et la capacité d'apprendre tout au long de la vie.

Former pour les métiers d'hier reviendrait à préparer les jeunes à un monde qui n'existera plus.

2. Faire de l'Afrique un producteur de technologies

Le continent ne peut pas se contenter d'être un utilisateur d'innovations développées ailleurs.

Il doit produire des logiciels, des plateformes, des modèles d'intelligence artificielle, des composants, des services numériques et des technologies adaptées à ses propres réalités.

La souveraineté numérique deviendra un enjeu aussi important que la souveraineté énergétique ou alimentaire.



3. Accélérer l'intégration économique africaine

Le potentiel du marché africain reste largement sous-exploité.

Les barrières administratives, logistiques et réglementaires ralentissent encore les échanges entre pays voisins.

Faciliter la circulation des marchandises, des services, des capitaux, des étudiants et des entrepreneurs permettra de créer un véritable marché continental capable de soutenir l'émergence de champions africains.

4. Investir massivement dans la recherche

Aucun pays n'a durablement innové sans investir dans la connaissance.

Les universités africaines devront produire davantage de recherche appliquée, travailler avec les entreprises et participer directement à la résolution des problèmes locaux.

La recherche ne doit plus être perçue comme une dépense.

Elle constitue un investissement stratégique.

5. Faire de l'eau et de l'énergie des priorités absolues

Sans eau, il n'y a ni agriculture, ni industrie, ni villes durables.

Sans énergie, il n'y a ni économie numérique, ni production industrielle, ni intelligence artificielle.

Les investissements dans le dessalement, les énergies renouvelables, les réseaux intelligents et la gestion des ressources naturelles détermineront largement la compétitivité du continent.

6. Libérer l'entrepreneuriat

Les jeunes Africains créent des entreprises dans des environnements souvent complexes. Ils ont besoin de règles simples, de procédures rapides, d'un accès au financement, d'une fiscalité lisible et d'une administration qui accompagne davantage qu'elle ne bloque. Créer une entreprise devrait devenir plus facile que chercher un emploi.

7. Construire des villes où les talents ont envie de vivre

Les métropoles africaines seront les moteurs économiques de demain. Elles devront offrir des logements accessibles, des transports performants, des espaces publics de qualité, des infrastructures numériques, une vie culturelle dynamique et un environnement favorable à l'innovation. Les talents choisiront aussi leur pays en fonction de leurs villes.

8. Faire confiance aux jeunes plus tôt

L'Afrique possède la population la plus jeune du monde. Pourtant, les responsabilités importantes restent souvent réservées aux générations les plus expérimentées. Il faudra ouvrir davantage les conseils d'administration, les institutions, les laboratoires, les collectivités territoriales et les entreprises aux jeunes compétences. Le renouvellement ne peut plus attendre.

9. Mobiliser pleinement la diaspora

Les Africains installés à l'étranger représentent une réserve exceptionnelle de compétences, de réseaux et de capitaux. Leur participation au développement ne doit plus reposer uniquement sur les transferts financiers. Ils doivent devenir des partenaires permanents de l'innovation, de la recherche, de l'investissement et de la formation.

10. Construire une vision africaine commune

Le dernier défi est probablement le plus important. Le continent ne manque pas de ressources. Il ne manque pas non plus de talents. Il manque parfois d'une ambition collective suffisamment forte pour dépasser les frontières administratives, les rivalités régionales et les réflexes hérités d'une autre époque.

L'Afrique de 2036 ne sera pas construite uniquement par des gouvernements.

Elle sera bâtie par des entrepreneurs, des chercheurs, des artistes, des enseignants, des agriculteurs, des ingénieurs, des journalistes, des créateurs et des millions de jeunes citoyens convaincus que leur avenir peut s'écrire ici.

Ces dix décisions ne constituent évidemment pas un programme exhaustif.

Elles dessinent une direction.

Car les transformations qui s'annoncent ne laisseront que peu de place à l'immobilisme.

Le monde entre dans une nouvelle compétition où les données, les talents, l'innovation, l'intelligence artificielle, l'énergie et la connaissance compteront davantage que la taille des territoires.

L'Afrique possède un avantage unique.

Elle est le continent de la jeunesse.

Mais cet avantage démographique ne deviendra une force économique que si cette jeunesse reçoit les moyens de créer, d'inventer et de décider.

Dans le cas contraire, elle pourrait devenir une immense frustration. La différence entre ces deux scénarios dépend des choix faits aujourd'hui.

L'histoire retiendra peut-être que la décennie 2026-2036 fut celle où l'Afrique cessa de penser son développement en regardant son passé pour commencer à le construire en regardant sa jeunesse. Car le véritable enjeu n'est pas de préparer les jeunes au futur.

Il est de préparer le futur à accueillir leur talent.

AFRIQUE 2036 :

le jour où une génération prendra les commandes

Il existe des dates qui ne correspondent à aucun événement précis mais qui finissent pourtant par symboliser un basculement historique.



L'année 2036 est de celles-là.

Il ne s'agit pas d'une prophétie. Encore moins d'un calendrier politique. C'est un horizon. Un point de repère qui permet d'observer le mouvement déjà engagé sous nos yeux.

En 2036, les jeunes Africains qui ont aujourd'hui vingt ans en auront trente. Ceux qui terminent leurs études dirigeront des entreprises. Les étudiants d'aujourd'hui seront chercheurs, médecins, ingénieurs, magistrats, journalistes, entrepreneurs ou responsables publics. Les créateurs de contenu seront devenus producteurs. Les développeurs construiront les infrastructures numériques du continent. Les jeunes élus auront acquis l'expérience nécessaire pour accéder aux plus hautes responsabilités.

Autrement dit, l'Afrique changera naturellement de génération.

Pendant longtemps, le débat sur l'avenir du continent s'est concentré sur les ressources naturelles, les investissements étrangers, la dette, les institutions internationales ou les rivalités géopolitiques.

Ces questions restent importantes.

Mais elles ne sont plus les seules.

Le véritable sujet est désormais humain.

L'Afrique possède aujourd'hui la population la plus jeune du monde. Ce simple fait constitue probablement l'événement économique, politique et culturel le plus important du XXI^e siècle.

Aucun algorithme ne remplacera cette énergie.

Aucune matière première n'aura autant de valeur.

Aucune innovation ne pourra compenser un continent qui renoncera à former, à faire confiance et à responsabiliser sa jeunesse.

Tout au long de cette série, nous avons exploré les multiples visages de cette génération.

Nous avons parlé d'entrepreneuriat, d'intelligence artificielle, de formation, de langues, de mobilité, de sport, de culture, de villes, d'agriculture, d'eau, de climat, de politique, de diaspora, d'investissement et du rôle particulier que le Maroc peut jouer dans cette nouvelle dynamique continentale.

Ces sujets semblent différents.

Ils racontent pourtant une seule et même histoire.

L'histoire d'une génération qui ne veut plus attendre que son avenir soit décidé par d'autres.

Contrairement à leurs aînés, ces jeunes ne raisonnent plus uniquement à l'échelle de leur pays.

Ils travaillent avec des équipes installées sur plusieurs continents. Ils suivent des formations internationales. Ils créent des entreprises destinées à plusieurs marchés. Ils parlent plusieurs langues. Ils utilisent les mêmes outils numériques que leurs homologues européens, asiatiques ou américains.

Ils ne demandent plus la permission d'exister.

Ils construisent.

Ils expérimentent.

Ils échouent.

Ils recommencent.

Ils avancent.

Naturellement, tout ne sera pas simple.

Le changement climatique continuera de peser sur l'agriculture et l'accès à l'eau.

Les tensions géopolitiques bouleverseront encore les chaînes d'approvisionnement.

Les inégalités sociales demeureront profondes.

Le chômage des jeunes restera un défi majeur.

L'intelligence artificielle supprimera certains emplois tout en en créant d'autres.

Les migrations continueront de transformer les sociétés.

L'Afrique ne deviendra pas, par miracle, un continent sans difficultés.

Mais elle possède désormais quelque chose qu'elle n'avait jamais eu avec une telle intensité : une génération connectée, instruite, ambitieuse et profondément africaine.

Cette jeunesse ne se définit plus uniquement par ce qu'elle revendique.

Elle se définit par ce qu'elle construit.
Le véritable défi appartient maintenant aux institutions.
Les États devront apprendre à faire davantage confiance.
Les universités devront évoluer plus vite.
Les entreprises devront investir davantage dans les compétences.
Les banques devront accepter davantage de risques.
Les collectivités devront écouter davantage leurs citoyens.
Les partis politiques devront ouvrir leurs portes.
Les médias devront raconter autrement les réussites africaines.

La génération Z ne demande pas des privilèges.

Elle demande des opportunités.
Elle ne réclame pas qu'on lui garantisse la réussite.
Elle demande qu'on cesse de lui fermer les portes.

Le Maroc, dans cette perspective, possède une responsabilité particulière.

Par sa stabilité, son ouverture, sa position géographique, ses infrastructures, son expérience industrielle, ses universités et ses liens avec le reste du continent, il peut devenir bien davantage qu'un simple partenaire économique.
Il peut contribuer à faire émerger une nouvelle génération de leaders africains.
Non pas en leur indiquant le chemin.
Mais en leur donnant les moyens de construire le leur.

C'est probablement cela, le véritable sens du leadership au XXI^e siècle.

Non plus dominer.
Mais connecter.
Non plus imposer.
Mais permettre.
Non plus parler à la place des autres.
Mais créer les conditions pour qu'ils puissent eux-mêmes prendre la parole.
Au fond, le plus grand malentendu sur l'Afrique est peut-être de croire que son destin dépend uniquement des chefs d'État, des investisseurs internationaux ou des grandes puissances.

Ils continueront naturellement à influencer son avenir.

Mais ils n'en seront plus les seuls auteurs.
Le véritable tournant viendra des salles de classe, des laboratoires, des incubateurs, des exploitations agricoles, des studios de création, des ateliers, des usines, des universités, des startups et des quartiers où grandit aujourd'hui cette génération.
L'histoire du continent ne s'écrira pas uniquement dans les sommets internationaux.

Elle s'écrira chaque matin lorsqu'un jeune ingénieur lancera une entreprise.

Lorsqu'une chercheuse déposera un brevet.
Lorsqu'un agriculteur adoptera une nouvelle technologie.
Lorsqu'un artiste fera rayonner une culture.
Lorsqu'un entrepreneur créera des emplois.
Lorsqu'un enseignant transmettra la curiosité.
Lorsqu'un journaliste combattra la désinformation.
Lorsqu'un élu choisira l'intérêt général plutôt que l'intérêt personnel.

C'est ainsi que les continents se transforment.

Pas par un miracle.
Pas par un discours.
Mais par l'accumulation silencieuse de millions d'initiatives individuelles qui, un jour, finissent par changer le destin collectif.

Pendant des décennies, l'Afrique s'est demandé quel avenir l'attendait.

Peut-être posait-elle la mauvaise question.
La véritable interrogation n'est plus de savoir ce que sera l'Afrique de demain.
La véritable question est de savoir ce que cette nouvelle génération décidera d'en faire.
Car les continents ne changent jamais seuls.
Ce sont toujours des femmes et des hommes qui les réinventent.
Et partout, de Casablanca à Dakar, de Lagos à Kigali, de Nairobi au Cap, cette génération est déjà debout.

Elle n'attend plus son tour.

Le XXI^e siècle africain a peut-être déjà commencé.



EPIK 100 : QUI SONT CES 100 LEADERS ?

5000 candidats. 34 pays. 100 lauréats. Un seul verdict : la jeunesse africaine prend son destin en main.

Pendant que la CAN 2025 résonne dans les stades du Royaume, une autre compétition s'achève au Léopard Business Village. Pas de ballon, pas de but. Juste 100 jeunes Africains, venus de 34 pays, qui attendent de savoir s'ils feront partie de la première promotion EPIK 100.

L'appel à candidatures a mobilisé plus de 5000 jeunes, avec un âge moyen de 23 ans. La sélection n'a pas été simple. Le jury, composé du conseil d'administration d'EPIK Leaders, a examiné chaque dossier avec une loupe : engagement sociétal, cohérence du parcours, capacité à s'inscrire dans des dynamiques collectives, potentiel de leadership. Résultat : 100 profils que rien ne relie, sauf une certitude commune, ils ne demandent pas l'aumône, ils proposent des visions.

LA CÉRÉMONIE : PLUS QU'UNE DISTINCTION, UN POINT D'ENTRÉE

La cérémonie ne se résume pas à un podium et des applaudissements. Elle s'inscrit dans le cadre du Léopard Business Village – Expo CAN Maroc, une plateforme panafricaine pensée comme un espace économique hybride où culture, sport et économie se répondent. Comme le souligne Bodom Atungulu, président du think tank RDC Stratégie partenaire de l'événement, il s'agit d'un « pont stratégique, et un outil tangible de la coopération Sud-Sud, conçu pour faire dialoguer les dynamiques africaines au-delà des discours ».

Pour le Dr Nizar Chaari, fondateur d'EPIK Leaders, cette initiative n'est pas un geste ponctuel. C'est le point de départ d'un rendez-vous annuel destiné à structurer, dans le temps, la reconnaissance des talents africains. « Nous voulons offrir à 100 jeunes leaders africains une plateforme leur permettant de révéler leur talent, d'explorer les opportunités d'entrepreneuriat et d'investissement en Afrique et de valoriser leurs compétences », déclare-t-il. Et d'ajouter, avec la force qui caractérise sa vision : « Il s'agit de déplacer le regard porté sur l'Afrique, trop souvent réduite à ses seules ressources naturelles, pour rappeler avec force que sa véritable richesse réside dans son capital humain ».

CE QUI LES UNIT : 5 PROFILS, 5 PAYS, 1 CONVICTION

Yvette Jolivia Kemeboune Nkombe, 20 ans, Gabon. Étudiante en Licence 3 de Droit des Affaires à l'Université Internationale de Casablanca, elle a lancé un service de personal shopper international et développé des compétences en gestion de projets. Depuis 2025, elle est Présidente du Club EPIK Leaders de son campus. « Cette distinction est un levier pour renforcer mon action locale et contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour l'Afrique », confie-t-elle.

Moussa Haladou Mahamadou, 25 ans, Niger. Il croit fermement que la jeunesse africaine n'est pas seulement l'avenir, mais le moteur du changement. Responsable de programmes de l'Initiative Jeunesse pour l'Émergence du Niger, il conçoit et met en œuvre des projets axés sur la citoyenneté active, le leadership des jeunes, et la démocratie participative. Il a formé et encadré 160 jeunes, et animé 15 forums sur les droits humains.

Kilosho Gaspard, 30 ans, RDC. Il a renforcé son engagement associatif en 2019 en créant l'association Notre Priorité, dédiée à l'amélioration des conditions de vie des communautés. Il a coordonné des projets d'assainissement, de réhabilitation d'écoles et de forêts, et sensibilisé plus de 3 000 jeunes sur les droits humains et la citoyenneté.



Faye Astou, 23 ans, Sénégal. Titulaire d'une licence en gestion de projets, elle œuvre pour l'autonomisation des jeunes et le développement communautaire. Grâce à son implication dans des initiatives citoyennes et culturelles, elle a animé des panels et événements académiques à Casablanca. En 2024, elle a lancé un service de personal shopper international et développé ses compétences en rédaction et gestion de projets.

Chalom Topeglo, 27 ans, Togo. Il s'engage pour un impact sociétal positif à travers l'accès à l'énergie propre. Fondateur de Pulsar Eco Group, il a mené des actions de sensibilisation et de formation sur les énergies renouvelables auprès de communautés rurales, touchant plus de 500 personnes. Il collabore avec des ONG locales pour équiper écoles et centres de santé.

CE QUI LES DIFFÉRENCIE : LA DIVERSITÉ DU LEADERSHIP AFRICAIN

La promotion 2026 est composée de 30% de femmes et 70% d'hommes — un équilibre encore perfectible, mais qui témoigne d'une volonté de révéler les talents féminins du continent.

Entre Rashidi Martin, 23 ans, de la RDC, qui met la communication au service de la transformation sociale et lutte contre la désinformation, et Zainab Dass Abdullahi, 21 ans, Nigériane, membre active de l'All African Students Union qui promeut le changement positif au sein de la communauté étudiante — il y a 3 000 kilomètres et des réalités totalement différentes.

Entre Balde Amadou Bailo, 29 ans, Guinéen, ingénieur en environnement qui consacre son énergie à la protection de l'environnement et au développement durable, et Tshimanga Kadima Jephthe, 27 ans, Congolais, porté par un profond sens des responsabilités sociales et investi dans des actions associatives et citoyennes — il y a une même exigence : l'action concrète.

Entre Sogbo Dewanou Maurice, du Bénin, jeune activiste pour la justice sociale, et Brian Okori, 26 ans, Ougandais, fortement engagé dans les associations communautaires qui met le dialogue et l'action collective au service du progrès social — il y a une même méthode : le terrain avant le discours.

APRÈS LA CÉRÉMONIE : UN MANDAT, PAS UN TROPHÉE

Les 100 ne rentrent pas chez eux avec un trophée sur l'étagère. Ils repartent avec un mandat : rejoindre un vaste réseau et participer dès février aux initiatives EPIK HER'S pour l'entrepreneuriat féminin, puis au grand Sommet Africa Future Leaders Day prévu à Dakhla en avril 2026.

Comme le rappelle le Dr Chaari, cité par L'Opinion : « EPIK 100 n'est pas une finalité, mais un point d'entrée pour accompagner ces jeunes dans la transformation de leur engagement en impact durable ».

Et les chiffres donnent le ton de ce qui les attend : 50 000 membres, 550 clubs actifs, une présence dans plus de 34 pays africains. Le réseau EPIK ne distingue pas des élites isolées. Il structure une nouvelle génération de leaders capables de répondre aux enjeux contemporains du continent.

100 visages. 34 drapeaux. 5000 candidats au départ. Une seule conviction : que l'Afrique n'a pas besoin de sauveurs. Elle a besoin de ceux qui se lèvent, de ceux qui agissent, de ceux qui transforment.

Les EPIK 100 ne sont pas des lauréats. Ils sont des sentinelles. Et la première édition de janvier 2026 n'est que le début.



JEUNESSE AFRICAINE, AGRICULTURE & SOUVERAINETÉ

Symposium sur l'avenir de l'agriculture africaine

60 % des terres arables non exploitées de la planète sont en Afrique. Et pourtant, le continent claque encore 35 milliards de dollars par an pour importer sa bouffe. Cherchez l'erreur.

C'est sur ce constat complètement fou que s'est ouvert à Rabat le 4^e symposium AASU-Weldios University, en partenariat avec EPIK Leaders. Le pitch de l'événement ? Réunir la crème des jeunes leaders, chercheurs et entrepreneurs du Nigeria, de Sierra Leone et de tout le continent pour un reboot total de l'agriculture africaine. Objectif : souveraineté, innovation et zéro complexe.

Le Maroc en mode « Hub de l'agritech »

Ce n'est pas un hasard si le game s'est joué à Rabat. Le Maroc s'impose aujourd'hui comme le trait d'union parfait entre le Nord et le reste du continent. Entre son expertise mondialement connue dans les fertilisants (merci les phosphates) et ses connexions logistiques ultra-solides avec l'Afrique subsaharienne, le Royaume a tout du MVP pour sécuriser le business agricole africain.

Comme le dit si bien le Dr Nizar Chaari, fondateur d'EPIK Leaders : « L'Afrique de demain se construira sur des ponts, pas sur des silos ». Traduction : on arrête de bosser chacun dans son coin, on connecte les cerveaux et on avance ensemble.

4 profils, 1 même combat

Pour faire bouger les lignes, le symposium a donné le micro à quatre visages qui incarnent cette nouvelle Afrique qui n'attend personne :

- Engr Dr Darlington Ugota a posé les bases techniques et industrielles. Bref, comment passer de la théorie à la machine.
- HE Osisiogu Osikenye Enyinnaya, tout juste élu à la tête de l'All-Africa Students Union (AASU), a chauffé la salle avec un message clair : les étudiants doivent être en première ligne sur la souveraineté alimentaire.
- Dr Magnus Kel a apporté la caution scientifique en pitchant les dernières innovations académiques.
- Aruna Dumbuya a partagé la réalité du terrain en Sierra Leone, un pays en pleine reconstruction qui mise tout sur la terre pour se réinventer.

EPIK Leaders : les jeunes prennent le contrôle

Co-organisateur de l'événement, le mouvement EPIK Leaders (qui pèse lourd avec ses 550 clubs dans 34 pays) n'est pas venu pour faire de la figuration. Les jeunes leaders présents à Rabat ont carrément bousculé les codes en bossant d'égal à égal avec les experts et les décideurs.

Le résultat est historique : pour la première fois, les recommandations officielles du symposium intègrent une feuille de route co-rédigée par les étudiants. C'est la validation suprême de la méthode « learning by doing » (apprendre par la pratique) chère à EPIK Leaders.

La jeunesse africaine ne veut plus seulement une place à la table : elle est prête à réécrire le menu.





We are excited
to *announce*
our **partnership**
with **Weldios University**



Shaping the future **Together**



THINK TANK :

Des amphithéâtres aux cercles de pouvoir : Comment la jeunesse africaine réécrit son propre récit

Loin des clichés de la victimisation ou de l'afro-optimisme béat, une nouvelle génération de leaders culturels, associatifs et économiques structure ses propres réseaux d'influence. Des sommets de Dakar aux forums de Tunis ou Casablanca, l'Afrique de 2026 dessine les contours d'un soft power décomplexé, capable de peser sur la mondialisation.

Ceux qui s'attendaient à de simples colloques académiques ou à des séances de réseautage feutrées en ont pour leurs frais. Des événements récents, comme le WAYLE Forum 2026 ou la deuxième édition de l'Africa Future Leaders Day à Dakhla, ont des airs de laboratoires géopolitiques. Dans les couloirs, on y croise une jeunesse ultra-connectée, maniant le français, l'anglais et l'arabe avec la même aisance, et qui refuse désormais de laisser quiconque écrire l'avenir du continent à sa place.

Cette ébullition traduit une bascule historique : la fin d'un management de coopération importé du Nord et l'avènement d'un soft power purement endogène. Pour les mouvements panafricains en première ligne, à l'instar d'EPIK Leaders ou des cercles de réflexion comme Afroskills, la jeunesse n'est plus seulement un défi démographique ou une main-d'œuvre à caser ; elle est le principal levier géostratégique du continent.

Le "Nexus" Maghreb-Afrique subsaharienne : briser les frontières invisibles

L'un des faits marquants de cette dynamique est le rapprochement accéléré entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Historiquement freinées par des barrières géographiques ou des orientations politiques divergentes, les nouvelles générations créent des passerelles directes. La récente élection d'un coordinateur tunisien à la tête de l'Union des jeunes et des étudiants du Maghreb, ou l'organisation de sommets réunissant plus de 1 500 délégués venus de 15 pays à Monastir et Casablanca, en sont les illustrations concrètes. Ce "Destin Commun" (ou Africa Future Nexus) repose sur une conviction : face aux blocs économiques mondiaux, aucun pays africain ne pourra peser seul.

Décoloniser la pensée managériale : l'appel à l'histoire

Pour bâtir un leadership solide, la maîtrise des tableurs Excel ou des algorithmes de l'Intelligence Artificielle ne suffit plus.

Les intervenants des forums de l'année 2026 insistent sur un prérequis indispensable : la réappropriation éduquée de l'histoire africaine et de ses codes géopolitiques.

« On ne peut pas manager une équipe ou projeter une vision d'avenir si l'on ignore d'où l'on vient. Le leadership commence par la réappropriation de notre propre récit historique », avance-t-on chez Afroskills, mettant en lumière le besoin crucial de repères mémoriels pour affronter la mondialisation.

Cette décolonisation des esprits passe par l'intégration de philosophies locales dans la gouvernance des organisations. Des concepts de solidarité communautaire, de responsabilité partagée ou encore de résilience collective — souvent théorisés sous d'autres latitudes mais pratiqués depuis des siècles en Afrique — redeviennent des standards managériaux. L'objectif ? Remplacer la culture de la performance brute par une performance à impact social et éthique.



De la parole aux actes : l'émergence des "Sentinelles"

Le plus grand défi de cette génération reste celui de la traduction politique et économique. Comment transformer l'énergie de ces forums en politiques publiques ou en champions industriels ?

La réponse réside dans la stratégie des petits pas et de l'essaimage. Plutôt que d'attendre de grandes réformes étatiques, ces réseaux forment des "micro-compétences" chez des milliers de jeunes, créant une masse critique de managers prêts à intégrer les administrations, les ONG et le secteur privé. Des projets de manifestes, des "Livres Blancs" rédigés par la Gen Z africaine (à l'instar du projet L'éveil des sentinelles) commencent à atterrir sur les bureaux des décideurs politiques.

En prenant d'assaut les espaces de débat géopolitique, de Dakhla à Tunis, la jeunesse africaine envoie un message clair au reste du monde : le continent n'est plus un terrain de jeu pour les puissances extérieures, mais un acteur majeur, conscient de ses forces, mené par des leaders formés, connectés et résolus à dicter leurs propres règles du jeu.

Colloque International d'HEC Rabat

- Le cadre : Les amphis de la prestigieuse école de management marocaine, réunissant chercheurs, experts internationaux et praticiens du droit et des RH.
- Le thème : La redéfinition de la posture managériale face aux incertitudes économiques et aux ruptures technologiques.
- Le livrable clé : Une feuille de route sur le management responsable et l'éthique de l'influence. Les débats ont acté le passage obligatoire d'une autorité pyramidale classique à un leadership de négociation, capable de maintenir la confiance des équipes à l'ère de l'intelligence artificielle.




PROGRAMME

2^e édition du Colloque International



Dr. Nizar Chaari

Fondateur & Président de Tunivisions et SPIK Leaders, chercheur en leadership et acteur engagé dans le développement du capital humain.



THÈME DE L'INTERVENTION :

Révolutionner le leadership en Afrique :
L'alliance de la science et du terrain.



HEC
Haut École de Commerce
Université de Liège



CReSC
Centre de Recherche en
Stratégie et en
Management

PROGRAMME

2^e édition du Colloque International



Management responsable et leadership socialement impactant :

expériences africaines



**25 JUIN
2026**

9H - 16H30



HEC Rabat
4, rue Tulipa
Hay Riad, Rabat



EFMD
EQUIS
ACCREDITED



AACSB
ACCREDITED



AMBA
ACCREDITED



HEC
ACCREDITED



EFMD
EQUIS
ACCREDITED



AACSB
ACCREDITED



AMBA
ACCREDITED



HEC
ACCREDITED

WAYLE Forum 2026 (West African Youth Leadership Forum)

- **Le cadre** : La plateforme d'impact panafricaine connectant les écosystèmes associatifs et entrepreneuriaux du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest (menée par la dynamique *Tunivisions* et *EPIK Leaders*).
- **Le thème** : L'alignement des compétences de la Gen Z avec les défis du marché interconnecté de la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine).
- **Le livrable clé** : L'intégration des philosophies d'agilité comme le **Kaizen** (amélioration continue) et l'**Ikigai** (gestion par le sens) dans les modules de formation des clubs universitaires. Le forum a validé le déploiement d'outils d'évaluation basés sur le *learning by doing* pour cartographier les micro-compétences de 10 000 jeunes cadres d'ici la fin de l'année.



The poster for a webinar titled "DE LA TRAITE NÉGRÈRE AU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ : LA RÉOLUTION DE L'ONU A-T-ELLE UN EFFET CONCRET ?" is shown. It includes the following information:

- Event**: WEBINAIRE
- Topic**: DE LA TRAITE NÉGRÈRE AU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ : LA RÉOLUTION DE L'ONU A-T-ELLE UN EFFET CONCRET ?
- INTERVENANT**: Dr Nizar CHAARI (Fondateur de Tunivisions Foundation, Fondateur de EpiK Leaders, Entrepreneur, Acteur du changement panafricain).
- Date and Time**: 28 JUIN 2026 (DIMANCHE) à 19H GMT (20H à YAGOUNDE).
- Format**: EN LIGNE (PARTICIPÉ DE PARTOUT DANS LE MONDE).
- Footer**: Comprendre la passé. Éclairer le présent. Penser l'avenir. events.afroskills.org/events/98-the-african-future-nexus-the-cad-of-politics-and-geopolitics-dynamics-le-africa

Forum Afroskills (L'éveil du Nexus Historique)

- **Le cadre** : Un carrefour d'échange virtuel et physique mobilisant les experts de la formation et les historiens de la diaspora.
- **Le thème** : « Histoire et Géopolitique : Les fondements du leadership endogène ».
- **Le livrable clé** : La création de modules d'intelligence historique pour les managers. La thèse défendue est stricte : aucun soft power africain ne peut s'imposer sur l'échiquier mondial sans une décolonisation préalable des outils de gestion et une maîtrise parfaite des réalités géopolitiques du continent par ses propres cadres.

Diaspoboost 2026

- **Le cadre :** Le réseau d'action connectant les entrepreneurs locaux aux talents africains installés à l'international.
- **Le thème :** L'activation du capital humain de la diaspora au service des startups et des ONG du continent.
- **Le livrable clé :** La mise en place d'un **corps de mentors de transition**. Ce dispositif permet à des cadres issus de la diaspora de piloter des programmes de formation de haut niveau ou d'injecter des compétences stratégiques dans le tissu entrepreneurial local, transformant définitivement la "fuite des cerveaux" en une dynamique de circulation vertueuse.

DIASPORASUMMIT
AFRICA2026

DIASPOBOOST

NIZAR CHAARI
Entrepreneur et expert en communication, fondateur d'Epik Leaders, spécialisé en leadership et développement des talents

Speaker

THEME
**DIASPORA ET DÉVELOPPEMENT :
LE MODÈLE MAROCAIN**

**15-17
AVRIL 2026**

**LE PALACE D'ANFA
CASABLANCA, MAROC**

Weekend Touristique : 18 & 19 Avril 2026 (sur réservation)
@Diaspo_boost - www.businesscongoconsulting.com

Logos of partner organizations: CCI, SEFIDD, SIA, BC, MP, Iq, and others.

EPIK HER : Les Femmes Prennent le Lead

L'initiative nationale qui structure le leadership féminin africain

À l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, l'organisation panafricaine EPIK Leaders, a choisi de dépasser les simples discours symboliques pour passer à l'action concrète. Le mouvement a officialisé le lancement d'EPIK HER, une initiative nationale d'envergure entièrement dédiée à l'empowerment, la valorisation et la structuration du leadership féminin au Maroc et sur le continent.

Une mobilisation nationale, une même date, un impact collectif

Déployée simultanément dans plusieurs villes du Royaume par les différents clubs locaux, l'initiative EPIK Her a vibré d'une même voix, à une même date, pour un impact collectif maximal.

Le cœur battant de cette mobilisation repose sur les Café Talks organisés directement sur les campus et au sein des communautés. Loin des conférences traditionnelles et rigides, ces formats délibérément intimes favorisent la proximité et l'authenticité. Ils permettent de mettre en lumière des personnalités féminines inspirantes qui impactent leur communauté par leur vision, leur courage et leur engagement. Dans ces espaces de confiance, les jeunes femmes peuvent échanger de manière brute, poser des questions sans tabou et s'approprier des parcours de réussite jusque-là perçus comme lointains.

Quatre piliers fondamentaux pour un leadership moderne

EPIK Her ne se contente pas de célébrer la réussite au féminin ; le programme la théorise et la structure autour d'une approche résolument moderne du management, loin des clichés habituels. Le programme se déploie ainsi autour de quatre piliers stratégiques :

- L'intelligence émotionnelle : Redonner leurs lettres de noblesse à l'empathie, l'écoute active et la bienveillance, en les positionnant comme des compétences managériales de premier plan et des leviers de performance.
- Le management collaboratif : Promouvoir l'art de fédérer les équipes par le participatif, l'inclusivité et l'influence constructive, plutôt que par le prisme de la hiérarchie stricte.
- La visibilité : Créer des cercles de réflexion et des espaces de partage d'expériences pour offrir aux jeunes femmes des modèles de réussite concrets et accessibles desquels s'inspirer.
- L'action concrète (« Learning by Doing ») : Encourager l'apprentissage par l'expérience terrain afin de transformer le potentiel brut en initiatives tangibles, qu'elles soient à impact sociétal ou à vocation entrepreneuriale.

Du Maroc au continent : la force du réseau panafricain

Si le coup d'envoi d'EPIK Her est massivement donné sur le sol marocain (porté notamment par la dynamique d'EPIK Leaders Casa-Settat), l'horizon de l'initiative reste profondément ancré dans l'ADN panafricain de l'organisation. En tant que structure formatrice et révélatrice de talents, EPIK Leaders place le leadership au cœur du développement de l'Afrique.

Le déploiement d'EPIK Her s'inscrit dans une stratégie d'expansion ambitieuse visant à implanter le programme dans dix pays africains. L'objectif est d'adapter les portraits de pionnières et les cercles de réflexion aux réalités de chaque écosystème : de la Tech en Côte d'Ivoire à l'agriculture au Sénégal, en passant par l'entrepreneuriat social au Mali ou la politique au Gabon.

Cette dynamique globale convergera vers le premier forum EPIK Her, prévu pour la saison 2026-2027. Ce rendez-vous majeur réunira les coordinatrices nationales et les figures montantes du réseau pour partager les apprentissages et dessiner une feuille de route commune pour l'avenir du leadership féminin en Afrique.

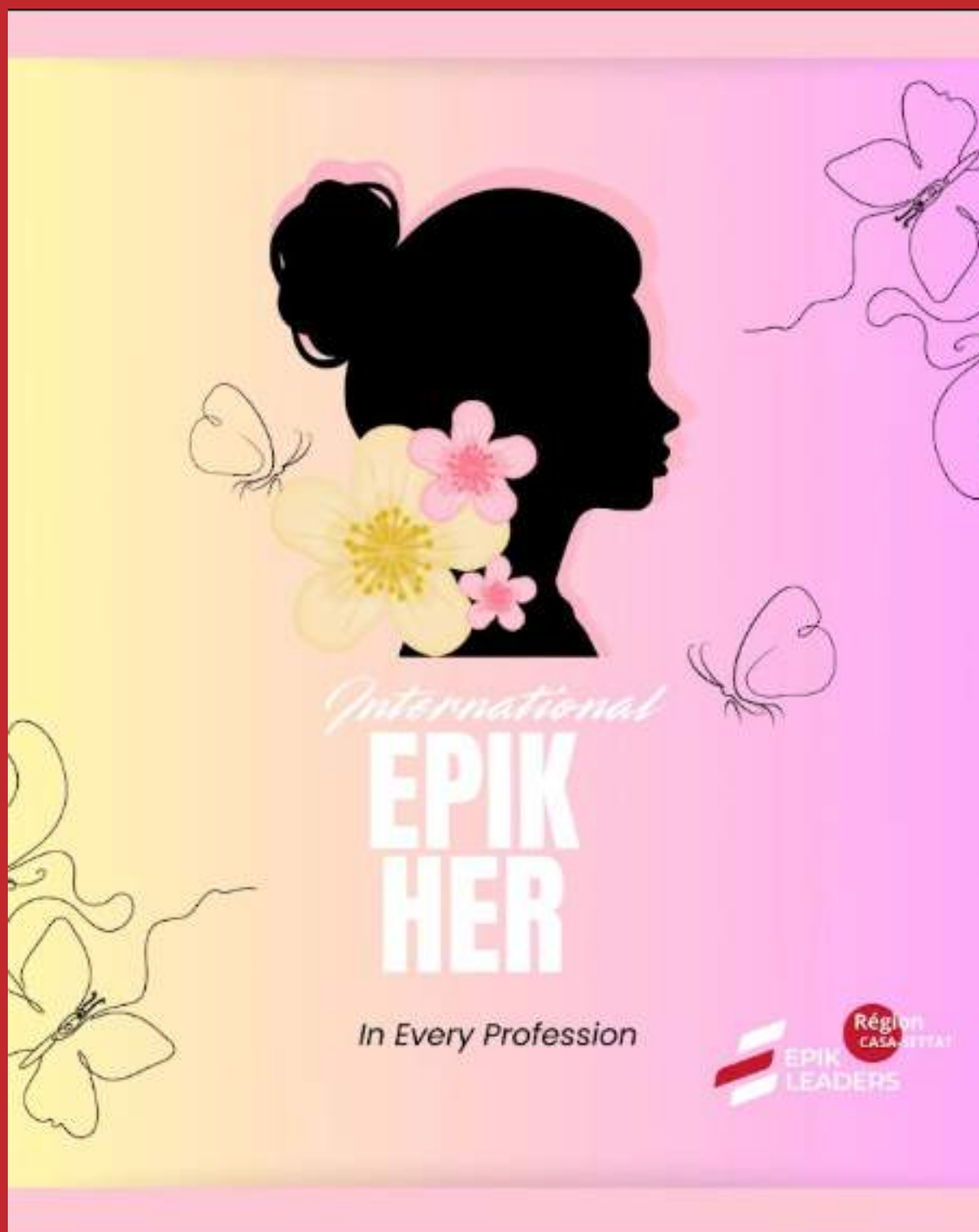
La vision d'EPIK Leaders

Pour l'organisation, le leadership féminin n'est pas une tendance passagère ou un quota à remplir. C'est une force durable, une norme managériale et un levier de croissance incontournable pour façonner l'avenir du continent. En brisant l'invisibilité des femmes d'impact et en valorisant celles qui bâtissent l'avenir au quotidien, EPIK Her prépare activement la prochaine génération de dirigeantes africaines.

EPIK
HER

African
Leadership.
Rewritten by
Women.

Mars 2026



LE JOUR OÙ L'AFRIQUE A DIT C'EST FINI À LA CHARITÉ

20 novembre 2025, INSEA Rabat. Le modèle "aide humanitaire" qui attend les bras croisés, c'est du passé. Place au leadership, aux solutions tech et à l'indépendance financière.

20 novembre 2025, 9h, INSEA Rabat. L'amphi est plein à craquer. Au milieu des costumes et des experts en finance, une vague de jeunes en t-shirts EPIK Leaders donne le ton. Ce sont eux qui ont tout organisé.

Le pitch du jour ? L'Arab-African Summit on Non-Profit Financing. C'est la toute première fois qu'un tel sommet se tient ici, à Rabat, et non à Genève ou à New York. Et le message balancé dès l'ouverture est clair : l'impact social, ce n'est pas de la charité. C'est du leadership pur et dur.

GAME OVER POUR LA CHARITÉ TRADITIONNELLE

« Attendre les subventions internationales ou les dons ponctuels qui changent toutes les cinq minutes, c'est fini. C'est une urgence vitale de réinventer nos modèles », lance le Dr Nizar Chaari, cofondateur d'EPIK Leaders, pour ouvrir les débats.

Le constat est partagé par toute la salle : dépendre de l'aide extérieure bloque l'avenir des projets africains. L'Afrique ne manque pas de talents ni de ressources, elle a juste besoin d'un leadership structuré et d'une gestion entrepreneuriale du social. En gros, il faut gérer une ONG ou une association comme une start-up à fort impact : de manière pro, autonome et durable. C'est le passage officiel de la logique d'assistance passive à la souveraineté solidaire.

LA TOOLKIT : COMMENT ON FINANCE L'AVENIR ?

- Le Waqf et la Zakat version 2.0 : Ces outils historiques de la finance solidaire arabo-musulmane sont de formidables leviers. Le Waqf, par exemple, permet de générer des revenus stables pour financer des projets sur le très long terme. L'objectif ? Les moderniser et les intégrer dans l'économie d'aujourd'hui.
- Les Social Impact Bonds (Obligations à impact social) : Le concept est simple : des investisseurs privés avancent l'argent pour un projet social. Si les objectifs de terrain sont atteints, l'État ou une fondation les rembourse avec un bonus. On finance le résultat, pas seulement la bonne intention.
- Crowdfunding et Blockchain : Pour que l'argent aille exactement là où il faut, sans intermédiaires gourmands, la tech s'impose. La blockchain devient le garant de la transparence : chaque dirham est traçable, de l'écran du donateur jusqu'au projet sur le terrain.

CONCRÈTEMENT, ON FAIT QUOI MAINTENANT ?

Ce sommet n'était pas un énième rendez-vous pour faire de jolies photos sur Insta. Dès la fin de la journée, la feuille de route pour 2026 est déjà activée :

- Un Livre blanc hyper pratique pour tester ces nouveaux modes de financement dès les prochains mois.
- Une plateforme permanente pour connecter directement les jeunes porteurs de projets, les entreprises et les institutions financières.
- Des projets pilotes lancés en mode collaboratif entre pays arabes et africains.

GÉNÉRATION EPIK : LE COMPTEUR S'AFFOLE

Ziad El Idrissi, président du club EPIK INSEA, résume parfaitement l'état d'esprit général : « Ce n'est pas un exercice pour la fac. C'est un laboratoire d'action. On ne discute pas, on fait. »

Et ça marche. EPIK Leaders, c'est aujourd'hui une communauté de 50 000 membres et plus de 550 clubs dans 15 pays d'Afrique (du Maroc à la RDC, en passant par la Guinée). La philosophie du mouvement ? Le Learning by Doing (apprendre par l'action). En utilisant des outils modernes pour détecter le potentiel de chacun, EPIK transforme les étudiants en créateurs de valeur directement sur le continent, bloquant net la fuite des cerveaux. Preuve que ça fonctionne : le programme "EPIK 100" propulse déjà des leaders de moins de 30 ans à la tête de structures à fort impact.

LE SYMBOLE DE RABAT

Accueillir ce sommet à Rabat est un choix fort. Le Maroc se positionne naturellement comme le pont idéal entre le monde arabe et l'Afrique subsaharienne, s'inscrivant dans la vision de coopération Sud-Sud portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Mais le vrai symbole est encore plus inspirant : c'est celui d'une jeunesse africaine qui prend les commandes de son propre développement. Rendez-vous est déjà pris pour les prochaines étapes de 2026, notamment l'un des sommets phares à Dakhla, le déploiement du programme EPIK HER braqué sur le leadership féminin, et de grandes actions écologiques de reforestation.

Le message est passé : la Gen Z africaine n'attend plus qu'on l'aide, elle crée ses propres solutions.

EPIK LEADERS

المجلس الأعلى للتحقيق
NATIONAL HIGHER RESEARCH & SCIENTIFIC RESEARCH COUNCIL
MRC COMMISSARIAT DU PLAN

INSEA

Arab-African summit on Non-Profit Financing

The future of NPF in the context
of global geostrategic shifts

20 November 2025 INSEA in RABAT

BBC MEDIA ACTION **MRC** **COMET** **mna** **Le Nouvelliste** **development aid**



COMMENT L'IA REBOOSTE LES ASSOS AFRICAINES

En plein boom du GITEX Africa, le plus grand rassemblement tech du continent, l'ambiance change radicalement sur le campus d'Honoris United Universities. Oubliez les démos de robots futuristes et les stands ultra-flashy. Place au concret : des assos, des start-ups à impact, des financeurs, et toute l'équipe des jeunes d'EPIK Leaders, prêts à bousculer les codes.

Leur événement ? AI for Impact 2026. L'objectif est ultra-clair, et il y a urgence : « L'intelligence artificielle transforme déjà à toute vitesse le business et les administrations. Le monde associatif ne peut pas rester sur la touche ». En gros : si les ONG africaines ne se mettent pas à l'IA dès maintenant, elles risquent tout simplement de devenir invisibles.

LE PROBLÈME : DES ASSOS QUI GALÈRENT À FINANCER LEURS COMBATS

Aujourd'hui, pour les organisations de la société civile en Afrique, c'est la tempête parfaite :

- Les subventions internationales historiques se font de plus en plus rares.
- Décrocher un financement est devenu un parcours du combattant aux critères ultra-sévères.
- La paperasse et les rapports demandés par les donateurs étouffent les petites structures.
- Le plus frustrant : prouver l'impact réel de ses actions sur le terrain reste un casse-tête technique pour la majorité.

Résultat ? Des milliers de projets essentiels (éducation, santé, climat) perdent leurs budgets, non pas par manque de résultats, mais par manque d'outils pour le prouver.

LA SOLUTION : L'IA COMME GAME CHANGER

Pour le Dr Nizar Chaari, fondateur d'EPIK Leaders, pas question de baisser les bras : « L'IA peut devenir un boost énorme pour amplifier l'impact des assos, à condition de leur donner les clés et les compétences. » C'est tout le but d'AI for Impact : rendre l'IA accessible à toutes les structures, même les plus petites. Pas pour remplacer l'humain, mais pour lui donner des super-pouvoirs de transparence et d'efficacité. Concrètement, voilà comment l'IA change la donne sur le terrain :

- Scanner les appels à projets en un clic : Plus besoin de passer des nuits blanches à décoder des dossiers de 50 pages. L'IA repère direct les meilleures opportunités et dit si le projet coche les cases.
- Des rapports d'impact stylés (et honnêtes) : Fini le copier-coller interminable. L'IA rassemble les données du terrain en temps réel pour générer des graphiques clairs et convaincants pour les investisseurs.
- Une comm' qui touche sa cible : L'IA aide à créer des campagnes percutantes pour trouver des donateurs. Une petite asso basée à Bamako peut désormais capter l'attention d'un mécène à Dubaï avec le bon message, au bon moment.
- Piloter ses projets comme un pro : Fixer des objectifs, suivre les indicateurs, anticiper les galères... La gestion de projet premium n'est plus le monopole des multinationales.



NOVAI : L'ARME SECRÈTE VENUE DE DUBAÏ

Parmi les pépites présentées à Casablanca, la plateforme NOVAI (Network of Opportunities for Value, Aid and Innovation) a clairement fait sensation. Son crédo ? Utiliser l'IA pour connecter direct les assos et entreprises sociales aux financements mondiaux.

Le concept est ultra-simple et redoutable :

- Trouver le match parfait pour un financement.
- Structurer et rédiger une proposition de projet en béton.
- Accompagner l'équipe grâce à des experts.

« On veut éviter que des projets incroyables meurent dans l'œuf juste par manque d'accès à l'information ou aux bons outils », résume sa fondatrice Feryal El Moghraby. C'est de la pure justice numérique : une petite asso à Ouagadougou se retrouve avec les mêmes armes qu'une grosse ONG internationale.

AU-DELÀ DES DISCOURS : LE PLAN D'ACTION

Pas de blabla inutile durant ce forum. Les équipes sont réparties de Casablanca avec du lourd :

- Un guide stratégique sur les enjeux IA de la société civile.
- Une cartographie ultra-pratique des outils IA à utiliser d'urgence.
- Une charte éthique pour une tech responsable qui respecte les données.
- Une série de projets pilotes prêts à être lancés.

L'IMPACT

Squatter le cadre du GITEX Africa pour parler du monde associatif est un coup de génie. Au milieu des géants de la Silicon Valley, des start-ups en quête de millions et des gadgets futuristes, EPIK Leaders a réussi à imposer les besoins de la société civile africaine au centre des discussions.

Le message est passé : l'IA pour les assos, ce n'est pas un luxe ou un effet de mode, c'est une question de survie. Et cette nouvelle génération de leaders montre que si la tech est un accélérateur puissant, c'est l'intelligence collective qui reste le vrai moteur du changement.



L'AFRIQUE SE RÉINVENTE À AGADIR :

EPIK Summer Academy 2026, le Davos de la Gen Z Africaine

Il y a des événements qui font du bruit. Et puis il y a ceux qui font vibrer. Du 25 au 29 juin 2026, Agadir a accueilli l'un de ces moments rares où l'on sent, presque physiquement, que quelque chose est en train de basculer.

À Lunja Village, loin des amphithéâtres poussiéreux et des PowerPoints soporifiques, 200 jeunes venus de plus de 20 pays africains ont passé cinq jours à réinventer ce que signifie diriger sur un continent en pleine ébullition. L'EPIK Summer Academy dans sa deuxième édition, et déjà une institution.

Quand l'Intelligence Artificielle rencontre l'Intelligence Collective

Le thème choisi cette année dit tout : *"Next-Gen Africa: The Artificial Intelligence Playbook for Leadership"*. Pas de l'IA pour l'IA. Pas l'IA comme buzzword qu'on glisse dans un CV pour impressionner. L'IA comme **outil de gouvernance, de décision et de résolution des défis africains**.

C'est là que réside toute l'originalité d'EPIK : la question posée n'est pas *"Comment fonctionne l'IA ?"* mais *"Qu'est-ce que l'IA change à la manière dont on dirige une équipe, une entreprise, un mouvement ?"* Une nuance qui change tout.

Les panels interactifs, notamment *"The Code of Tomorrow"*, ont exploré cette frontière souvent négligée entre compétences technologiques et compétences humaines. Car dans la vision portée par l'événement, le leader africain de demain n'est ni un développeur enfermé dans son code, ni un manager ignorant des révolutions numériques. Il est les deux, simultanément.

Cinq jours pour se réinventer

Le format bootcamp est brutalement efficace. Pas le temps de souffler, mais chaque moment est pensé pour laisser une trace.

La certification internationale d'abord : des formations en management de projet et communication d'impact, alignées sur les standards d'Oxford et Harvard. Ce n'est pas anodin. Dans un monde où les frontières professionnelles s'effacent, un jeune Camerounais, une entrepreneuse sénégalaise ou un étudiant marocain peuvent désormais se présenter à une table internationale avec les mêmes armes que n'importe qui.

L'outil Innermetrix® a sans doute été la surprise de l'édition. Passer sa propre personnalité au scanner — forces, angles morts, motivations profondes — c'est inconfortable, révélateur, et finalement libérateur. Se connaître reste la condition première pour diriger les autres, et rares sont les programmes de leadership qui prennent le temps de l'imposer vraiment.

Le hackathon de 360 minutes a incarné tout ce qu'EPIK veut être : brutal, concret, exaltant. Six heures pour passer d'une idée vague à un prototype pitché devant jury. Le prompt engineering comme discipline de survie. L'intelligence collective comme seul carburant. Dans ce genre d'exercice, on apprend plus en une journée qu'en un semestre de cours magistraux.

Ce que les salles de conférence ne peuvent pas offrir

Mais si l'on devait retenir une seule chose de cette édition, ce serait peut-être la moins programmée de toutes : **la magie panafricaine qui opère entre les sessions**. Réunir plus de vingt nationalités dans un même espace de vie pendant cinq jours, ce n'est pas organiser un événement. C'est créer une micro-société. Les conversations autour d'un café entre un entrepreneur ivoirien et une étudiante rwandaise, les débats qui s'improvisent le soir, les accents qui se mélangent, les références culturelles qui s'échangent — tout cela forme quelque chose qu'aucun curriculum ne peut enseigner : **le sentiment profond d'appartenir à un continent commun, avec des défis communs et une énergie commune**.

Ce réseau-là ne s'oublie pas. Ce sont les décideurs de 2035 qui ont appris à se faire confiance en 2026 à Agadir.



Performer sans se consumer : le vrai luxe du XXI^e siècle

L'autre pari audacieux d'EPIK ? Intégrer au cœur d'un programme ultra-exigeant une réflexion sérieuse sur le bien-être et la durabilité personnelle. Le concept de "L'Infinite Game" — jouer le jeu long, ne pas se sacrifier sur l'autel de la productivité immédiate — résonne comme un antidote salubre à la culture du burn-out qui gangrène déjà une partie de la jeunesse entrepreneuriale mondiale.

C'est peut-être là le message le plus subversif de l'événement : dans un écosystème startup qui glorifie le hustle 24h/24, affirmer qu'un bon leader dort, se ressource et prend soin de lui, c'est presque un acte de résistance.

Agadir, capitale temporaire d'un futur possible

En deux éditions, EPIK Leaders a réussi quelque chose de rare : créer un événement qui n'appartient pas à ses organisateurs mais à ses participants. Ce sont eux qui en font la légende, les retours, l'écho sur tout le continent.

L'Afrique a souvent été décrite à travers le prisme de ses défis. EPIK Summer Academy choisit résolument l'autre angle : celui d'un continent qui forme ses propres leaders, avec ses propres outils, à son propre rythme — mais avec un regard tourné résolument vers le monde.

Et ça, franchement, c'est une histoire qui mérite d'être racontée. 🌍



WELCOME TO THE MOST **EPIK WEEK** OF THE YEAR



Next ➔

Trainings • Panels • Hackathon • Sports • Fun



POURQUOI EPIK LEADERS ne marche pas seul

Et pourquoi l'art de s'entourer est devenu sa plus grande force de frappe.

Imagine une salle blindée. Au micro, des experts en tech et en finance. Dans le public, des étudiants sénégalais, des porteurs de projets marocains, des chercheurs égyptiens et des créatifs tunisiens. Sur l'affiche, pas un logo unique en mode "ego trip", mais une constellation de structures qui s'allient.

Imagine une salle blindée. Au micro, des experts en tech et en finance. Dans le public, des étudiants sénégalais, des porteurs de projets marocains, des chercheurs égyptiens et des créatifs tunisiens. Sur l'affiche, pas un logo unique en mode "ego trip", mais une constellation de structures qui s'allient.

Le constat est simple : personne dans cette pièce ne pourrait changer les choses tout seul. L'un a les idées mais pas les fonds, l'autre a le réseau mais pas les structures, un troisième a la théorie mais pas le terrain.

C'est exactement ça, l'ADN d'EPIK Leaders. Une organisation qui a compris un truc fondamental : pour aller vite, on marche seul, mais pour transformer un continent, on build en équipe.

« Nous ne transférons pas des modèles : nous en créons de nouveaux. Nous ne cherchons pas l'approbation du Nord : nous construisons la légitimité par l'action collective. »

— Dr Nizar Chaari, Fondateur d'EPIK Leaders

Le crash-test des modèles importés

Pendant des décennies, on a fait croire aux jeunes Africains que pour monter des projets à fort impact, il fallait calquer des modèles venus d'ailleurs ou attendre le feu vert d'ONG internationales. EPIK Leaders a pris le contre-pied total de cette logique. Le mot d'ordre ? La coopération Sud-Sud en mode concret.

L'Afrique n'a pas besoin qu'on lui dicte ses solutions ; elle a besoin que ses forces vives se connectent entre elles. Plutôt que de construire une énorme machine centralisée et rigide, EPIK Leaders a choisi de devenir un accélérateur de connexions. Pas de partenariats de façade juste pour coller des logos sur des flyers, mais de vraies alliances de terrain où chacun apporte sa brique manquante.



La carte des alliances : Quand 1 + 1 = 3

- L'alliance Tech & Terrain (Technopark) : Un incubateur sans jeunes audacieux, c'est juste des bureaux vides avec du Wi-Fi. Des jeunes sans outils, ce sont des idées qui meurent dans un tiroir. En connectant les milliers d'étudiants d'EPIK Leaders aux mentors et infrastructures du Technopark, on transforme des concepts théoriques en startups viables à travers l'Innovation Tour.
- Le boost maghrébin (Tunivisions Foundation) : Mobiliser des milliers de jeunes à travers les frontières ne s'improvise pas. En combinant la force de frappe logistique et l'expertise événementielle de Tunivisions au maillage de clubs ultra-actifs d'EPIK, les rassemblements de jeunesse changent de dimension et deviennent de vraies plateformes de plaidoyer.
- L'indépendance financière (Moroccan Pulse) : Avoir de l'ambition c'est bien, savoir structurer un budget solidaire, c'est mieux. Ce partenariat apporte l'ingénierie financière qui manque souvent aux assos de jeunes pour rendre leurs projets viables et durables.
- La puissance académique et panafricaine (AASU & Weldios) : Connecter la recherche scientifique en agritech au plus grand réseau étudiant du continent. EPIK Leaders pose la méthode et l'animation pour que le dialogue entre étudiants et experts accouche de propositions concrètes que les décideurs ne peuvent plus ignorer.
- La diplomatie de terrain (PAYU, CESA, AAYC) : Quand l'Union Panafricaine de la Jeunesse, la Coalition des Étudiants de l'Afrique de l'Ouest et l'Afro Arab Youth Council s'allient à la capacité de mobilisation d'EPIK, les événements (comme à Casa ou à Dakhla) deviennent des plaques tournantes de la diplomatie parallèle menée par et pour les jeunes.

La force de l'incomplétude : Ton manque est ta chance

Le grand secret de cette stratégie, c'est d'assumer son incomplétude. Dans le monde d'aujourd'hui, vouloir tout faire tout seul est une erreur stratégique. Reconnaître qu'on a besoin des compétences de l'autre n'est pas une faiblesse, c'est le point de départ de la vraie coopération.

Chaque partenaire d'EPIK Leaders est fort sur son segment, mais incomplet sans les autres. C'est précisément ce vide qui crée l'attraction et pousse à l'action collective. En refusant le modèle de l'organisation "je-sais-tout", EPIK prouve que la souveraineté et l'impact ne se construisent pas dans l'isolement, mais dans l'interdépendance créative. Seuls, ils sont inspirants. Ensemble, ils sont irréversibles. Et c'est pour ça qu'EPIK Leaders avance.



GÉNÉRATION MAGHREB :

Quand la jeunesse redessine les frontières à Monastir

Grand reportage immersif | Co-organisé par la Fondation Tunivisions et EPIK Leaders

Monastir, Tunisie — Du 10 au 12 avril 2026, la ville côtière de Monastir s'est transformée en capitale de l'avenir africain. Deux grands complexes hôteliers de la région ont vibré à l'unisson sous l'impulsion de 1 500 jeunes leaders venus du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Libye, de Mauritanie, rejoints par de fortes délégations subsahariennes. Le Maghreb Youth Summit, co-organisé par la Fondation Tunivisions et EPIK Leaders, a transcendé le cadre classique des conférences. Ce fut une démonstration de force, le manifeste vivant d'une génération qui refuse les lignes de fracture géopolitiques pour bâtir ses propres passerelles.

Une cérémonie d'ouverture à la hauteur des ambitions

Le coup d'envoi a été donné dans une atmosphère électrique, un mélange de ferveur et de solennité. Dès les premières minutes, le ton était posé : ici, pas de place pour les discours creux ou les promesses de salon. L'auditoire, composé d'esprits créatifs et d'acteurs de terrain, est venu chercher de l'action.

Portée sur le plan national par le coordinateur Dhia Hadj Sassi, la synergie entre la Fondation Tunivisions et EPIK Leaders a prouvé que l'intégration maghrébine et panafricaine n'est pas un vœu pieux diplomatique. C'est une réalité organique, immédiate, qui prend vie dès que la jeunesse s'empare des commandes de son propre destin. Avant même la fin du premier jour, les barrières linguistiques et géographiques s'étaient effacées au profit d'alliances stratégiques naissantes.

Digital : Un langage de souveraineté, pas un simple outil

Le panel dédié au numérique a cristallisé l'esprit d'innovation du sommet. Les intervenants ont partagé une conviction profonde :

« Le digital n'est plus seulement un outil ou un secteur d'activité... c'est un langage universel, un levier d'émancipation et une force de transformation massive. » Les débats ont exploré la création de contenu à fort impact, la Tech pour le bien commun (Tech for Good) et la nécessité pour les jeunes Africains de ne plus être de simples consommateurs de plateformes, mais les architectes des écosystèmes numériques de demain. À travers des visions plurielles mais convergentes, une évidence s'est imposée : le digital est l'arme absolue pour hacker les règles du jeu économique mondial.

Feminine Leadership : Redéfinir les règles du jeu

Animé en partenariat avec le CIFE (Conseil International des Femmes Entrepreneures), le panel Feminine Leadership & Entrepreneurship a marqué un tournant émotionnel et intellectuel majeur. Loin des clichés théoriques, des femmes entrepreneures et leaders d'opinion ont livré des témoignages d'une authenticité rare.

Leurs parcours ont rappelé une vérité structurelle : lorsque les femmes accèdent aux leviers de décision, elles ne se contentent pas de réussir individuellement. Elles tirent des communautés entières vers le haut, bousculent les statuts et réinventent les modèles de gouvernance. Le leadership féminin en Afrique et au Maghreb n'est pas une question de quota ou une tendance passagère ; c'est le pilier central d'une croissance durable et inclusive.



Carnet de bord : L'effervescence des "collisions génératives"

Si les plénières ont fixé le cap, c'est dans les coulisses, les couloirs et les espaces partagés que le sommet a révélé sa véritable magie. Entre deux ateliers, les terrasses de Monastir se sont transformées en espaces de co-création improvisés.

On y croisait un développeur marocain et une activiste sénégalaise croisant leurs compétences pour lancer une legal-tech. Plus loin, des créatrices de contenu tunisiennes et ivoiriennes partageaient leurs stratégies de monétisation et d'audience. Le Maghreb Youth Summit a fonctionné comme un accélérateur de particules humaines : un lieu où une conversation de cinq minutes autour d'un café scelle un partenariat transfrontalier durable.

EPIK Leaders : Le ciment d'une dynamique continentale

La réussite logistique et humaine de ce sommet vient valider l'efficacité du modèle d'EPIK Leaders et de la Fondation Tunivisions. En s'appuyant sur un réseau interconnecté de plus de 550 clubs actifs à travers le continent, l'organisation prouve sa capacité à déployer une ingénierie de leadership à très grande échelle.

Ce rassemblement de Monastir ne marque pas une fin, mais le début d'une nouvelle ère. Les 1 500 délégués repartent chez eux armés de compétences neuves, de réseaux solides et d'une certitude inébranlable : le futur de l'Afrique ne se devine pas, il se construit ici et maintenant.

Le futur s'écrit ensemble.



SOFT POWER AFRICAIN :

la nouvelle diplomatie des jeunes

Oubliez les sommets poussiéreux en costard-cravate où les décisions se prennent à huis clos. En 2026, la géopolitique africaine est en train de s'offrir un violent coup de jeune, et c'est du côté de Dakhla que le game a complètement changé. Avec la deuxième édition de l'Africa Future Leaders Day, la jeunesse du continent a officiellement décidé de passer à l'offensive. Finie l'époque où les jeunes étaient de simples spectateurs ou des "variables d'ajustement" dans les rapports de force internationaux. Aujourd'hui, ils s'imposent comme les nouveaux boss de la diplomatie parallèle et du soft power.

Bienvenue dans l'ère de la diplomatie 2.0, là où l'influence ne se mesure plus seulement en budgets militaires, mais en réseaux connectés, en intelligence culturelle et en projets d'avenir.

Dakhla, le nouveau hub de l'influence africaine

Ce n'est pas un hasard si ce séisme géopolitique a eu lieu à Dakhla. Entre l'Atlantique et le désert, la ville s'est transformée en un véritable laboratoire du pouvoir africain. Organisé à l'École Supérieure de Technologie (EST) de Dakhla par le mouvement panafricain EPIK Leaders (qui pèse lourd avec plus de 50 000 membres et 550 clubs dans 15 pays) en partenariat avec l'Université Ibn Zohr, cet événement a réuni la crème de la crème des futurs décideurs du continent.

L'objectif ? Prendre le contrôle du récit africain. Pendant que les grandes puissances traditionnelles tentent de redéfinir leurs zones d'influence, la jeunesse africaine, elle, crée ses propres règles. À Dakhla, les ateliers n'étaient pas des cours magistraux ennuyeux : on y parlait gamification, techniques de négociation ultra-modernes, intelligence culturelle et, surtout, diplomatie numérique. Parce qu'en 2026, une stratégie d'influence qui cartonne se joue autant sur les réseaux et dans les écosystèmes tech que dans les salons d'ambassades.

Le Manifeste de Dakhla : la jeunesse dicte ses conditions

Le point d'orgue de ce rassemblement, c'est le lancement d'un Manifeste sur la diplomatie inédit, doublé de la création de l'Epik Think Tank. Ce n'est pas juste un bout de papier de plus, c'est une véritable déclaration d'indépendance intellectuelle et politique. Les jeunes leaders y affirment une volonté claire : faire de l'Afrique un acteur central, souverain et incontournable des dynamiques internationales.

Ce manifeste pose les bases d'une diplomatie des esprits et des cœurs. Il ne s'agit plus de subir les agendas venus d'ailleurs, mais d'imposer des thématiques cruciales pour le continent :

- La transition technologique et numérique,
- La valorisation de l'identité culturelle comme arme de séduction massive (le vrai soft power),
- L'autonomie économique et la co-construction interafricaine.

En lançant un think tank géré par et pour les jeunes, le mouvement s'assure que cette réflexion ne s'arrêtera pas aux portes de l'amphi. C'est une machine à produire des idées, des analyses prospectives et des stratégies d'influence à long terme.

Pourquoi la jeunesse est le hack géopolitique de l'Afrique

Sur le plan purement géopolitique, ce virage est un coup de maître. L'Afrique possède la population la plus jeune de la planète. Cette démographie, souvent présentée à tort comme un défi logistique, est en réalité le plus grand levier d'influence du continent.

Quand des institutions comme EPIK Leaders transforment le savoir académique en compétences diplomatiques concrètes et interconnectées, elles créent une armée de l'ombre d'ambassadeurs culturels et économiques. Que ce soit à travers l'entrepreneuriat tech, les mouvements citoyens, l'art ou la recherche scientifique, cette nouvelle génération court-circuite les canaux diplomatiques classiques devenus trop lents. Elle parle directement d'égal à égal avec le reste du monde, sans complexes, et avec une maîtrise parfaite des codes de la mondialisation.

Le Maroc, en positionnant Dakhla comme le carrefour de cette dynamique, confirme son rôle de pont panafricain. En donnant les clés du camion à cette jeunesse montante, le continent prépare sa plus grande mise à jour : celle d'une Afrique décomplexée, unie par ses leaders de demain, et prête à redéfinir les équilibres mondiaux. Les anciens mondes n'ont qu'à bien se tenir, la relève est déjà sur le terrain.





By Lodi

